

# **GROUPE INGENICO**

Comptes consolidés

31 décembre 2013

I. COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES
Au titre des exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers d'euros)	Notes	2013	2012
CHIFFRE D'AFFAIRES Coût des ventes	7 8	<b>1 370 934</b> (771 198)	<b>1 206 425</b> (693 774)
MARGE BRUTE		599 736	512 651
Charges commerciales et marketing Frais de recherche et développement Frais administratifs	8	(142 584) (102 342) (146 450)	(122 390) (93 385) (133 426)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		208 360	163 450
Autres produits opérationnels Autres charges opérationelles	9 9	1 024 (22 472)	10 305 (9 308)
RESULTAT OPERATIONNEL		186 912	164 447
Produits financiers Charges financières	10 10	36 038 (53 769)	51 033 (64 946)
RESULTAT FINANCIER		(17 731)	(13 913)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	14	(176)	(462)
RESULTAT AVANT IMPOTS		169 005	150 072
Impôt sur les bénéfices	11	(56 069)	(49 805)
RESULTAT NET		112 936	100 267
Attribuable aux : - actionnaires d'Ingenico SA - participations ne donnant pas le contrôle		114 074 (1 138)	96 854 3 413
RESULTAT PAR ACTION (en euros) Résultat :	23		
- de base - dilué		2,17 2,07	1,87 1,80

# II. ETATS DU RESULTAT GLOBAL

Au titre des exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers d'euros)	Notes	2013	2012
RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES D'INGENICO SA		114 074	96 854
Ecarts de conversion		(27 797)	(1 612)
Variation de valeur des instruments dérivés de couverture (1)		2 776	(8 375)
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies (2)	26	(315)	(3 753)
Quote-part des gains et pertes des entreprises mises en équivalence		-	-
Impôts sur gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global (3)		(757)	3 891
TOTAL DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES D'INGENICO SA <sup>(4)</sup>		(26 093)	(9 849)
Résultat net et autres éléments du résultat global attribuables aux actionnaires d'Ingenico SA		87 981	87 005
Résultat net et autres éléments du résultat global attribuables aux participations ne donna pas le contrôle	nt	(1 138)	3 413
Ecarts de conversion attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		(21)	118
RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE		86 822	90 536

- Impôts liés aux écarts de conversion : 116 milliers d'euros
- Impôts liés aux variations de valeur des instruments de couverture : (956) milliers d'euros
- Impôts liés aux écarts actuariels sur les régimes à prestations définies : 83 milliers d'euros

- Impôts liés aux écarts de conversion : 103 milliers d'euros
- Impôts liés aux variations de valeur des instruments de couverture : 2 883 milliers d'euros
- Impôts liés aux écarts actuariels sur les régimes à prestations définies : 905 milliers d'euros

<sup>2013 :

(1)</sup> Comptabilisation en « autres éléments du résultat global » des variations de valeur des swaps de taux sur emprunts bancaires et des contrats de couverture de change sur flux de trésorerie pour leur part efficace.

<sup>(2)</sup> En application de la norme IAS19 révisée, les écarts actuariels relatifs aux engagements envers le personnel sont reconnus en contrepartie des autres éléments du résultat global.

(3) Détails des impôts comptabilisés en autres éléments du résultat global :

<sup>(4)</sup> A l'exception des gains et pertes actuariels, les autres éléments comptabilisés en autres éléments du résultat global seront ultérieurement recyclés dans le compte de résultat consolidé.

<sup>2012 :

(1)</sup> Comptabilisation en « autres éléments du résultat global » des variations de valeur des swaps de taux sur emprunts

bancaires et des contrats de couverture de change sur flux de trésorerie pour leur part efficace.

(2) En application de la norme IAS19 révisée, les écarts actuariels relatifs aux engagements envers le personnel sont reconnus en contrepartie des autres éléments du résultat global.

<sup>(3)</sup> Détails des impôts comptabilisés en autres éléments du résultat global :

<sup>(4)</sup> A l'exception des gains et pertes actuariels, les autres éléments comptabilisés en autres éléments du résultat global seront ultérieurement recyclés dans le compte de résultat consolidé.

# III. ETATS DE LA SITUATION FINANCIERE

Au titre des exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	2013	2012
ACTIFS NON COURANTS			
Goodwill	12	849 321	551 176
Autres immobilisations incorporelles	12	179 538	148 429
Immobilisations corporelles	13	39 201	37 600
Participations dans les sociétés mises en équivalence	14	14 366	9 000
Actifs financiers	15	8 902	4 270
Actifs d'impôt différé	11	34 123	26 766
Autres actifs non courants	16	24 650	21 157
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		1 150 101	798 398
ACTIFS COURANTS			
Stocks	17	101 983	105 229
Clients et créances d'exploitation	18	348 510	332 224
Autres actifs courants	20	30 240	20 111
Actifs d'impôts exigibles	20	6 771	3 820
Instruments financiers dérivés Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 24	1 236 352 107	1 506 384 152
Actifs destinés à la vente	24	332 107	304 132
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	21	840 847	847 042
TOTAL DECLARACE		4 000 040	4.045.440
TOTAL DES ACTIFS		1 990 948	1 645 440
PASSIF			
(en milliers d'euros)		2013	2012
Capital		53 086	52 488
Primes d'émission et d'apport		425 783	402 431
Autres réserves		297 556	217 479
Ecarts de conversion		(10 947)	16 956
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES D'INGENICO SA	22	765 478	689 354
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE TOTAL CAPITAUX PROPRES		1 216 766 694	(706) 688 648
TOTAL DAI ITADAT NOT NEO		700 004	000 040
PASSIFS NON COURANTS			
Dettes financières à long terme	24	560 426	381 383
Provisions pour retraites et engagements assimilés	26	11 423	11 674
Autres provisions	27 11	15 552	17 566
Passifs d'impôt différé Autres dettes non courantes	28	48 507 24 568	38 666 20 622
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	20	660 476	469 911
PASSIFS COURANTS			
	24	88 062	77 645
Dettes financières à court terme Autres provisions	24 27	15 018	13 738
Dettes fournisseurs et autres dettes courantes	29	327 859	280 559
Dettes diverses	31	110 509	85 808
Dettes d'impôt exigible	30	17 887	21 265
Instruments financiers dérivés	25	4 443	7 866
Passifs destinés à être cédés	21	-	
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		563 778	486 881
TOTAL DES PASSIFS		1 224 254	956 792
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		1 990 948	1 645 440

# IV. TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES Au titre des exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers d'euros)	2013	2012
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	440.000	400.00=
Résultat de la période	112 936	100 267
Ajustements pour :	470	400
Résultat des mises en équivalence     Elimination de la charge (produit) d'impôt	176	462
	56 069	49 805
- Elimination des amortissements et provisions	71 306	54 299
<ul> <li>Elimination des profits/pertes de réévaluation (juste valeur)</li> <li>Elimination des résultats de cession d'actifs</li> </ul>	2 834	964
	1 688	(8 528)
- Elimination des charges (produits) d'intérêts nettes	17 456	13 212
Coût des paiements fondés sur des actions	6 730	5 060
Intérêts versés	(16 328)	(14 060)
Impôts payés RESULTAT OPERATIONNEL AVANT VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	(81 905)	(42 346)
	170 962	159 135
Variation du besoin en fonds de roulement	(5.005)	(44.707)
stocks	(5 385)	(11 727)
créances et autres débiteurs	(37 207)	(1 507)
dettes fournisseurs et autres créditeurs	80 758	16 086
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	38 166	2 852
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	209 128	161 987
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(40 170)	(49 783)
Produit de cessions d'immobilisation corporelles et incorporelles	678	5 204
Acquisition de filiales sous déduction de la trésorerie acquise	(368 487)	(25 457)
Cession de filliales sous déduction de la trésorerie cédée	9 191	7 564
Prêts et avances consentis	(2 117)	(2 888)
Remboursements reçus sur prêts	1 694	2 856
Intérêts encaissés	7 230	9 311
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(391 981)	(53 193)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital	362	276
Rachat d'actions propres	(709)	3 247
Emissions d'emprunts	274 850	15 035
Remboursements d'emprunts	(108 364)	(18 704)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées	(3 151)	(51 455)
Variation des autres dettes financières	1 775	105
Variation de valeur des instruments de couverture	179	193
Dividendes versés aux actionnaires	(12 472)	(13 861)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	152 470	(65 164)
Incidence de la variation de cours des devises	(11 331)	(731)
VARIATION DE TRESORERIE	(41 714)	42 899
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture	370 830	327 931
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture (1)		370 830
Tresorette et equivalents de tresorette de ciotule	329 116	370 830
(1) TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	2013	2012
THEOGREFIE ET ENGIVALENTO DE THEOGREFIE		
Valeur mobilières de placement et dépôts à terme (uniquement pour la partie qui a un caractère	87.024	1/7 150
Valeur mobilières de placement et dépôts à terme (uniquement pour la partie qui a un caractère de disponibilités)	87 024 265 083	147 156 236 996
Valeur mobilières de placement et dépôts à terme (uniquement pour la partie qui a un caractère	87 024 265 083 (22 991)	147 156 236 996 (13 322)

# V. ETATS DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

Au titre des exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers d'euros)	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Ecarts de conversion	Part efficace des instruments de couverture	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Total capitaux propres consolidés - Part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
Solde au 1 janvier 2012	51 980	394 794	18 569	1 663	(17 682)	174 161	623 487	7 096	630 583
Résultat net 2012						96 854	96 854	3 413	100 267
Autres éléments du résultat global			(1 613)	(5 492)		(2 744)	(9 849)	118	(9 731)
Résultat global		-	(1 613)	(5 492)		94 110	87 005	3 531	90 536
Dividendes versés aux actionnaires (1)						(11 543)	) (11 543)	(2 397)	(13 940)
Dividendes versés aux actionnaires : paiement du dividende en actions (2)	423	13 613				(14 036)			-
Actions propres (3)					11 782	(5 381)			6 401
Paiements fondés sur des actions et levées de souscription d'actions (4)	85	770				1 886	2 741	60	2 801
Acquisition Xiring (5)								(5 600)	(5 600)
Acquisition Roam Data (6)						(3 637)			(3 637)
Acquisition Landi (7)						(11 772)		(3 396)	(15 168)
Réévaluation des puts (8)						(1 762)			(1 762)
Désactualisation des puts (9)						(1 566)			(1 566)
Prélèvement sur le poste "prime d'émission " pour versement des dividendes (10)  Solde au 31 décembre 2012	FO 100	(6 746) 402 431	40.050	(0.000)	(5.000)	6 746		(700)	
Soide au 31 decembre 2012	52 488	402 431	16 956	(3 829)	(5 900)	227 206	689 354	(706)	688 648
Résultat net 2013						114 074	114 074	(1 138)	112 936
Autres éléments du résultat global			(27 797)	1 820		(116	(26 093)	(21)	(26 114)
Résultat global			(27 797)	1 820		113 958	87 981	(1 159)	86 822
Dividendes versés aux actionnaires (1)						(12 771)	(12 771)		(12 771)
Dividendes versés aux actionnaires : paiement du dividende en actions (2)	582	23 186				(23 768)	) -		-
Actions propres (3)					(1 267)	366			(901)
Paiements fondés sur des actions et levées de souscription d'actions (4)	16	166				6 699	6 879	168	7 047
Réévaluation des puts (5)						(2 301)		(176)	(2 477)
Dilutions (6)			(119)			(1 547)		1 666	-
Relutions (7)			13			(1 436)		1 423	-
Autres						326			326
Solde au 31 décembre 2013	53 086	425 783	(10 947)	(2 009)	(7 167)	306 732	2 765 478	1 216	766 694

# <u>2013</u> :

Paiement du dividende en numéraire le 3 juin 2013, soit 0,70 euro par action.

Paiement du dividende en actions par incorporation de réserves et création de 581.967 actions.

(3) Au 1er janvier 2013, la société détenait 252.637 actions propres. Au 31 décembre 2013, la société détient 280.794 actions propres acquises dans le cadre des autorisations données lors des Assemblées générales.

Paiements fondés sur des actions :

- L'augmentation des réserves consolidées correspond à la juste valeur des actions gratuites attribuées et comptabilisées à chaque exercice en charges administratives, dans le résultat opérationnel courant.
- L'augmentation du capital social et des primes d'émission et d'apport correspond à la levée d'options de souscription d'actions.
   (5) Réévaluation des puts Roam Data Inc. et Ingenico Holdings Asia Ltd. Il convient de noter que les options de vente portant sur les intérêts résiduels ne donnant pas le contrôle des sociétés Roam Data Inc. et Ingenico Holdings Asia Ltd sont respectivement de 17,04% et de 1,16% (cf. Note 6 Faits marguants).
- (6) Dilution de la part du Groupe dans l'actif net de la société Ingenico Holdings Asia Ltd suite à l'émission de 1,16% d'actions au
- profit de l'actionnaire minoritaire.

  (7) Effet de l'augmentation de la part du Groupe (+12,46%) dans l'actif net de la société Roam Data Inc., suite à l'exercice du put sur intérêts minoritaires.

- 2012 :

  (1) Paiement du dividende en numéraire le 31 mai 2012 et versement de dividendes aux actionnaires minoritaires de Landi.
- <sup>(2)</sup> Paiement du dividende en actions par incorporation de réserves et création de 423.144 actions.
- (3) Au 1er janvier 2012, la société détenait 868.484 actions propres. Au 31 décembre 2012, la société détient 252.637 actions propres acquises dans le cadre des autorisations données lors des Assemblées générales.

  (4) Paiements fondés sur des actions :
- L'augmentation des réserves consolidées correspond à la juste valeur des actions gratuites attribuées et comptabilisées à chaque exercice en charges administratives, dans le résultat opérationnel courant.
- L'augmentation du capital social et des primes d'émission et d'apport correspond à la levée d'options de souscription d'actions et à une augmentation de capital. Dans le cadre de la fusion avec Xiring, Ingenico SA a également procédé à une augmentation de capital par émission d'actions nouvelles, au bénéfice 1) des titulaires d'actions gratuites Xiring à raison de deux actions Xiring pour une action Ingenico, et 2) des personnes détentrices d'options exercées entre la date du projet de fusion et la date de réalisation de la fusion, à raison de deux actions Xiring pour une action Ingenico.
- Au cours du premier semestre 2012, le Groupe a finalisé l'acquisition des intérêts minoritaires résiduels dans la société Xiring, détenant ainsi 100% de la société. A l'issue de cette opération, Xiring a été absorbée dans Ingenico SA.

  (6) Le 6 février 2012, Ingenico Ventures a pris le contrôle de Roam Data Inc. Les effets nets résultant de l'opération subséquente
- de l'option de vente dans les capitaux propres (put Roam Data Inc.) s'élèvent à (3,6) millions d'euros.

  (7) Le 31 octobre 2012, Ingenico Holding Asia Ltd a pris en totalité le contrôle de Landi. Les effets nets résultant de l'option de
- vente dans les capitaux propres part du groupe (put Landi) s'élèvent à (11,8) millions d'euros.
- Réévaluation des puts Roam Data Inc. et Transfer To. Il convient de noter que l'option de vente portant sur les titres de la société Roam Data Inc. porte sur les 16,37% d'intérêts résiduels ne donnant pas le contrôle.
- (9) Les effets de désactualisation concernent les puts des sociétés Landi, Transfer To, Roam Data Inc..
- (10) Ce montant correspond à un prélèvement sur le poste « primes d'émission » pour versement des dividendes.

1.	LE GROUPE	7
2.	REGLES ET METHODES COMPTABLES	7
3.	DEFINITION DES CLASSES D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS PAR CATEGORIE C 21	OMPTABLE
4.	GESTION DES RISQUES FINANCIERS	23
5.	PERIMETRE DE CONSOLIDATION	29
6.	FAITS MARQUANTS	30
7.	INFORMATION SECTORIELLE	32
8.	COÛTS PAR NATURE ET AUTRES CHARGES	35
9.	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	36
10.	COÛT FINANCIER NET	37
11.	IMPÔTS	39
12.	GOODWILL ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	42
13.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	50
14.	SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	51
15.	ACTIFS FINANCIERS	52
16.	AUTRES ACTIFS NON COURANTS	52
17.	STOCKS	52
18.	CLIENTS ET CREANCES D'EXPLOITATION COURANTS	53
19. LE 1	RECONCILIATION DES ELEMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ENTRE : TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	
20.	AUTRES ACTIFS COURANTS ET CREANCES D'IMPÔT	55
21.	ACTIFS ET PASSIFS DESTINES A ETRE CEDES	55
22.	CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	56
23.	RESULTAT PAR ACTION	61
24.	DETTES FINANCIERES NETTES	62
25.	INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES	68
26.	PROVISIONS POUR RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILES	70
27.	AUTRES PROVISIONS	75
28.	AUTRES DETTES NON COURANTES	76
29.	FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES D'EXPLOITATION COURANTES	77
30.	DETTES D'IMPÔT COURANT	77
31.	DETTES DIVERSES	78
32.	ENGAGEMENTS HORS BILAN	79
33.	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	81
34.	EVENEMENTS POST CLOTURE	81

# **NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**

# 1. LE GROUPE

Les états financiers consolidés ci-joints présentent les opérations de la société Ingenico SA (ci-après dénommée « la Société ») et de ses filiales ainsi que la quote-part du Groupe dans les entreprises sur lesquelles il exerce une influence notable ou un contrôle conjoint (l'ensemble étant désigné comme « le Groupe »). Ingenico SA est le leader des solutions de paiement, et permet aux banques et aux commerçants de gérer leurs activités de paiement à travers l'ensemble des canaux commerciaux (en magasin, en ligne et mobiles). Ingenico SA est une société française dont les titres ont été admis sur le second marché de la bourse de Paris en 1985 et dont le siège social est situé à Paris.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 19 février 2014. Ils sont soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire annuelle du 7 mai 2014.

# 2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement n°1606/2002 du 19 juillet 2002 modifié par le règlement européen n° 297/2008 du 11 mars 2008, les états financiers consolidés au titre de l'exercice 2013 sont établis conformément aux normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telles que publiées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*), et telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2013. Ces normes sont disponibles sur le site Internet de l'Union européenne à l'adresse :

http://ec.europa.eu/internal\_market/accounting/ias/index\_fr.htm.

Les nouveaux textes obligatoirement applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 et concernant le Groupe sont les suivants :

- IAS 19 révisée « Avantages au personnel »: le groupe a appliqué IAS 19 R par anticipation en 2012;
- IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur » ;
- les amendements à IFRS 7 « Information à fournir sur la compensation des actifs et passifs financiers » ;
- l'amendement à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global » ;
- les améliorations annuelles 2009-2011
- les amendements à IFRS 1 « Hyperinflation sévère et suppression de dates fixes » ;
- les amendements à IAS 12 « Impôts différés Recouvrement des actifs sous-jacents » ;
- les amendements à IFRS 1 « Prêts gouvernementaux ».

L'application de ces textes n'a pas eu d'impact significatif sur la présentation des états financiers consolidés.

Les normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'IASB ou l'IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*) ainsi que par l'Union européenne au 31 décembre 2013, dont l'application n'est pas obligatoire, n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Elles concernent :

- IFRS 10 « Etats financiers consolidés » ;
- IFRS 11 « Partenariats » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- les amendements consécutifs à IFRS 10, 11, 12 sur IAS 27 « Etats financiers individuels » et IAS 28 « Participations dans les entreprises associées et les coentreprises » ;
- les amendements à IFRS 10, 12 et IAS 27 « Entités d'investissement » ;
- les amendements de transition à IFRS 10, 11 et 12 ;
- les amendements à IAS 32 « Présentation Compensation des actifs et passifs financiers » ;
- IFRIC 21 « Droits et Taxes » ;
- les amendements à IAS 36 « Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers » ;
- les amendements à IAS 19 « Cotisations sociales de salariés ».

L'application de ces normes, amendements de normes et interprétations ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les comptes consolidés.

Les normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'IASB ou l'IFRIC mais non encore adoptés par l'Union européenne au 31 décembre 2013 n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Elles sont les suivantes :

- les amendements à IAS 39 « Novation des dérivés et maintien de la comptabilité de couverture » ;
- IFRS 9 « Instruments financiers Classification et évaluation des actifs et passifs financiers »;
- les améliorations annuelles 2010-2012 et 2011-2013.

L'application de ces normes, amendements de normes et interprétations ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les comptes consolidés.

# Bases de préparation

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie de présentation du Groupe. Les données financières sont arrondies au millier d'euros le plus proche, sauf indication contraire.

Les états financiers sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, trésorerie et équivalents de trésorerie, découverts bancaires, réévaluations des actifs et passifs des entités dont le Groupe prend le contrôle.

Les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur l'application des méthodes comptables, sur les montants de certains actifs et passifs, ainsi que sur certains éléments du résultat de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques susceptibles de varier dans le temps et comportent un minimum d'aléas. Elles concernent notamment les tests de perte de valeur sur les actifs et les provisions, dont l'évaluation repose sur des hypothèses actuarielles (par exemple, les avantages à long-terme au personnel); les méthodes et hypothèses de valorisation retenues dans le cadre de l'identification des actifs incorporels lors des regroupements d'entreprises; la détermination de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles; les estimations des provisions pour risques et charges, notamment les litiges; les actifs et passifs résultant des contrats de location-financement; les hypothèses retenues pour la reconnaissance des impôts différés actifs et, en matière de reconnaissance du chiffre d'affaires, l'allocation en fonction de la valeur relative de chaque élément séparable d'un contrat à éléments multiples; la reconnaissance du chiffre d'affaires en brut/net pour les activités de services. Ainsi, les résultats réels peuvent-ils différer de ces estimations en fonction des hypothèses retenues et des circonstances.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées de façon permanente sur l'ensemble des exercices présentés dans les états financiers consolidés.

Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme par l'ensemble des entités du Groupe.

Afin de simplifier la lecture des états financiers consolidés et conformément à IAS 1, le Groupe a décidé de ne présenter qu'une seule période comparative dans ses états financiers.

# Principes de consolidation

# Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

# Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles le Groupe a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence, à partir de la date à laquelle l'influence notable est exercée jusqu'à la date à laquelle elle prend fin.

Si la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure à sa participation dans celleci, la valeur comptable des titres mis en équivalence est ramenée à zéro et le Groupe cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir, à moins que le Groupe ait une obligation légale ou implicite de participer aux pertes ou d'effectuer des paiements au nom de l'entreprise associée.

# Co-entreprises

Les co-entreprises sont les entités dans lesquelles la Société dispose d'un contrôle conjoint avec un ou plusieurs partenaires en vertu d'un accord contractuel. Comme l'autorise la norme IAS 31 « Participations dans des coentreprises », Ingenico a choisi de consolider ces sociétés selon la méthode de la mise en équivalence.

# Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilanciels, les produits et les charges résultant des transactions intra-groupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

# Transactions libellées en devises étrangères

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change de la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change latents résultant de la conversion sont comptabilisés en résultat.

Les écarts de change résultant de la conversion des opérations courantes libellées en devises étrangères sont présentés dans le résultat opérationnel courant. Ces opérations courantes sont relatives aux éléments du besoin en fonds de roulement d'exploitation, ainsi que les opérations de couverture associées.

À l'exception des écarts de change issus des opérations courantes décrites ci-dessus, tous les autres écarts de change sont comptabilisés dans le résultat financier.

# Conversion des états financiers

Les comptes consolidés du Groupe sont présentés en euros, la monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe.

Les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger pour laquelle la monnaie fonctionnelle diffère de la monnaie de présentation, sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture, à l'exception de la situation nette qui est conservée à sa valeur historique. Le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger connaissent le même traitement comptable que les actifs et passifs de cette activité et sont donc convertis au taux de clôture. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger, sont convertis en euros en utilisant les taux moyens de la période, sauf en cas de fluctuation importante. Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés en réserve de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

Les taux de conversion des principales devises utilisées dans le Groupe sur les exercices 2013 et 2012 sont les suivants :

Taux de clôture	2013	2012
Dollar américain	1,3791	1,3194
Dollar canadien	1,4671	1,3137
Dollar australien	1,5423	1,2712
Livre anglaise	0,8337	0,8161
Real brésilien	3,2576	2,7036
Yuan chinois	8,3491	8,2207
Tour movens	2042	
Taux moyens	2013	2012
Dollar américain	1,3282	1,2856
Dollar américain	1,3282	1,2856
Dollar américain Dollar canadien	1,3282 1,3685	1,2856 1,2848
Dollar américain Dollar canadien Dollar australien	1,3282 1,3685 1,3770	1,2856 1,2848 1,2413

#### Regroupements d'entreprises

# Goodwill

# Détermination des goodwill

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode dite de l'acquisition telle que décrite dans IFRS 3 révisée:

- les actifs identifiables acquis et passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition, date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe ;
- la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise est évaluée soit à la juste valeur, soit en retenant la quote-part de l'actif net identifiable de l'entité acquise. Cette option est prise au cas par cas pour chaque opération de regroupement d'entreprises.

L'application au 1 er janvier 2010 de la norme IFRS 3 révisée conduit à distinguer les regroupements réalisés avant et après cette date.

# Regroupements réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010 :

Les goodwill représentent la différence entre le coût du regroupement d'entreprises (prix d'acquisition des titres majoré des coûts annexes directement attribuables à l'acquisition et engagements d'achat de titres) et la part du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise à la date de prise de contrôle (sauf si la prise de contrôle est faite par étape).

Dans le cas d'une prise de contrôle par achats successifs de titres d'une filiale, le Groupe a déterminé un goodwill pour chaque transaction sur la base de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis à chaque date d'échange.

# Regroupements réalisés après le 1<sup>er</sup> janvier 2010 :

À la date d'acquisition, le goodwill correspond à la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée (compléments de prix inclus), augmentée du montant des participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, ainsi réévaluée par le compte de résultat en autres produits et charges opérationnels; et.
- le solde net des montants des actifs identifiables acquis et passifs repris à la date d'acquisition, évalués à la iuste valeur.

Les coûts annexes directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charge dans l'agrégat « Autres produits et charges opérationnels », au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

Les ajustements de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition. Après la date d'acquisition, l'ajustement de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes. Au-delà d'une période d'un an à compter de la date d'acquisition, tout changement de cette juste valeur est constaté en résultat. À l'intérieur de ce délai d'un an, les changements de cette juste valeur explicitement liés à des événements postérieurs à la date d'acquisition sont également comptabilisés en résultat. Les autres changements sont comptabilisés en contrepartie du goodwill.

# Evaluation des goodwill

Le goodwill est évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur. Il n'est pas amorti, mais fait l'objet d'un test de dépréciation, réalisé annuellement ou en cas d'existence d'indices de perte de valeur (cf. « Dépréciations des éléments d'actifs »). Pour les besoins des tests de perte de valeur, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie ou à chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. S'agissant des entreprises associées et des coentreprises, comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, la valeur comptable du goodwill est incluse dans la valeur comptable de la participation dans l'entreprise associée ou co-entreprise. Les goodwill liés aux filiales sont présentés dans une rubrique distincte au bilan.

# Comptabilisation des acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle

Selon la norme IAS 27 révisée, les acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées comme des transactions avec les actionnaires agissant en cette qualité et en conséquence, aucun goodwill ne résulte de telles transactions. Les ajustements des participations ne donnant pas le contrôle sont déterminés sur la base de la quote-part dans les actifs nets de la filiale.

# Engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle

Les engagements d'achat de titres (put) donnés aux actionnaires minoritaires des filiales sont enregistrés initialement en dettes pour la valeur actualisée de leur prix d'exercice, en contrepartie des capitaux propres-part du Groupe. Les effets résultant de la désactualisation de ces dettes et ceux liés à d'éventuels changements

d'estimations sont reconnus en capitaux propres-part du Groupe, tandis que pour les regroupements réalisés avant janvier 2010, ils sont respectivement reconnus en charges financières et en goodwill. La quote-part dans les résultats ultérieurs revenant aux actionnaires minoritaires est reconnue dans les capitaux propres – participations ne donnant pas le contrôle. De même, la quote-part dans les dividendes à verser est imputée dans les capitaux propres – participations ne donnant pas le contrôle.

Les actifs et les passifs nés de regroupements d'entreprises dont les dates d'acquisition ont précédé l'entrée en vigueur de norme IFRS 3 révisée n'ont pas été ajustés lors de son entrée en vigueur.

# Immobilisations incorporelles

# Recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de développement, c'est-à-dire découlant de l'application des résultats de la recherche à un plan ou un modèle en vue de la production de produits et procédés nouveaux ou substantiellement améliorés, sont comptabilisées en tant qu'immobilisation lorsque le Groupe peut démontrer :

- la faisabilité technique, son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et sa capacité à la mettre en service ou à la vendre :
- la disponibilité des ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement;
- que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables (existence d'un marché ou son utilité pour le Groupe).

Les dépenses ainsi portées à l'actif comprennent les coûts des matières, de la main-d'œuvre directe et une quote-part appropriée des frais généraux. Les autres dépenses de développement, nettes de subventions, sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de développement portées à l'actif sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

# **Autres immobilisations incorporelles**

Les licences, les marques, contrats clients, les logiciels et droits d'usage acquis en pleine propriété ainsi que les logiciels développés pour un usage interne et dont l'influence sur les résultats futurs revêt un caractère bénéfique, durable et mesurable, sont immobilisés et font l'objet d'un amortissement sur leur durée d'utilité, sauf si celle-ci est indéterminée. Les autres immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

# Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant. Sinon, elles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

# **Amortissements**

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles sauf si elle est indéterminée.

Les goodwill, les immobilisations en cours de développement et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée ne sont pas amortis, mais font l'objet d'un test de dépréciation (cf. « Dépréciations des éléments d'actifs »). Les autres immobilisations incorporelles sont amorties dès qu'elles sont prêtes à être mises en service.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

•	frais de développement activés	3 à 7 ans ;
•	licences	3 ans* ;
•	relations clients	5 à 14 ans ;
•	autres immobilisations incorporelles	5 ans.

<sup>\*</sup> ou durée contractuelle

# Immobilisations corporelles

# Actifs dont le Groupe est propriétaire

Les immobilisations corporelles, sont évaluées au coût diminué des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût d'un actif produit par le Groupe pour lui-même comprend le coût des matières premières et de la

main-d'œuvre directe, et les autres coûts directement attribuables pour permettre d'utiliser l'actif dans les conditions d'exploitation prévues.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

Le Groupe comptabilise en immobilisations le coût de remplacement d'un composant au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et que son coût peut être évalué de façon fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les plus-values et les moins-values de cession sont déterminées en comparant le produit de la cession à la valeur comptable du bien et sont enregistrées dans le résultat opérationnel, en autres produits et charges opérationnels si elles sont inhabituelles et significatives.

# **Locations financement**

Les contrats de location ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en contrats de location-financement. Dans ce cas, il est procédé à un retraitement afin de reconnaître à l'actif la juste valeur du bien loué, ou si celle-ci est inférieure, la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location diminuée du cumul des amortissements et pertes de valeur, et au passif, la dette financière correspondante. L'immobilisation est amortie sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et sa durée d'utilité.

Dans le cadre de ses activités, le Groupe peut être amené à mettre des terminaux à la disposition de ses clients, sous la forme de contrats répondant à la qualification de location-financement (« bailleur »). Ces terminaux peuvent être refinancés par le Groupe sous la forme de contrats de location-financement (« preneur »). L'achat et la vente de ces terminaux sont alors enregistrés au commencement du contrat pour le montant actualisé des décaissements et encaissements futurs prévus aux contrats, un actif et un passif financiers étant portés au bilan en conséquence. Un produit et une charge sont comptabilisés en résultat financier sur la durée des contrats.

#### **Amortissements**

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations. Les durées d'utilité et les valeurs résiduelles des immobilisations corporelles sont revues et ajustées le cas échéant à chaque clôture.

Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

•	aménagements	5 -10 ans* ;
•	équipements	3 -4 ans ;
•	véhicules	5 ans ;
•	moules	4 ans ;
•	mobilier, agencements, matériels de bureau et informatique	3-10 ans.

<sup>\*</sup> ou la durée contractuelle du bail

# Créances clients

Les créances clients et autres débiteurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur. Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il existe une indication objective que la totalité des sommes dues conformément aux dispositions contractuelles ne sera pas recouvrée.

# **Stocks**

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et comprend les coûts d'acquisition des stocks et les coûts encourus pour les amener à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Une provision est comptabilisée pour les stocks excédentaires ou obsolètes.

# **Placements**

Les instruments financiers classés en placements sont comptabilisés conformément à la norme IAS 39 selon les catégories auxquelles ils correspondent. Tout profit ou perte latent en résultant est comptabilisé soit directement en compte de résultat, soit temporairement en autres éléments du résultat global jusqu'à la cession de l'instrument financier.

Les valeurs mobilières de placement ne répondant pas à la définition d'équivalents de trésorerie selon IAS 7 sont classés en placements.

# Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les dépôts à vue, et les placements très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie soumis à un risque négligeable de changement de valeur, et dont l'échéance est rapprochée. Ils comprennent également les valeurs mobilières de placement répondant à la définition d'équivalents de trésorerie selon IAS 7.

Les découverts bancaires remboursables à vue et qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

# Dépréciations des éléments d'actifs non financiers

Les valeurs comptables des actifs non financiers du Groupe sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

Pour les goodwill, les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ou les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, la valeur recouvrable est estimée une fois par an et dès qu'il existe un indice de dépréciation.

A chaque date de clôture, le Groupe apprécie s'il existe des événements ou circonstances indiquant qu'un actif a pu perdre de la valeur. De tels événements ou circonstances comprennent notamment, des changements significatifs défavorables affectant l'environnement économique ou les hypothèses ou objectifs retenus par le Groupe (suivi budgétaire, plan à 3 ans, études de rentabilité, part de marché, carnet de commande...). Si de tels événements ou circonstances existent, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des frais de cession et la valeur d'utilité d'un actif ou d'un groupe d'actif, estimée par une actualisation des flux de trésorerie futurs attendus, sur la base d'un taux d'actualisation qui reflète le coût moyen pondéré du capital de la région à laquelle est affecté l'actif.

Si sa valeur comptable excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme ayant perdu de sa valeur et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable par le biais d'une dépréciation comptabilisée dans le compte de résultat opérationnel.

Dans le cadre d'un test de dépréciation d'un goodwill, une perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie, et pour son éventuel montant résiduel, à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité.

# Calcul de la valeur recouvrable

# Actifs financiers

La valeur recouvrable des placements détenus par le Groupe jusqu'à l'échéance et des créances comptabilisées au coût amorti est égale à la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine des actifs financiers.

# **Actifs non financiers**

La valeur recouvrable des autres actifs est la valeur la plus élevée entre leur juste valeur diminuée des coûts de la vente et leur valeur d'utilité. Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à un taux qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Pour un actif qui ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

# Pertes de valeur

Une perte de valeur comptabilisée au titre de la dépréciation d'un goodwill ne peut pas être reprise.

Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable.

La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

# Capital

# **Actions propres**

Les actions émises par Ingenico sont considérées comme des capitaux propres au sens de l'IAS 32, et traitées comme telles dans les comptes consolidés du Groupe.

Les actions rachetées par Ingenico sont classées en tant qu'actions propres et déduites des capitaux propres, pour leur prix d'acquisition.

#### **Dividendes**

Les dividendes sont comptabilisés en tant que dette à compter du vote de leur distribution et jusqu'à leur paiement.

#### **Passifs financiers**

Les passifs financiers du Groupe sont principalement constitués de dettes financières courantes et non courantes auprès d'établissements de crédit, et d'un emprunt obligataire convertible en actions. Conformément à la norme IAS 39, les premiers sont comptabilisés au coût amorti, le dernier est considéré comme un instrument financier composé.

# Emprunts au coût amorti

Les emprunts sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou les encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'emprunt. Ce calcul inclut l'intégralité des commissions payées ou recues, des coûts de transaction et le cas échéant, des primes à payer ou à recevoir.

Le coût amorti correspond à la valeur comptable initiale (nette des coûts de transaction), augmentée des intérêts calculés sur la base du taux d'intérêt effectif et diminuée des sorties de trésorerie (coupons, remboursement de principal et, le cas échéant, des primes de remboursement). Les intérêts courus (produits et charges) ne sont pas enregistrés au taux nominal de l'emprunt, mais sur la base du taux effectif de l'instrument.

# Instruments financiers composés

Les obligations convertibles qui confèrent au porteur une option de conversion en un nombre déterminé d'actions, qui ne varie pas en fonction des variations de leur juste valeur, sont comptabilisées en tant qu'instruments financiers composés.

Un instrument de dette ou un passif financier constitue une obligation contractuelle :

- de remettre des liquidités ou un autre actif financier;
- d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de toutes ses dettes (actif net).

La juste valeur de la dette au bilan incluse dans les dettes à long terme, a été calculée par référence au taux moyen du marché pour une obligation non convertible. La différence entre la valeur faciale de l'emprunt obligataire et sa juste valeur a été affectée en capitaux propres dans les autres réserves, net d'impôts différés.

Les coûts de transaction liés à l'émission d'un instrument financier composé sont affectés aux composantes « passif financier» et « capitaux propres » de l'instrument au prorata de la répartition du produit de l'émission. La valeur de la composante « capitaux propres » des obligations convertibles est déterminée en déduisant du montant du produit de l'émission la valeur actuelle des paiements futurs des intérêts et du principal, actualisés au taux d'intérêt du marché applicable aux passifs analogues non assortis d'une option de conversion. Les charges d'intérêt comptabilisées dans le compte de résultat sont calculées en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

# Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissement. Les instruments financiers sont initialement évalués à leur juste valeur, c'est-à-dire le prix qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est le montant estimé que le Groupe recevrait ou réglerait pour résilier le swap à la date de clôture, en prenant en compte le niveau actuel des taux d'intérêt et du risque de crédit des contreparties du swap.

La juste valeur des contrats de change à terme est leur prix coté sur le marché à la date de clôture (c'est à dire la valeur actuelle du prix à terme coté).

La juste valeur des options de taux est la valeur actuelle des flux estimés qui seraient payés par la contrepartie et correspond à la différence entre le taux d'exercice et les taux anticipés (taux à terme) sur la durée couverte.

La comptabilisation initiale des instruments de couverture de change et de taux et celle de leurs variations de valeur se fait conformément à IAS 39.

Conformément à IFRS 13, entrée en vigueur le 1er janvier 2013, le Groupe tient compte du risque de défaut de paiement dans l'évaluation de ses dérivés de couverture. Il s'agit :

- Du risque de défaut de paiement d'Ingenico quand le dérivé est un passif (risque de débit);
- Du risque de défaut des contreparties quand le dérivé est un actif (risque de crédit).

La méthode d'appréciation de ce risque de débit ou de crédit se base sur un calcul de risque de crédit implicite pour des obligations senior à taux fixe en circulation sur le marché secondaire.

# Couverture de flux de trésorerie (Cash Flow Hedge)

Lorsqu'un instrument financier dérivé est désigné comme instrument de couverture des variations de flux de trésorerie d'une transaction prévue hautement probable, la comptabilité de couverture est appliquée. La part efficace du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture est comptabilisée directement en « autres éléments du résultat global », jusqu'à ce que l'élément couvert soit lui-même reconnu en résultat. La part efficace est alors transférée au compte de résultat. La part inefficace du profit ou de la perte est comptabilisée immédiatement en résultat financier.

Toute relation de couverture doit être hautement efficace à l'origine et pendant toute sa durée. Les variations de l'instrument de couverture doivent compenser les variations de l'élément couvert.

L'efficacité se situe dans un ratio de 80 % à 125 % sur une base cumulée. A chaque date d'arrêté un suivi de la mesure d'efficacité est réalisé.

L'inefficacité, enregistrée en résultat au niveau du Groupe résulte principalement des :

- différentiels de taux d'intérêt entre la devise de référence de l'instrument de couverture et l'euro sur la période couverte (points de terme);
- différentiels entre le notionnel/principal de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- écarts entre les maturités résiduelles ou les dates de refixation des taux d'intérêt de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert.

Le fait que la relation de couverture soit « hautement efficace » ne conduit pas à ignorer l'impact résultat de l'inefficacité constatée.

Si une couverture de transaction prévue conduit ultérieurement à comptabiliser un actif non-financier ou un passif non-financier, ou si une transaction prévue portant sur un actif non financier ou un passif non financier devient un engagement ferme auquel est appliquée une comptabilité de juste valeur, le profit ou la perte cumulé associé est sorti des « autres éléments du résultat global » et inclus dans le coût initial ou dans toute autre valeur comptable de l'actif ou du passif non financier. Si une couverture d'une transaction prévue conduit ultérieurement à comptabiliser un actif ou un passif financier, les profits et pertes associés qui ont été comptabilisés directement en « autres éléments du résultat global » sont reclassés en résultat de la, ou des, période(s) au cours desquelles l'actif ou le passif affecte le résultat.

Lorsque l'instrument de couverture arrive à maturité, est vendu, résilié ou exercé, ou lorsque le Groupe révoque la désignation de la relation de couverture, mais s'attend toujours à ce que la transaction couverte prévue soit réalisée, le profit ou la perte cumulé à cette date est maintenu en capitaux propres et est comptabilisé conformément à la méthode précédemment décrite lorsque la transaction se produit. Lorsque le Groupe ne s'attend plus à ce que la transaction couverte soit réalisée, le profit ou la perte cumulé latent qui avait été comptabilisé en « autres éléments du résultat global » est transféré immédiatement en résultat.

Lorsque l'instrument de couverture visait à couvrir un risque lié aux activités opérationnelles du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat opérationnel. Lorsque l'instrument visait à couvrir un risque lié aux activités de financement du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat financier.

# Couverture d'un élément monétaire (Fair Value Hedge)

Lorsqu'un instrument financier dérivé est utilisé pour couvrir économiquement une exposition au risque de change sur un actif ou passif monétaire comptabilisé, la comptabilité de couverture n'est pas appliquée et les profits ou pertes sur l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Lorsque l'instrument de couverture vise à couvrir un risque lié aux activités opérationnelles du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat opérationnel. Lorsque l'instrument vise à couvrir un risque lié aux activités de financement du Groupe, l'impact en résultat est comptabilisé en résultat financier.

# Avantages au personnel

# Régimes à cotisations définies

Les cotisations à payer à un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

# Régimes à prestations définies

L'obligation nette du Groupe au titre de régimes à prestations définies, évaluée séparément pour chaque régime, est déterminée par différence entre la valeur actualisée de l'engagement et la juste valeur des actifs du régime.

Le montant de l'engagement du régime est déterminé en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite, en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté des actifs estimés participer

au régime à cette date. Le rapport de l'ancienneté à la date d'évaluation sur l'ancienneté à la date du départ à la retraite est appliqué pour déterminer l'engagement à la date d'évaluation.

Le taux d'actualisation est égal au taux à la date de clôture, fondé sur les obligations de première catégorie dont la date d'échéance est proche de celle des engagements du Groupe. Les calculs sont effectués par des actuaires indépendants, la méthode utilisée est celle des unités de crédit projetées.

L'intégralité de l'engagement vis-à-vis des salariés est immédiatement comptabilisée. Les gains et pertes actuariels générés durant l'exercice sont comptabilisés directement en autres éléments du résultat global. Le rendement des actifs de couverture des régimes de retraite est évalué en utilisant le même taux que le taux d'actualisation de l'engagement.

Le groupe a appliqué par anticipation en 2012, la norme IAS 19 révisée. Son anticipation n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés d'Ingenico.

# Autres avantages à long terme

L'obligation nette du Groupe au titre des autres avantages à long terme est égale à la valeur des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures. Le montant de l'obligation est déterminé en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Ce montant est actualisé et minoré de la juste valeur des actifs dédiés. Le taux d'actualisation est égal au taux, à la date de clôture, fondé sur des obligations de première catégorie dont les dates d'échéances sont proches de celles des engagements du Groupe. Les écarts actuariels des avantages à long terme sont comptabilisés en résultat.

#### Paiements fondés sur des actions

La juste valeur des options et actions gratuites attribuées est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. La juste valeur est évaluée à la date d'attribution et répartie sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits d'une manière définitive. Les options et/ou actions gratuites sont valorisées selon les méthodes habituellement utilisées et adaptées aux modalités des plans d'attribution concernés, en tenant compte des termes et conditions définis au moment de leur attribution (Black & Scholes et/ou Monte-Carlo). Le montant comptabilisé en charge est ajusté pour refléter le nombre réel des options et/ou actions acquises.

# **Provisions**

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

# Litiges et réclamations

Des provisions pour litiges et réclamations sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation en cours liée à des actions en justice, enquêtes gouvernementales, procédures contentieuses et autres réclamations résultant d'événements antérieurs qui sont en instance, qu'il est probable qu'une sortie de fonds représentant des avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation et qu'une estimation fiable de ce montant peut être faite. Le Groupe s'appuie sur ses avocats pour évaluer la probabilité de réalisation des risques et l'estimation des provisions relatives aux litiges et réclamations.

# Restructurations

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque le Groupe a approuvé un plan formalisé et détaillé de restructuration et a :

- soit commencé à exécuter le plan ;
- soit rendu public le plan.

Les coûts d'exploitation futurs ne sont pas provisionnés.

# Garanties

Une provision pour garantie est comptabilisée au moment de la vente des biens ou services correspondants.

La provision repose sur les données historiques des garanties et est évaluée en pondérant toutes les sorties possibles en fonction de leur probabilité.

# Engagements de rachat des stocks des fournisseurs

Une provision pour les engagements de rachat des stocks des fournisseurs est comptabilisée pour couvrir le risque d'obsolescence des composants détenus par les fournisseurs ainsi que les risques d'excédents d'approvisionnement par rapport au plan de production industriel.

Les composants déclarés obsolètes sont provisionnés intégralement. Les excédents sont estimés en comparant le plan d'approvisionnement et le plan de production.

# Risques liés à la qualité des produits

Une provision pour risques liés à la qualité des produits est comptabilisée dès lors que ce risque n'est pas couvert par la provision pour garantie.

La provision est évaluée en pondérant toutes les sorties possibles en fonction de leur probabilité.

#### Contrats déficitaires

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque les avantages économiques attendus du contrat par le Groupe sont inférieurs aux coûts inévitables devant être engagés pour satisfaire aux obligations contractuelles.

#### Dettes fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

#### **Produits**

# Ventes de biens et prestations de services

Le chiffre d'affaires du Groupe est constitué principalement par des ventes de terminaux de paiement et par des prestations de services liées aux terminaux, ou au traitement des transactions de paiement sous différentes modalités.

Aucun produit n'est comptabilisé lorsqu'il y a une incertitude significative quant (i) au recouvrement de la contrepartie due, (ii) aux coûts encourus ou à encourir associés à la prestation ou (iii) au retour possible des marchandises en cas de droit d'annulation de l'achat, et lorsque le Groupe reste impliqué dans la gestion des biens.

Le chiffre d'affaires est reconnu en fonction du type de vente.

# Ventes de biens

L'enregistrement des ventes est fonction de la nature du contrat

Ventes fermes

Les produits provenant de la vente de terminaux sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

# Location

Pour les contrats de location financement (bailleur), les ventes sont reconnues lors du transfert des risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens pour un montant égal au plus faible de la juste valeur du bien loué ou de la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location. Un produit financier est enregistré sur chaque période couverte par le contrat de location reflétant un taux d'intérêt constant appliqué sur le solde de la créance restant due par le client.

Le chiffre d'affaires des contrats de location simple est comptabilisé en produits sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

# Ventes de services

Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué par référence aux travaux exécutés. Lorsque les services sont fournis au moyen d'un nombre indéterminé d'opérations, la comptabilisation des produits est effectuée linéairement sur la durée du contrat.

# Maintenance et services des terminaux

Le chiffre d'affaires des contrats de services des terminaux est enregistré sur la durée du contrat, prorata temporis en ce qui concerne les contrats de maintenance de matériels lorsque le client a souscrit un tel contrat à la vente des terminaux. Sinon, le chiffre d'affaires est comptabilisé dès la prestation de services réalisée (installation par exemple).

# Transactions

Le chiffre d'affaires des contrats de services liés aux transactions est enregistré au fur et à mesure que les prestations sont rendues et est généralement fonction des volumes et/ou montants des transactions opérées.

Pour certaines prestations de services, il convient de déterminer si le Groupe agit en tant que principal ou agent en suivant les critères fournis par la norme IAS 18 (responsabilité de la prestation de services, risque d'inventaire, établissement des prix, risque de crédit...). Cette analyse est effectuée sur la base de l'étude des modes opératoires de fourniture et de vente des services, notamment par l'analyse des contrats de vente et/ou d'achat. Lorsqu'il est déterminé que le Groupe agit en tant qu'agent pour les opérations relatives à un contrat de vente de services, la reconnaissance du revenu se limite à la marge nette dégagée sur la vente de ces services. A

contrario, s'il est déterminé que le Groupe agit en tant que principal, le chiffre d'affaires reste enregistré sur une base brute.

#### Contrats de construction

Lorsque le résultat d'un contrat de construction peut être estimé de façon fiable, les produits et les coûts du contrat sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement du contrat. Le degré d'avancement est évalué par référence aux travaux exécutés. Une perte attendue est immédiatement comptabilisée en résultat.

#### Contrats à éléments multiples

Le chiffre d'affaires des contrats à éléments multiples, c'est-à-dire incluant la vente de biens, de services et de licences d'utilisation vendus ensemble est ventilé entre chaque élément du contrat en utilisant la méthode résiduelle s'appuyant sur la juste valeur des éléments non livrés.

#### Charges

# Paiements au titre de contrats de location simple

Les paiements au titre de contrats de location simple (preneur) sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

#### Paiements au titre de contrats de location-financement

Les paiements minimaux au titre d'un contrat de location-financement (preneur) sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant à appliquer au solde de la dette restant dû.

# Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels comprennent les charges ou produits non récurrents, comme les plus ou moins-values sur cession de sociétés consolidés ou d'activités, les plus-values et les moins-values de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, les frais de restructuration approuvées par la direction et ayant fait l'objet d'une communication externe, les coûts des litiges, les frais relatifs aux regroupements d'entreprises, les dépréciations d'actifs et de goodwill, les frais d'intégration des filiales nouvellement acquises, les ajustements des dettes d'earn out relatives à ces acquisitions, et les réévaluations à la juste valeur des participations précédemment détenues par le Groupe dans une entreprise acquise lors d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, considérés comme non récurrents.

# Coût de l'endettement financier net

Il comprend les intérêts à payer sur les emprunts calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (cf. supra « Emprunts au coût amorti »), les intérêts à recevoir sur les placements.

La charge d'intérêt comprise dans les paiements effectués au titre d'un contrat de location-financement (preneur) est comptabilisée en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le produit d'intérêt compris dans les paiements effectués au titre d'un contrat de location-financement (bailleur) est également comptabilisé en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

# Autres produits et charges financiers

Ils comprennent principalement les réévaluations d'instruments financiers (hors instruments de couverture), les produits et charges sur cessions d'instruments financiers, les coûts financiers et rendements des actifs liés aux régimes de retraite à prestations définies, mais également les provisions et dépréciations d'actifs financiers.

# Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à un regroupement d'entreprises ou à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global ; auquel cas il est également comptabilisé en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global respectivement.

L'impôt exigible est (i) le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, (ii) tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes, et (iii) tout autre impôt calculé sur un montant net de produits et de charges.

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé : (i) les différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale du goodwill, (ii) les différences temporelles liées à des participations dans des

filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible et (iii) la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprise, n'affectant ni le résultat comptable ni le résultat imposable. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Cette appréciation repose notamment sur les critères suivants :

- existence de bénéfices imposables avant que les pertes fiscales activées n'expirent;
- existence de différences temporelles taxables suffisantes auprès de la même autorité fiscale et la même entité imposable qui engendreront des montants imposables sur lesquels les reports déficitaires activés pourront s'appliquer;
- détermination du caractère non récurrent des éléments qui ont conduit à la reconnaissance des déficits fiscaux :
- existence de possibilités d'optimisation fiscales qui permettront à l'entité de générer des résultats taxables sur la période au cours de laquelle les déficits fiscaux peuvent être utilisés.

Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

# Crédits d'impôt recherche et développement

Les crédits d'impôt liés aux dépenses de recherche et développement sont comptabilisés en fonction du traitement fiscal appliqué dans chaque pays :

- Si le crédit d'impôt est calculé uniquement en fonction des dépenses de recherche et développement, s'il ne modifie pas le calcul du résultat taxable de la filiale, s'il n'est pas limité par la dette d'impôt de cette dernière et s'il peut être payé en cash, alors il correspond à une subvention au sens d'IAS 20 "Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique", et est comptabilisé en résultat opérationnel.
- Sinon, il est comptabilisé en impôt.

# Réglementation fiscale en France

La Loi de finances pour 2010 votée le 30 décembre 2009, a introduit une contribution économique territoriale (CET) en remplacement de la taxe professionnelle (TP). La CET comprend deux composantes : la contribution foncière des entreprises (CFE) et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

Suite à ce changement fiscal, le Groupe Ingenico a réexaminé le traitement comptable de l'impôt en France au regard des normes IFRS et notamment de la norme IAS 12 « Impôt sur le résultat ».

Concernant la taxe professionnelle le Groupe qualifie la composante CVAE d'impôts sur le résultat pour les raisons suivantes :

- la base de calcul de la CVAE est conforme à la définition donnée par l'IFRIC pour qu'un impôt entre dans le champ d'application d'IAS 12 : elle est calculée sur un montant net de produits et de charges et ce montant net peut être différent du résultat net comptable ;
- afin d'assurer une cohérence avec le traitement comptable de taxes similaires dans d'autres pays étrangers.

# Information sectorielle

Un secteur est une composante de l'entité susceptible de générer des revenus, dont les résultats sont ceux issus du reporting interne de l'entité.

Le Groupe opérant principalement dans le secteur d'activité de la vente de terminaux de paiement, seules les Régions et les Opérations Centrales constituent des centres de profit pour lesquels il existe une mesure complète de la performance permettant de présenter une information sectorielle.

Les revenus et les coûts encourus au titre des activités opérationnelles des secteurs identifiés sont affectés aux différents secteurs.

# Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les pertes de valeur résultant du classement d'un actif comme détenu en vue de la vente sont comptabilisées en résultat. Les profits et pertes au titre des évaluations ultérieures sont traités de la même façon. Le profit comptabilisé ne peut pas excéder le cumul des pertes de valeur comptabilisées.

Une activité abandonnée est une composante de l'activité du Groupe qui représente une ligne d'activité, ou une région géographique principale et distincte, ou est une filiale, acquise exclusivement en vue de la revente.

La classification comme activité abandonnée a lieu au moment de la cession ou à une date antérieure lorsque l'activité satisfait aux critères pour être classée comme détenue en vue de la vente. Un groupe d'actifs destiné à être cédé peut également satisfaire les critères pour être classé comme activité abandonnée.

# Résultat par action

Le Groupe présente un résultat par action de base et dilué pour ses actions ordinaires. Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat attribuable aux actionnaires d'Ingenico SA par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période ajusté du nombre d'actions propres détenues. Le résultat par action dilué est déterminé en ajustant le résultat attribuable aux actionnaires d'Ingenico SA et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté du nombre d'actions propres détenues, des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives, qui comprennent notamment les options sur actions et actions gratuites attribuées aux salariés, ainsi que les actions susceptibles d'être émises dans le cadre de la conversion d'obligations convertibles.

# 3. DEFINITION DES CLASSES D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS PAR CATEGORIE COMPTABLE

2013							
Classes d'actifs et de passifs (en milliers d'euros)	Actifs/Passifs évalués à la JV par compte de résultat	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	par capitaux	Instruments dérivés qualifiés en couverture de flux de trésorerie	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur de la classe
Actifs financiers	<u>-</u>	8 902	_	_	_	8 902	8 902
Créances d'exploitation et autres créances courantes	_	346 607	-	-	-	346 607	346 607
Instruments financiers dérivés	532	-	-	-	704	1 236	1 236
Autres actifs non courants	-	23 977	-	-	-	23 977	23 977
Trésorerie et équivalents de trésorerie	87 024	265 083	-	-	-	352 107	352 107
Total actif	87 556	644 569	-		704	732 829	732 829
Emprunts obligataires (OCEANE) (1)	_	-	227 098	-	-	227 098	408 387
Emprunts à long terme	-	-	333 328	-	-	333 328	333 328
Autres dettes non courantes	-	-	20 898	3 415	-	24 313	24 313
Emprunts à court terme	-	-	88 062	-	-	88 062	88 062
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes	-	-	328 973	10 513	-	339 486	339 486
Instruments financiers dérivés	674	-	-	-	3 769	4 443	4 443
Total passif	674		998 359	13 928	3 769	1 016 730	1 198 019

<sup>(1)</sup> La juste valeur de l'emprunt obligataire OCEANE tient compte de la composante dette et de la composante capitaux propres.

				2012			
Classes d'actifs et de passifs (en milliers d'euros)	Actifs/Passifs évalués à la JV par compte de résultat	Prêts et créances	Passifs au coût amorti		Instruments dérivés qualifiés en couverture de flux de trésorerie	Total de la valeur nette comptable	Juste valeur de la classe
Actifs financiers	_	4 270	-	-	-	4 270	4 270
Créances d'exploitation et autres créances courantes	_	324 134	-	-	-	324 134	324 134
Instruments financiers dérivés	349	-	-	-	1 157	1 506	1 506
Autres actifs non courants	-	19 769	-	-	_	19 769	19 769
Trésorerie et équivalents de trésorerie	147 074	237 078	-	-	-	384 152	384 152
Total actif	147 423	585 250			1 157	733 831	733 831
Emprunts obligataires (OCEANE) (1)	-	-	220 264	-	-	220 264	344 885
Emprunts à long terme	-	-	161 119	-	-	161 119	161 119
Autres dettes non courantes	-	-	19 092	-	-	19 092	19 092
Emprunts à court terme	-	-	77 645	-	-	77 645	77 645
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes	-	-	280 119	12 735	-	292 854	292 854
Instruments financiers dérivés	168	-	-	-	7 698	7 866	7 866
Total passif	168	-	758 238	12 735	7 698	778 839	903 461

<sup>(1)</sup> La juste valeur de l'emprunt obligataire OCEANE tient compte de la composante dette et de la composante capitaux propres.

# Hiérarchie de juste valeur

Les critères utilisés pour classer les instruments financiers dans chaque niveau de juste valeur sont des critères objectifs basés sur la définition des niveaux de juste valeur selon la norme IFRS 13.

Les classes d'actifs et de passifs valorisées à la juste valeur après leur première comptabilisation sont les suivantes :

- Actifs / passifs évalués à la juste valeur par le compte de résultat et par capitaux propres,
- Actifs disponibles à la vente,
- Instruments dérivés qualifiés en couverture de flux de trésorerie.

La hiérarchie des justes valeurs se compose des niveaux suivants :

- des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (Niveau 1),
- des données d'entrée autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix) (Niveau 2),

 des données d'entrée relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données d'entrée non observables) (Niveau 3).

Ces actifs et passifs financiers correspondent aux trois niveaux de juste valeur présentés dans les tableaux suivants pour les années 2013 et 2012.

Par ailleurs, nous n'avons pas effectué de transfert entre les différents niveaux, entre les années 2012 et 2013.

	2013				
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs financiers	8 902	-	8 902	-	
Instruments financiers dérivés (1)	1 236	-	1 236	-	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	352 107	352 107	-	-	
Total actif	362 245	352 107	10 138	-	
Emprunts obligataires (OCEANE)	408 387	408 387	-	-	
Emprunts à long terme	333 328	-	333 328		
Autres dettes non courantes	3 415	-	-	3 415	
Emprunts à court terme	88 062	-	88 062		
Autres dettes courantes	29 349	-	13 764	15 585	
Instruments financiers dérivés (1)	4 443	-	4 443	-	

<sup>(1)</sup> Les instruments financiers dérivés correspondent à des actifs ou passifs évalués à la juste valeur par le compte de résultat ou à des instruments dérivés qualifiés en couverture de flux de trésorerie.

866 984

408 387

439 597

	2012					
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
A stife financian	4.070		4.070			
Actifs financiers	4 270	-	4 270	-		
Instruments financiers dérivés (1)	1 506	-	1 506	-		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	384 152	384 152	-	-		
Total actif	389 928	384 152	5 776	-		
Emprunts obligataires (OCEANE)	344 885	344 885	-	-		
Emprunts à long terme	161 119	-	161 119			
Autres dettes non courantes	-	-	-	-		
Emprunts à court terme	77 645	-	77 645			
Autres dettes courantes	22 180	-	6 940	15 240		
Instruments financiers dérivés (1)	7 866	-	7 866	-		
Total passif	613 695	344 885	253 570	15 240		

<sup>(1)</sup> Les instruments financiers dérivés correspondent à des actifs ou passifs évalués à la juste valeur par le compte de résultat ou à des instruments dérivés qualifiés en couverture de flux de trésorerie.

Les actifs et passifs financiers de niveau 2 sont comptabilisés conformément à leur catégorie : les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur, les emprunts sont comptabilisés au coût amorti, les autres actifs et passifs reflètent leur valeur contractuelle.

Les autres dettes courantes en niveau 3 comprennent la dette relative à l'option de vente de M. Will Graylin, actionnaire minoritaire de Roam Data Inc.. Le processus contradictoire d'évaluation des titres détenus par M. Will Graylin, qui prévoyait l'intervention d'un maximum de trois experts, a été mené à son terme. La dette liée à cette option a donc été valorisée sur la base des rapports des trois experts (cf. Note 6 Faits marquants).

Elles comprennent également le complément de prix issu de l'acquisition d'Ingenico System LLC, valorisé sur la base des flux futurs de trésorerie actualisés, conformément aux dispositions contractuelles prévues avec les vendeurs de cette société.

Total passif

Les autres dettes non courantes en niveau 3 comprennent une dette vis-à-vis de l'actionnaire minoritaire d'Ingenico Holding Asia (cf. Note 6 Faits marquants). Ce dernier détient 1.16% du capital de la société, et une option de vente de la totalité de ses titres au Groupe. Cette dette a été comptabilisée à sa juste valeur, sur la base d'un multiple d'EBIT.

# 4. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

# 4.1 Risque de liquidité et contrepartie

La gestion du risque de liquidité est centralisée au niveau de la Direction de la Trésorerie. La gestion de la trésorerie globale au niveau du Groupe permet de compenser les excédents et les besoins de trésorerie internes avant de lever des ressources sur les marchés financiers.

La politique de financement du Groupe est d'assurer à tout moment la liquidité nécessaire au financement des investissements et aux besoins de trésorerie liés à l'exploitation, en veillant à une bonne adéquation entre ses actifs et ses ressources en termes de maturité, de devises et de taux.

# Actifs financiers au 31 décembre 2013

Au 31 décembre 2013, les actifs financiers se composent principalement des éléments suivants :

- les éléments de trésorerie et équivalents de trésorerie pour 352,1 millions d'euros,
- les créances clients à hauteur de 300,1 millions d'euros liées au cycle d'exploitation du Groupe,
- Les créances financières liées aux locations-financement pour 40,1 millions d'euros.

Le risque de contrepartie représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque pourrait provenir essentiellement des créances clients, des titres de placement et des contreparties bancaires.

La valeur nette comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Groupe face au risque de crédit. Au 31 décembre 2013, l'exposition maximale au risque de crédit se présente donc ainsi :

(en milliers d'euros)	2013	2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	352 107	384 152
Actifs financiers	8 902	4 270
Créances clients sur vente de biens et services	300 134	293 709
Créances financières liées aux locations financement	40 116	33 939
Créances d'exploitation	12 783	8 190
Autres actifs courants	17 414	7 951
Autres actifs non courants	137	114
Instruments financiers dérivés (actif)	1 236	1 506
Total	732 829	733 831

Face au risque de contrepartie des créances clients, il est comptabilisé une provision pour créances douteuses, qui peut correspondre à la totalité ou à une quote-part du montant, déterminée en fonction de la probabilité de recouvrement de la créance.

Le risque de crédit est suivi au niveau du Groupe par le « Credit Management ». Le Groupe suit mensuellement les délais de paiement de ses filiales et provisionne les créances qu'il considère comme partiellement ou totalement non recouvrables. Pour se prémunir du risque de crédit et donc limiter son risque de non-paiement, le Groupe détermine le risque de crédit de chaque client, puis fixe une limite de crédit et des conditions de paiement spécifiques en conséquence. Le Groupe s'assure que des garanties sont apportées dans le cas de pays sensibles. Ces garanties peuvent être constituées par des lettres de crédit qui seront notifiées, voir confirmées par des banques françaises.

Pour plus de précision sur les créances clients et leur dépréciation, se référer à la note 18 Clients et créances d'exploitation courants.

Le développement de l'activité dans les services transactionnels, notamment les activités d'acquisition, expose le Groupe à un risque de contrepartie dans le cas où un marchand serait défaillant et ne pourrait pas honorer la prestation vendue au client final. Le Groupe pourrait avoir à rembourser certains paiements de clients faits à ce marchand, sans certitude de recouvrement auprès de celui-ci.

Le Groupe a développé en 2013 une méthodologie permettant une analyse détaillée des risques associés à chaque typologie de service proposé afin d'en assurer un meilleur suivi et de pouvoir le cas échéant mieux calibrer les garanties demandées aux contreparties. Ce dispositif a pour objectif principal de limiter l'impact des risques de contrepartie sur le Groupe.

# Passifs financiers au 31 décembre 2013

La capacité du Groupe à assurer le service de sa dette dépend de la performance de ses activités opérationnelles et de sa capacité à générer de la trésorerie par ses activités.

Les flux de trésorerie de la société proviennent principalement de deux sources :

- 1. Flux de trésorerie opérationnels :
  - La société mère opère comme une centrale d'achat vis-à-vis de ses filiales. Elle commande des terminaux à des fabricants tiers puis les vend à ses filiales selon des prix de transfert définis.
  - Elle a des activités de ventes de services et de terminaux directes à ses clients.
- 2. Flux de trésorerie financiers :
  - Le Groupe a mis en place un « cash pool » qui se traduit par des opérations de prêts et/ou emprunts entre la maison mère et ses filiales. Ce « cash pool » génère un flux de trésorerie net positif au niveau d'Ingenico S.A.
  - Ingenico S.A. perçoit des dividendes selon la capacité distributrice de ses filiales

Si les flux de trésorerie futurs s'avéraient insuffisants, le Groupe pourrait être amené à :

- réduire ou retarder ses investissements,
- vendre des actifs.
- se financer par endettement ou émission de capitaux propres supplémentaires ;
- restructurer ou refinancer tout ou partie de sa dette.

Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et il considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir. Il estime notamment que ses flux de trésorerie futurs suffiront à faire face au remboursement de sa dette et à ses besoins de financement.

A ce titre, il est nécessaire de souligner que le Groupe :

- a la capacité de générer des flux de trésorerie significatifs, permettant de faire face aux investissements (cf. Tableau des flux de trésorerie consolidés) ;
- bénéficie d'une ligne de 150 millions d'euros de crédit renouvelable, partiellement tirée au 31 décembre 2013 pour 49,5 millions d'euros, ainsi que de lignes bilatérales non encore tirées pour 37,5 millions d'euros ;
- fait face à une dette nette de 296,4 millions d'euros au 31 décembre 2013 et des ratios d'endettement limités qui laissent sa capacité d'endettement intacte.

L'échéance des passifs financiers au 31 décembre 2013 se présente ainsi :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	1-5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés					
Emprunts obligataires	227 098	270 887	6 875	264 012	_
Dettes bancaires	381 522	397 259	58 710	338 549	_
Dettes liées au contrat de location financement	3 992	3 992	1 804	2 188	-
Concours bancaires	22 991	22 991	22 991	-	-
Autres dettes financières	6 005	6 005	2 900	3 088	17
Intérêts courus non échus	6 880	6 880	6 880	-	-
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes	339 486	339 486	339 486	-	-
Autres dettes non courantes	24 313	24 313	-	24 313	-
Total	1 012 287	1 071 813	439 646	632 150	17
Passifs financiers dérivés					
Instruments de change	1 029	1 029	1 029	-	-
Instruments de taux	3 414	3 414	3 414	-	-
Total	4 443	4 443	4 443		-

Le Groupe estime son risque de contrepartie bancaire limité, car il travaille avec des établissements de premier rang bénéficiant de la meilleure notation de crédit.

Les dettes financières et leurs échéances sont décrites dans la note 24 Dettes financières nettes.

L'échéance des passifs financiers au 31 décembre 2012 se présentait ainsi :

	2012					
(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	1-5 ans	Plus de 5 ans	
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts obligataires	220 264	277 762	6 875	270 887	-	
Dettes bancaires	208 368	222 095	57 423	164 672	-	
Dettes liées au contrat de location financement	5 789	5 791	3 603	2 188	-	
Concours bancaires	13 321	13 321	13 321	-	-	
Autres dettes financières	4 408	4 408	1 345	3 063	-	
Intérêts courus non échus	6 878	6 878	6 878	-	-	
Dettes d'exploitation et autres dettes courantes	292 854	292 854	292 854	-	-	
Autres dettes non courantes	19 092	19 092	-	19 092	-	
Total	770 974	842 201	382 299	459 902	-	
Passifs financiers dérivés						
Instruments de change	1 541	1 541	1 541	-	-	
Instruments de taux	6 325	6 325	6 325	-	-	
Total	7 866	7 866	7 866	-	-	

# 4.2 Risque de marché

# Risque de change

Une part significative du chiffre d'affaires et des charges d'Ingenico est comptabilisée en devises autres que l'euro. Le Groupe est donc soumis à des risques de change naissant des achats auprès des fournisseurs de terminaux et des relations commerciales entre les filiales et la maison mère. Les principales devises pour lesquelles Ingenico est exposé à un risque de change significatif sont le dollar américain (USD), le dollar canadien (CAD), la livre sterling (GBP) et le dollar australien (AUD).

Les achats et les ventes en devises étrangères qui ne font pas l'objet d'une couverture naturelle sont couverts en partie par des instruments de couverture.

Ainsi, le Groupe a mis en place une politique de gestion centralisée des positions de change consistant à couvrir les opérations en devises, en utilisant des instruments financiers tels que swaps, achats et ventes à termes, ou options de change. Le dispositif de surveillance du risque de change est piloté par la Direction de la Trésorerie, directement rattachée au Directeur Financier. Enfin, le Groupe dispose d'un logiciel de valorisation des positions de change permettant de suivre au quotidien la valorisation « mark to market » de ses positions.

			2013		
(en milliers de devises)	Dollar américain	Livre anglaise	Yen	Canadian Dollar	Australian Dollar
Créances commerciales	122 953	19 662	-	22 520	19 078
Dettes fournisseurs	(138 357)	(11 679)		(15 802)	(6 695)
Exposition bilancielle brute	(15 404)	7 983		6 718	12 383
Ventes prévisionnelles estimées	232 448	50 608		31 606	37 276
Achats prévisionnels estimés	(259 954)	(22 644)	-	· -	-
Exposition brute	(42 910)	35 947		38 324	49 659
Instruments dérivés de change					
Achats à terme	39 550	=	-	-	-
Ventes à terme	-	(14 268)	-	(16 341)	(13 880)
Options	-	-		. <u>-</u>	-
Exposition nette	(3 360)	21 679		21 983	35 779

			2012		
(en milliers de devises)	Dollar américain	Livre anglaise	Yen	Canadian Dollar	Australian Dollar
Créances commerciales	123 542	12 020	-	32 770	21 625
Dettes fournisseurs	(118 907)	(7 101)	(4 512)	(12 362)	(8 889)
Exposition bilancielle brute	4 635	4 919	(4 512)	20 408	12 736
Ventes prévisionnelles estimées Achats prévisionnels estimés	182 384 (258 588)	37 028 (22 320)	-	27 794 -	35 426 -
Exposition brute	(71 569)	19 627	(4 512)	48 202	48 162
Instruments dérivés de change Achats à terme Ventes à terme	69 652 -	(8 800)	-	- (19 553)	- (28 763)
Options	-	-	-	-	-
Exposition nette	(1 917)	10 827	(4 512)	28 649	19 399

# Sensibilité au risque de change

		2013							
	Impact sur le compte de résultat	Impact en réserves de la variation de JV	Impact sur le compte de résultat	Impact en réserves de la variation de JV					
(en milliers d'euros)	Appréciation de 10% de l'euro par rapport aux devises		Appréciation de 10% des devises par rapport à l'e						
Créances commerciales	(12 769)	-	15 606	-					
Dettes fournisseurs	11 768	-	(14 383)	-					
Instruments financiers dérivés	(117)	(699)	(609)	1 483					
Total	(1 118)	(699)	614	1 483					

		2012						
	Impact sur le compte de résultat	Impact en réserves de la variation de JV	Impact sur le compte de résultat	Impact en réserves de la variation de JV				
(en milliers d'euros)	Appréciation de 10% de l'euro par rapport aux devises		Appréciation de 10% des devi	ses par rapport à l'euro				
Créances commerciales	(13 665)	-	16 703	-				
Dettes fournisseurs	10 479	-	(12 808)	-				
Instruments financiers dérivés	1 366	(545)	(1 193)	546				
Total	(1 820)	(545)	2 702	546				

Le tableau de sensibilité au risque de change ci-dessus montre l'impact d'une appréciation ou d'une dépréciation de 10% de l'euro vis-à-vis des autres devises sur les montants des créances clients, dettes fournisseurs et instruments financiers dérivés de couverture. Il précise également comment cet impact se traduirait dans les comptes.

Dans le tableau ci-dessous, est présentée la sensibilité par devise d'une variation de l'euro par rapport aux devises d'exposition :

		2013					
(en milliers d'euros)		Créances commerciales	Dettes fournisseurs	Instruments financiers dérivés	Total		
	USD	(8 105)	9 120	703	1 718		
Impact sur le compte de résultat	GBP	(2 144)	1 274	(306)	(1 176)		
d'une appréciation de 10% de l'euro	CAD	(1 395)	979	(342)	(758)		
par rapport aux devises	AUD	(1 125)	395	(172)	(902)		
	Sous total	(12 769)	11 768	(117)	(1 118)		
	USD	9 906	(11 147)	(1 765)	(3 006)		
Impact sur le compte de résultat	GBP	2 620	(1 557)	262	1 325		
d'une appréciation de 10% des devises par rapport à l'euro	CAD	1 706	(1 197)	569	1 078		
	AUD	1 374	(482)	325	1 217		
	Sous total	15 606	(14 383)	(609)	614		

			2012		
(en milliers d'euros)		Créances commerciales	Dettes fournisseurs	Instruments financiers dérivés	Total
	USD	(8 512)	8 193	2 133	1 814
Impact sur le compte de résultat	GBP	(1 339)	791	6	(542)
d'une appréciation de 10% de l'euro par rapport aux devises	JPY	-	4		4
	CAD	(2 268)	855	(208)	(1 621)
	AUD	(1 546)	636	(564)	(1 474)
	Sous-total	(13 665)	10 479	1 366	(1 820)
	USD	10 404	(10 014)	(1 959)	(1 569)
Impact sur le compte de résultat	GBP	1 637	(967)	(6)	664
d'une appréciation de 10% des	JPY	=	(4)	-	(4)
devises par rapport à l'euro	CAD	2 772	(1 046)	208	1 934
	AUD	1 890	(777)	564	1 677
	Sous-total	16 703	(12 808)	(1 193)	2 702

# Risque de taux

La gestion du risque de taux est centralisée au niveau de la Direction de la Trésorerie. La politique de couverture suivie par le Groupe répond au double objectif de sécurité et d'optimisation du coût des ressources. En fonction des évolutions anticipées de la dette consolidée (nouvel endettement et remboursement) et des évolutions attendues des taux d'intérêt, le Groupe se fixe des objectifs de répartition taux fixe/taux variable.

Ces objectifs de répartition sont régulièrement examinés et déterminés pour les périodes à venir par la Direction Générale du Groupe après avis du Comité d'audit et de financement, puis mis en œuvre par la Direction de la Trésorerie. Les contrats d'échange de taux d'intérêt (swap) et de garantie de taux (caps) sont les instruments les plus couramment utilisés.

Le Groupe a mis en place une couverture de taux à hauteur de 100% de la tranche de 210 millions d'euros du crédit syndiqué émis en 2011, dont l'échéance est en 2016. Cette tranche fait l'objet d'un swap de taux qui transforme l'exposition de taux variable à taux fixe jusqu'en 2016.

(en milliers d'euros)	2013	2012
Instruments à taux fixe		
Emprunts obligataires	227 098	220 264
Dettes bancaires	156 457	208 368
Autres	9 997	9 165
Passifs financiers à taux fixe	393 552	437 797
Instruments à taux variable		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	352 107	384 152
Actifs financiers	8 902	4 270
Créances clients sur vente de biens et services	300 134	293 709
Créances financières liées aux locations financement	40 116	33 939
Créances d'exploitation	12 783	8 190
Autres actifs courants	17 414	7 951
Autres actifs non courants	137	114
Instruments financiers dérivés (actif)	1 236	1 506
Actifs financiers à taux variable	732 829	733 831
Dettes bancaires, location-financement, trésorerie passive	248 056	14 353
Passifs financiers à taux variable	248 056	14 353
Intérêts courus sur dettes bancaires	6 880	6 878

# Sensibilité au risque de taux

L'impact d'une variation de +50 points de base de l'Euribor à 3 mois aurait été de (0,7) million d'euros dans le compte de résultat et +1,1 million d'euros sur les capitaux propres au 31 décembre 2013.

Compte tenu de la faiblesse des taux d'intérêts, une variation de -50 points de base de l'Euribor à 3 mois n'aurait pas eu d'impact significatif dans le compte de résultat au 31 décembre 2013. L'impact sur les capitaux propres aurait été de -1,1 million d'euros.

# 5. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les méthodes appliquées pour consolider les sociétés du Groupe sont l'intégration globale et la mise en équivalence. Les sociétés sous contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le Groupe a opté pour la méthode de mise en équivalence pour les sociétés dans lesquelles le contrôle est exercé de façon conjointe (ZTE Ingenico NV, anciennement « Mobile Payment Solution NV », et Fixed & Mobile Pte Ltd).

Dénomination	Ville	Pays	% intérêt Ingenico SA	Mode d'intégration
SOCIETE MERE				
INGENICO SA	Paris	France		
FILIALES CONSOLIDEES				
DI Deutsche Ingenico Holding GmbH	Ratingen	Allemagne	100%	IC
	Ainsi que ses filiales easycash Loyalty Solutions GmbH, easycash GmbH, détenues à 100%			
Ingenico GmbH	Ratingen	Allemagne	100%	IC
Ingenico Healthcare GmbH	Flintbek	Allemagne	100%	IC
Ingenico International (Pacific) Pty Ltd	Warriewood	Australie	100%	IC
Ogone SPRL	Woluwe-Saint-Lambert (Bruxelles) Ainsi que ses filiales en Autriche, Suisse, Allemagne, Etats-unis, Grande Bretagne et en Inde détenues à 100% et Ogone Netherlands B.V. aux Pays-Bas (67,79%)*	Belgique	100%	10
Ogone Netherlands B.V.*	Amsterdam Ainsi que sa filiale Ogone BV détenue à 100%	Pays-Bas	32,21%	IG
Tunz.com S.A.	Bruxelles	Belgique	100%	IC
Ingenico do Brasil Ltda.	o do Brasil Ltda.  São Paulo  Ainsi que ses filiales et succursales en Colombie, Venezuela, Argentine et Chili détenues à 100%  o Iberia, S.L  Madrid  Ainsi que sa filiale en Espagne détenue à 99,999*  o (Latin America) Inc.  Miami, Floride  Ainsi que sa filiale au Mexique détenue à 100%  o Corp.  Wilmington, Delaware  Ainsi que ses filiales américaines et canadiennes détenues à 100%	Brésil	100%	IG
	Ainsi que ses filiales et succursales en Colombie, Venezuela, Argentine et Chili détenues à 100%			
Ingenico Iberia, S.L.		Espagne	100%	IG
Ingenico (Latin America) Inc.	Miami, Floride	Etats-Unis	100%	IG
Ingenico Corp.	Wilmington, Delaware	Etats-Unis	100%	IG
Ingenies 1 SA		France	100%	IG
		France	100%	IG
		France	100%	IG
		France	100%	IG
ingenico ventures SAS		France	100%	IG
Ogone France SAS	Paris	France	100%	IG
Ingenico (UK) Ltd.	Dalgety Bay, Dunfermline	Grande Bretagne	100%	IG
Ingenies Heldings Asia II Limited		Hong Kong	100%	IC
Ingenico Holdings Asia II Limited	vvanicitali Ainsi que sa filiale en Thailande, PT. Ingenico International Indonesia* et Fixed & Mobile pte Ltd, détenues respectivement à 100%, 99,75% et 30%	nong Kong	100%	IG
Ingenico Holdings Asia Limited	Wanchai Ainsi que ses filiales Fujian Landi Commercial Equipment Co. Ltd et ZTE Ingenico N.V. détenues respectivement à 100% et 40%	Hong Kong	98.84%	IG
Ainsi que sa filiale en Espagne détenue à 99,99%*  Jenico (Latin America) Inc.  Miami, Floride Ainsi que sa filiale au Mexique détenue à 100%  Jenico Corp.  Wilmington, Delaware Ainsi que ses filiales américaines et canadiennes détenues à 100%  Jenico 1 SA Paris  Jenico 2 SA Paris  Jenico Prepaid Services France SAS Paris Ainsi que sa filiale Roam Data, société américaine, détenue à 96,09%  Jenico Ventures SAS Paris Ainsi que sa filiale en France détenue à 100%  Jenico (UK) Ltd.  Dalgety Bay, Dunfermline Ainsi que sa filiale en France détenue à 100%  Jenico Holdings Asia II Limited  Wanchai Ainsi que sa filiale en Thailande, PT. Ingenico International Indonesia* et Fixed & Mobile pte Ltd, détenues respectivement à 100%, 99,75% et 30%  Jenico Holdings Asia Limited  Wanchai Ainsi que ses filiales Fujian Landi Commercial Equipment Co. Ltd et ZTE Ingenico N.V. détenues respectivement à 100% et 40%  Jenico International India Pvt Ltd.  Jenico International India Pvt Ltd.  Jenico International India Pvt Ltd.  New Delhi Jenico Eastern Europe I S.år.I.  Ainsi que sa filiale polonaise détenue à 100%  Luxembourg  Jenico Payment Systems Africa  Casablanca	Hongrie	100%	IC	
Ingenico International India Pvt Ltd.		Inde	100%	IG
Ingenico Italia SpA	Milan	Italie	100%	IC
Ingenico Eastern Europe I S.àr.I.		Luxembourg	100%	IG
Ingenico Investment I uxembourg SA		Luxembourg	100%	IG
Ingenico Payment Systems Africa SARLAU		Maroc	100%	IG
Ingenico Software Services Philippines Inc.	Makati City, Metro Manila	Philippines	100%	IC
Ingenico CZ S.r.o.	Prague	République	100%	IG
Ingenico LLC	Moscou	Tchèque Russie	100%	IG
Ingenico Payment Systems LLC	Saint-Petersbourg	Russie	100%	IG
Ingenico International (Singapore) Pte Lte	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	Singapour	100%	IC
Ingenico (Suisse) SA	Granges-Paccot	Suisse	100%	IG
Ingenico Ödeme Sistem Çözümleri AS	Istanbul	Turquie	100%	IG
*Dátanu à 100% par la Croupa				

\*Détenu à 100% par le Groupe

# 6. FAITS MARQUANTS

# Ogone

Ingenico a pris le contrôle effectif du groupe Ogone, leader européen des services de paiement en ligne fin janvier 2013. L'acquisition a été faite pour un montant total de 360,2 millions d'euros.

Cette opération s'inscrit dans la stratégie d'Ingenico visant à offrir une solution complète et intégrée de paiement « multicanal » : points de vente physique, en ligne et mobile. Le rapprochement du portefeuille de clients et la combinaison de l'infrastructure des entités du groupe Ingenico avec la plateforme d'Ogone permettront la réalisation de synergies grâce à la vente de services complémentaires ainsi qu'à l'optimisation des offres. L'acquisition d'Ogone permettra par ailleurs à Ingenico de renforcer son activité dans les transactions tout en profitant de la forte croissance des paiements en ligne.

La contribution nette d'Ogone aux résultats consolidés du Groupe Ingenico à partir de janvier 2013 a été de :

- 55,2 millions d'euros en termes de chiffre d'affaires ;
- 8,2 millions d'euros pour le résultat opérationnel courant ;
- 4,8 millions d'euros pour le résultat net.

Les impacts bilanciels et la détermination du goodwill sont décrits en Note 12 Goodwill et autres immobilisations incorporelles.

# PT Ingenico International Indonesia (PT Integra)

Le 11 mars 2013 Ingenico a finalisé l'acquisition et pris le contrôle des actifs de PT Integra Pratama et de PT Integrasi Service Mandiri, correspondant à leurs activités de solutions de paiement. L'acquisition s'est faite pour un prix de 7,6 millions d'euros, auquel s'ajoute un complément de prix, fondé sur l'atteinte de seuils de chiffre d'affaires généré d'ici fin 2014 et valorisé à 4,5 millions d'euros. La nouvelle structure porte désormais le nom de PT Ingenico International Indonesia.

PT Ingenico International Indonesia est un acteur majeur au sein du marché indonésien en forte croissance. Cette acquisition renforce la présence d'Ingenico dans un marché particulièrement dynamique dans lequel le Groupe avait déjà une présence locale directe avec la banque Mandiri et à travers PT Integra pour les grandes institutions financières.

La contribution nette de PT Ingenico International Indonesia aux résultats consolidés du Groupe Ingenico à partir de mars 2013 a été de :

- 21.7 millions d'euros en termes de chiffre d'affaires :
- 0,5 million d'euros pour le résultat opérationnel courant ;
- 0,3 million d'euros pour le résultat net.

Si l'acquisition avait eu lieu dès le 1<sup>er</sup> janvier 2013, le chiffre d'affaires et le résultat net se seraient élevés respectivement à 22,1 millions d'euros et à 0,3 millions d'euros.

Les impacts bilanciels et la détermination du goodwill sont décrits en Note 12 Goodwill et autres immobilisations incorporelles.

# Fixed & Mobile Pte Ltd (Transfer To)

En décembre 2013, le Groupe a cédé 70% de ses intérêts dans la société Fixed & Mobile Pte Ltd, société basée à Singapour et spécialisée dans le transfert de minutes de téléphonie mobile. Le Groupe conserve 30% de ses intérêts dans cette société.

Le montant de la transaction s'est élevé à 12,4 millions d'euros, dont 7,4 millions d'euros payés en date de transaction. Les acquéreurs se sont engagés à procéder au règlement du solde de 5,0 millions d'euros fin 2014. Le Groupe a également octroyé un prêt pour un montant de 8,5 millions de dollars américains, remboursable au plus tard dans 5 ans. En garantie de la créance et du prêt, le Groupe a reçu un nantissement de 16 650 actions de Fixed & Mobile Pte. Le nantissement prendra fin lorsque ces deux montants auront été remboursés en totalité.

Le résultat consolidé de cession est de (2,8) millions d'euros, dont (2,6) millions d'euros en autres charges opérationnelles et (0,2) million d'euros en résultat financier.

La contribution nette de Fixed & Mobile Pte Ltd aux résultats consolidés du Groupe Ingenico a été de :

- 70,3 millions d'euros en termes de chiffre d'affaires ;
- 2,6 millions d'euros pour le résultat opérationnel courant ;
- (6,1) millions d'euros pour le résultat net, dont (7,9) millions d'euros au titre de la dépréciation du goodwill affecté à l'UGT Fixed & Mobile Pte Ltd.

# Ingenico Holding Asia Ltd

Dans le cadre de la finalisation de l'acquisition de la totalité de la société Fujian Landi, la société High Champion Holdings Ltd (ex-Smartview) a souscrit à 1,16% du capital de la société Ingenico Holding Asia Ltd (IHA). Ingenico a également accordé à High Champion Holdings Ltd une option de vente des titres qu'elle détient dans IHA, exerçable en octobre 2015.

(en millions d'euros)		Changements de parts l'intérêts dans des entités
(en millions a euros)	trésorerie acquise	contrôlées
Ogone	(355,8)	-
PT Ingenico International Indonesia	(11,1)	-
Earn-out Ingenico Payment Systems LLC	(1,6)	-
Fixed & Mobile Pte Ltd	-	(1,9)
Roam Data	-	(1,3)
Total	(368,5)	(3,2)

# Roam Data Inc.

Le 22 juillet 2013, M. Will Graylin, actionnaire minoritaire de la société Roam Data Inc, a exercé l'option de vente qui lui avait été octroyée sur les titres qu'il détient dans la société pour 9 millions d'actions. Dans le cadre de l'exercice de cette option, Roam Data Inc. a fait valoir une clause d'exception de compensation dont elle dispose à l'encontre de M. Graylin, portant sur la non réalisation de certaines de ses obligations contractuelles. Le paiement de la dette a été partiellement effectué au 31 décembre 2013 pour 1,3 millions d'euros. M. Graylin est détenteur après l'exercice de cette option de 367 992 actions de la société Roam Data Inc.

# 7. INFORMATION SECTORIELLE

Les principes de détermination des secteurs sont présentés en note 2 « Règles et méthodes comptables » des états financiers du Groupe au 31 décembre 2013. Les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par le comité exécutif, principal décideur opérationnel tel que défini par IFRS 8, pour l'évaluation de la performance des différents secteurs.

Les secteurs opérationnels retenus sont les suivants :

- les Opérations Centrales qui regroupent la distribution des produits et services aux Régions identifiées ci-après, les activités de certaines filiales opérées mondialement et dont le développement est coordonné à partir du siège (telles et celles reprises de Xiring, Roam Data Inc. et Fixed & Mobile Pte Ltd jusqu'à la date de cession partielle) et les fonctions transverses et supports;
- SEPA (France, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Allemagne, Benelux, ...)
- Asie-Pacifique (Chine, Australie, Indonésie, ...);
- Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada...);
- Amérique Latine (Brésil, Mexique...);
- EMEA (Europe Centrale, Turquie, Russie, Afrique, ...)

# Analyse des résultats sectoriels

Le chiffre d'affaires et les résultats opérationnels des sociétés qui contribuent à plusieurs secteurs ont été ventilés comme suit :

	2013						
(en milliers d'euros)	SEPA	Asie Pacifique	Amérique du Nord	Amérique Latine	EMEA	Opérations centrales	Consolidé
Chiffre d'affaires hors-Groupe	592 526	240 754	124 052	189 432	120 073	104 097	1 370 934
Résultat opérationnel courant	53 103	38 568	2 892	14 976	16 915	81 906	208 360
Résultat opérationnel							186 912
Produits financiers							36 038
Charges financières							(53 769)
Quote-part du résultat des sociétés mises en							
équivalence							(176)
Impôt sur les bénéfices							(56 069)
Résultat de la période							112 936
Part du Groupe							114 074

Les activités en Allemagne ont été affectées par le dépôt de bilan d'un client industriel dans le cadre d'un service spécifique au marché allemand en avril 2013. La revue exhaustive du risque généré par ce dépôt de bilan a été conduite, et cet incident est désormais clos. Son impact sur le résultat opérationnel courant du premier semestre 2013 s'élève à 4,9 millions d'euros, et affecte le secteur opérationnel SEPA.

Au 31 Décembre 2012, les résultats sectoriels s'analysaient comme suit :

				2012			
(an millione discuss)		Asie	Amérique	Amérique		Opérations	
(en milliers d'euros)	SEPA	Pacifique	du Nord	Latine	EMEA	centrales	Consolidé
Chiffre d'affaires hors-Groupe	507 029	206 684	91 115	210 987	90 319	100 291	1 206 425
Résultat opérationnel courant	55 690	34 055	9 662	28 414	6 987	28 641	163 450
Résultat opérationnel							164 447
Produits financiers							51 033
Charges financières							(64 946)
Quote-part du résultat des sociétés mises							
en équivalence							(462)
Impôt sur les bénéfices							(49 805)
Résultat de la période							100 267
Part du Groupe							96 854

# Analyse des charges d'amortissement et des charges sans contrepartie en trésorerie

Les charges d'amortissement et les charges sans contrepartie en trésorerie s'analysent comme suit :

				2013			
(en milliers d'euros)	SEPA	Asie Pacifique	Amérique du Nord	Amérique Latine	EMEA	Opérations centrales	Consolidé
Charges d'amortissement	35 889	3 392	919	205	1 328	30 011	71 744
Dotations aux provisions nettes des reprises de provisions et charges IFRS 2	(1 518)	800	154	1 443	(842)	6 255	6 292

				2012			
(en milliers d'euros)		Asie	Amérique	Amérique		Opérations	<u> </u>
	SEPA	Pacifique	du Nord	Latine	EMEA	centrales	Consolidé
Charges d'amortissement	31 659	1 860	857	727	1 268	19 773	56 143
Dotations aux provisions nettes des reprises de provisions et charges IFRS 2	(2 894)	2 050	(1 241)	906	101	4 293	3 216

# Analyse des actifs et passifs sectoriels

Les actifs et passifs sectoriels s'analysent comme suit :

	2013						
(:lli)		Asie	Amérique	Amérique		Opérations	
(en milliers d'euros)	SEPA	Pacifique	du Nord	Latine	EMEA	centrales	Consolidé
Goodwill	522 956	59 523	18 382	4 734	15 657	228 069	849 321
Autres actifs sectoriels hors-Groupe	457 324	221 739	62 984	77 359	39 122	232 067	1 090 595
Actifs d'impôt différé							34 123
Actifs d'impôt exigible							6 771
Créances financières							8 902
Instruments financiers dérivés							1 236
Total actif	980 280	281 262	81 366	82 093	54 779	460 136	1 990 948
Passifs sectoriels hors-Groupe	190 692	124 382	32 852	44 410	13 265	99 328	504 929
Situation nette de l'ensemble consolidé							766 694
Passifs d'impôt différé							48 507
Passif d'impôt exigible							17 887
Dettes financières							648 488
Instruments financiers dérivés							4 443
Total passif	190 692	124 382	32 852	44 410	13 265	99 328	1 990 948

(on million discuss)		Asie	Amérique	Amérique		Opérations	
(en milliers d'euros)	SEPA	Pacifique	du Nord	Latine	EMEA	centrales	Consolidé
Goodwill	202 792	53 982	18 382	5 705	18 239	252 077	551 176
Autres actifs sectoriels hors-Groupe Actifs d'impôt différé Actifs d'impôt exigible Créances financières Instruments financiers dérivés	337 797	200 545	82 157	86 426	43 615	307 361	1 057 901 26 766 3 820 4 270 1 506
Total actif	540 590	254 527	100 538	92 130	61 854	559 439	1 645 439
Passifs sectoriels hors-Groupe Situation nette de l'ensemble consolidé Passifs d'impôt différé Passif d'impôt exigible Dettes financières Instruments financiers dérivés	125 566	113 242	8 610	55 149	(1 061)	128 463	429 968 688 647 38 666 21 265 459 028 7 866
Total passif	125 566	113 242	8 610	55 149	(1 061)	128 463	1 645 439

# Analyse du coût d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles

Le coût d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles s'analyse comme suit :

				2013			
(		Asie	Amérique	Amérique		Opérations	
(en milliers d'euros)	SEPA	Pacifique	du Nord	Latine	EMEA	centrales	Consolidé
Coût des acquisitions d'immobilisations							
corporelles et incorporelles	(12 619)	(1 382)	(486)	(3 091)	(2 675)	(19 917)	(40 170)
				2012			
(on millions d'ouros)		Asie	Amérique	Amérique		Opérations	
(en milliers d'euros)	SEPA	Pacifique	du Nord	Latine	EMEA	centrales	Consolidé
Coût des acquisitions d'immobilisations							
corporelles et incorporelles	(14 632)	(1 487)	(1 926)	(2 722)	(895)	(28 120)	(49 783)

# 8. COÛTS PAR NATURE ET AUTRES CHARGES

Ingenico présentant son résultat par fonction, cette note détaille le montant des principales charges opérationnelles par nature.

Les frais de personnel s'analysent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	2013	2012
Traitements et salaires	233 389	183 878
Charges Sociales	62 500	56 138
Coût des services rendus (composante opérationnelle des charges de retraite)	682	519
Stock options et actions gratuites	6 730	5 060
Total	303 301	245 595

L'augmentation des traitements et salaires en 2013 s'explique principalement par l'intégration d'Ogone dans le Groupe ainsi que par une augmentation des effectifs dans le reste du Groupe.

Les charges d'amortissements et de dépréciation s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	2013	2012
Dotations / (Reprises)		
Amortissements et provisions Immobilisations incorporelles	47 593	40 707
Amortissements et provisions Immobilisations corporelles	15 998	14 101
Dépréciations des écarts d'acquisitions	7 879	-
Provisions pour dépréciation des stocks	1 692	1 860
Provisions pour dépréciation des comptes clients	1 791	(3 335)
Provisions pour dépréciation des actifs financiers	(1 829)	766
Total	73 124	54 099
Le coût des ventes s'analyse comme suit :		
(en milliers d'euros)	2013	2012
Coût des terminaux	(484 408)	(445 755)
Coût des services et des logiciels	(286 790)	(248 019)
Total coût des ventes	(771 198)	(693 774)

La part des frais de recherche et développement activés est la suivante :

(en milliers d'euros)	2013	2012
Montant de recherche et développement activé Total des dépenses de R&D (charges et investissements) (*)	9 229 111 571	7 171 100 556
Part des frais de R&D activés (en %)	8%	7%

<sup>(\*)</sup> Net des 2,9 millions d'euros correspondant au crédit d'impôt recherche et des 9,6 millions d'euros provenant d'autres dispositifs hors France ayant un effet équivalent sur les dépenses de recherche et de développement (respectivement 2,6 millions d'euros et 6,1 millions d'euros en 2012).

#### 9. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels comprennent :

(en milliers d'euros)	2013	2012
Frais de restructuration Dépréciation de goodwill	(8 781) (7 879)	(8 977)
Cessions de sociétés consolidées ou d'activités Revalorisation à la juste valeur des participations	(2 564)	926 8 815
Ajustement des dettes d'earn out Autres	(2 899) 675	- 233
Total	(21 448)	997

Pour l'année 2013, les autres produits et charges opérationnels comprennent essentiellement :

- Les charges de restructuration pour un total de 8,8 millions d'euros dont notamment :
  - o Les charges de réorganisation au sein du Groupe pour un montant de 2,6 millions d'euros
  - O Les frais engagés dans le cadre des opérations de croissance pour un montant de 6,2 millions d'euros (frais relatifs aux regroupements d'entreprises pour 3,7 millions d'euros, frais d'intégration pour 2,2 millions d'euros et autres frais pour 0,3 million d'euros).
- La dépréciation du goodwill affecté à l'UGT Fixed & Mobile Pte Ltd pour un montant de 7,9 millions d'euros.
- La vente de 70% des intérêts dans Fixed & Mobile Ltd, qui génère un résultat de cession négatif de 2,6 millions d'euros.
- La revalorisation du complément de prix issu de l'acquisition d'Ingenico Payment System LLC pour (2,9) millions d'euros.

Pour l'année 2012, les autres produits et charges opérationnels comprennent essentiellement :

- Les charges de restructuration pour un total de 9,0 millions d'euros dont notamment :
  - Les charges supportées à l'occasion de la réorganisation du groupe pour un montant de 4,9 millions d'euros.
  - Les frais engagés dans le cadre des opérations d'acquisitions et de cessions pour un montant de 2,4 millions d'euros.
  - Les charges liées au déménagement du siège social à Paris pour un montant de 1,4 million d'euros.
- L'acquisition de nouveaux titres ROAM Data entraîne la réévaluation à la juste valeur de la participation, consolidée par mise en équivalence que le Groupe détenait précédemment, générant ainsi un profit s'élevant à 8,8 millions d'euros.
- La vente de Korvac génère un résultat consolidé de cession de 0,9 million d'euros

## 10. COÛT FINANCIER NET

	2013	2012
Charges d'intérêts sur les emprunts au coût amorti et l'emprunt obligataire	(23 668)	(22 555)
Produits des couvertures de taux (cap)	210	1 118
Charges d'intérêts sur les contrats de location financement	(426)	(544)
Coût de l'endettement financier		, ,
Cour de l'endertement imancier	(23 884)	(21 981)
Produits de trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 877	5 665
Produits d'intérêts des contrats de location financement	3 429	3 652
Coût de l'endettement financier net	(16 578)	(12 664)
Gains de change	28 372	40 456
Pertes de change	(28 711)	(40 386)
Résultat de change	(339)	69
Composante financière des charges de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	(329)	(605)
Gains/(pertes) sur les titres de participations	58	(768)
Gains/(pertes) d'actualisation des créances ou dettes long terme	(594)	-
Autres produits financiers	92	142
Autres charges financières	(41)	(88)
Autres produits et charges financiers	(814)	(1 319)
Coût financier net	(17 731)	(13 913)
Total des produits financiers	36 038	51 033
Total des charges financières	(53 769)	(64 946)

L'analyse du coût financier net pour 2013 est la suivante :

Les charges d'intérêts sont liées aux emprunts décrits dans la note 24 dettes financières nettes, ainsi qu'à des contrats de location-financement (preneur). La charge d'intérêt relative à l'emprunt obligataire convertible (OCEANE) est de 13,7 millions d'euros. La charge d'intérêt relative aux autres emprunts et tirages est de 9,8 millions d'euros.

Les produits d'intérêts des contrats de location-financement (bailleur) concernent principalement easycash GmbH, Ingenico SA et Ingenico Italia Spa.

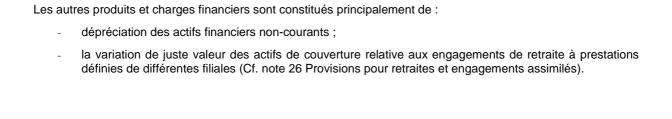
Le résultat de change représente une perte nette de 0,3 million d'euros. Il résulte de pertes et gains de change générés lors de la revalorisation de prêts et emprunts à caractère financier, auxquels s'ajoutent les revalorisations des dérivés de couverture associés.

Les autres produits et charges financiers sont majoritairement composés de charges relatives aux engagements de retraite (Cf. note 26 provisions pour retraites et engagements assimilés) et de charge d'actualisation de créances ou dettes long terme.

L'analyse du coût financier net pour 2012 était la suivante :

Les charges d'intérêts sont liées à des emprunts à court et à moyen terme, ainsi qu'à des contrats de location-financement. Les charges d'intérêts sur emprunts à moyen terme concernent l'emprunt syndiqué de 360 millions d'euros mis en place le 5 août 2011, ainsi que les intérêts relatifs à l'emprunt obligataire convertible (OCEANE). Les montants des charges d'intérêts relatives à l'emprunt syndiqué et à l'OCEANE s'élèvent respectivement à 5,2 et 13,5 millions d'euros. Les charges d'intérêts à court terme s'élèvent à (2,8) millions d'euros et concernent essentiellement un emprunt de la filiale brésilienne, remboursé au 31 décembre 2012. Les charges, ainsi que les produits financiers, liés aux contrats de location-financement concernent pour la majeur partie easycash GmbH et Ingenico SA.

Le résultat de change représente un gain net de 0,1 million d'euros. Les gains et pertes de change réalisés et latents résultent des activités du Groupe (Cf. note 4.2 « Risque de change »).



#### 11. IMPÔTS

Charges d'impôt sur les résultats des sociétés intégrées

(en milliers d'euros)	2013	2012
Impôt courant France	(32 173)	(12 900)
Impôt courant étranger	(44 000)	(41 015)
Charge d'impôt courant total	(76 173)	(53 915)
Impôt différé France	4 328	(2 751)
Impôt différé étranger	15 776	6 861
Produit d'impôt différé total	20 104	4 110
TOTAL	(56 069)	(49 805)

En 2013, la charge d'impôt de l'exercice correspond principalement à :

- la charge d'impôt courant due en Allemagne, au Brésil, au Royaume-Uni, en Chine, en Italie, en Belgique, en Russie et en France ;
- et l'économie d'impôt différé résultant de la comptabilisation d'actifs d'impôt différé notamment en France, en Chine, au Brésil et en Allemagne sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale.

En 2012, la charge d'impôt de l'exercice correspondait principalement à :

- la charge d'impôt courant due en Allemagne, au Brésil, au Royaume-Uni, en Chine, en Italie et en France :
- et l'économie d'impôt différé résultant de la comptabilisation d'actifs d'impôt différé notamment en France, au Brésil et en Allemagne – sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale.

La croissance de la charge courante d'impôt s'explique essentiellement par la contribution des sociétés acquises en 2013 et la forte croissance du résultat taxable en France.

La croissance du produit d'impôt différé s'explique entre autres par des reprises de provision sur impôts différés actifs et de fortes différences temporaires, notamment en Chine.

L'activation d'impôts différés par le Groupe est fonction de la situation propre de l'entité ou du groupe d'entités (intégrations fiscales) dans chaque pays et de l'échéance d'expiration des pertes fiscales et des crédits d'impôts.

Ainsi, pertes fiscales et crédits d'impôts ne font l'objet d'une activation que dans la mesure où il est très probable que les bénéfices imposables que dégageront les ensembles considérés permettront leur imputation.

Conformément à l'article 235 ter ZCA du CGI, les distributions de dividendes aux actionnaires d'Ingenico SA, hormis celles effectuées en action, ont déclenché le paiement d'une contribution égale à 3 % des revenus distribués, soit une charge d'impôt de 0,4 million d'euros au 31 décembre 2013.

## Preuve d'impôt Groupe

Selon les dispositions de la Loi de Finances pour 2013, le taux d'impôt courant des sociétés françaises du Groupe s'établit désormais à 38% pour les exercices 2013 et 2014. Au 31 décembre 2013, le taux d'impôt différé en France s'élève à 34,43%. En effet, une modification du taux d'impôt applicable aux bases d'impôt différé se reversant en 2014 n'aurait pas d'effet significatif sur les comptes annuels.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée.

(en milliers d'euros)	2013	2012
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE (HORS SOCIETES MISES EN ÉQUIVALENCE)	113 113	100 728
IMPÔT SUR LES SOCIETES	(56 069)	(49 805)
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	169 182	150 533
Taux d'imposition français	38,00%	36,10%
Charge d'impôt théorique	(64 289)	(54 342)
Différence entre le taux d'imposition français et le taux d'imposition des filiales étrangères	19 591	13 405
Pertes fiscales de l'exercice et différences temporelles non activées	(6 147)	(8 157)
Activation de différences temporelles et de déficits reportables antérieurs	2 904	753
Utilisation de déficits reportables non activés	2 177	2 051
Crédits d'impôt	3 279	1 855
Différences permanentes et autres	(13 584)	(5 371)
TOTAL	(56 069)	(49 805)
Taux effectif d'impôt	33,1%	33,1%

Le taux de référence choisi est celui de la société mère Ingenico SA, soit 38%.

Les éléments de rapprochement représentent, outre l'effet des différentiels et modifications des taux d'impôt, les effets d'impôt liés aux produits non imposables et aux charges non déductibles résultant des différences permanentes entre les assiettes d'imposition locales et les comptes présentés conformément aux normes IFRS.

La différence entre le taux d'imposition français et celui des filiales étrangères réduit fortement la charge d'impôt du Groupe. Les principaux pays concernés et leurs taux d'imposition légaux sont la Chine (25%), Singapour (17%), le Royaume-Uni (23%) et la Russie (20%).

Les autres différences permanentes se composent entre autres de :

- l'impact en 2013 de la contribution additionnelle sur les paiements de dividendes effectués en France
- la non-déductibilité en 2013 de la charge de dépréciation du goodwill de l'UGT Fixed & Mobile Pte Ltd
- l'effet de la reconnaissance en impôt de la CVAE en France (cf. Note 2 Règles et méthodes comptables)
- la non-déductibilité de la charge de personnel relative aux options et actions gratuites attribuées.

#### Variation des impôts différés

(en milliers d'euros)	Actifs d'impôts différés sur déficits fiscaux reportables	Actifs d'impôts différés sur différences temporelles	Total actifs d'impôts différés	Total passifs d'impôts différés	Total impôts différés nets
AU 31 DÉCEMBRE 2011	3 282	20 220	23 502	(43 696)	(20 194)
Impôts différés constatés en résultat Impôts différés constatés en capitaux propres et issus	2 256	1 684	3 940	170	4 110
d'un regroupement d'entreprises	_	253	253	4 763	5 016
Différences de conversion	(60)	(810)	(870)	38	(832)
Autres mouvements	-	(60)	(60)	60	-
AU 31 DÉCEMBRE 2012	5 478	21 287	26 766	(38 666)	(11 900)
Impôts différés constatés en résultat Impôts différés constatés en capitaux propres et issus	1 846	9 824	11 670	8 434	20 104
d'un regroupement d'entreprises	-	34	34	(19 613)	(19 579)
Différences de conversion	(201)	(2 752)	(2 953)	205	(2 748)
Autres mouvements	(200)	(1 194)	(1 394)	1 133	(261)
AU 31 DÉCEMBRE 2013	6 923	27 199	34 123	(48 507)	(14 384)

Au 31 décembre 2013, la variation d'impôt différé issue d'un regroupement d'entreprises comprend principalement le passif d'impôt différé relatif à l'allocation du prix d'acquisition du Groupe Ogone pour 17,5 millions d'euros.

La variation d'impôt différé constatée en capitaux propres comprend une variation de (1,0) million d'euros liée aux instruments de couverture.

Au 31 décembre 2012, la variation d'impôt différé issue d'un regroupement d'entreprises comprenait le passif d'impôt différé relatif à l'allocation du prix d'acquisition des sociétés Roam Data Inc. et Ingenico LLC Russie pour 2,2 millions d'euros et l'actif d'impôt différé lié aux reports déficitaires de Xiring à l'entrée dans le périmètre pour 4,0 millions d'euros. La variation d'impôt différé constatée en capitaux propres comprenait les impôts différés lié aux instruments de couverture pour 2,8 millions d'euros.

# Analyse par nature

(en milliers d'euros)	2013	2012	
Actifs d'impôt différé par catégorie de différences tem	nporelles		
Immobilisations corporelles et incorporelles	6 303	5 926	
Engagements envers le personnel	4 768	4 088	
Stock, créances, fournisseurs et provisions	32 650	26 551	
Pertes fiscales et crédits d'impôts reportables	6 923	5 616	
Autres (dont instruments financiers)	2 748	3 040	
ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	53 392	45 221	
Effet de la compensation	(19 269)	(18 455)	
TOTAL ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	34 123	26 766	
Passifs d'impôt différé par catégorie de différences te	emporelles		
Immobilisations corporelles et incorporelles	(41 042)	(31 352)	
Engagements envers le personnel	(60)	(56)	
Stock, créances, fournisseurs et provisions (1)	(26 064)	(23 915)	
Autres (dont instruments financiers)	(610)	(1 797)	
PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	(67 776)	(57 120)	
Effet de la compensation	19 269	18 455	
TOTAL PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	(48 507)	(38 666)	
TOTAL NET	(14 384)	(11 900)	

<sup>(1)</sup> Ce chiffre inclut le passif d'impôt différé (12,7 millions d'euros) reconnu sur la composante capitaux propres de l'OCEANE émise en 2011.

Détail des actifs d'impôt différé non reconnus

(en milliers d'euros)	2013	2012
Impôts différés sur déficits fiscaux reportables et crédits d'impôts	19 487	16 138
Impôts différés sur différences temporelles	6 621	8 157
TOTAL	26 108	24 295

#### 12. GOODWILL ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

#### Goodwill

(en milliers d'euros)	2013	2012
Au 1 <sup>er</sup> janvier	551 176	529 022
Investissements	327 468	26 678
Pertes de valeur	(7 879)	-
Différences de conversion	(8 635)	(500)
Réévaluations	-	(4 024)
Cessions	(12 809)	-
Au 31 décembre	849 321	551 176

Le Groupe organise ses activités et la structure de son reporting autour de six secteurs opérationnels, représentatifs de ses unités génératrices de trésorerie (UGT). Les secteurs opérationnels représentent le niveau auquel les goodwill sont suivis par le management du Groupe, notamment en ce qui concerne la planification stratégique à long terme, l'allocation des ressources et le suivi de la performance. Ce principe s'applique notamment à l'UGT Asie-Pacifique qui fait l'objet d'un suivi unifié, au même titre que les autres UGT du Groupe. Les UGT identifiées par le Groupe sont les suivantes :

- SEPA (France, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Allemagne, Benelux, ...)
- Asie-Pacifique (Chine, Australie, Indonésie, ...);
- Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada...);
- Amérique Latine (Brésil, Mexique...);
- EMEA (Europe Centrale, Turquie, Russie, Afrique, ...);
- les Opérations Centrales qui regroupent la distribution des produits et services aux Régions identifiées ci-dessus, les activités de certaines filiales opérées mondialement et dont le développement est coordonné à partir du siège (telles que celles reprises de Xiring, Roam Data Inc. et Fixed & Mobile Pte Ltd jusqu'à la date de cession partielle) et les fonctions transverses et supports. Constatant que les synergies réalisées entre Fixed & Mobile Pte Ltd et le reste du Groupe étaient en retrait par rapport au niveau attendu lors de la prise de contrôle de cette société, le groupe a décidé, avant la date de cession partielle, de procéder à l'évaluation de cet actif, en identifiant spécifiquement l'UGT Fixed & Mobile Pte Ltd au sein du dit secteur.

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des unités génératrices de trésorerie ou groupes d'unités génératrices de trésorerie tels que définis ci-avant.

#### Détail des goodwill

Les valeurs des goodwill par UGT se décomposent comme suit :

	2013			
Unités génératrices de trésorerie (en milliers d'euros)	Valeur brute	Cumul des pertes de valeur	Valeur nette	
SEPA	525 221	(2 264)	522 957	
Asie / Pacifique	59 526	(2 204)	59 523	
Amérique du Nord	39 774	(21 392)	18 382	
Amérique Latine	4 734	-	4 734	
EMEA	15 657	-	15 657	
Opérations centrales	228 068	-	228 068	
Total	872 980	(23 659)	849 321	

	2012		
		Cumul des	
Unités génératrices de trésorerie	Valeur brute	pertes de	Valeur nette
(en milliers d'euros)		valeur	
SEPA	205 080	(2 286)	202 794
Asie / Pacifique	53 981	-	53 981
Amérique du Nord	39 773	(21 392)	18 381
Amérique Latine	5 705	-	5 705
EMEA	18 241	-	18 241
Opérations centrales	252 074	-	252 074
Total	574 854	(23 678)	551 176

#### En 2013

L'augmentation des goodwill résulte de l'acquisition du groupe Ogone pour 320,2 millions d'euros et de l'achat des activités de PT Integra pour 7,3 millions d'euros.

Une perte de valeur de 7,9 millions d'euros avait été constatée au 30 juin concernant la société Fixed & Mobile Pte Ltd.

La réduction de goodwill de 12,8 millions d'euros concerne la vente de 70% des intérêts détenus dans Fixed & Mobile Pte Ltd.

## Acquisitions et prise de contrôle

Les frais relatifs aux regroupements d'entreprises se sont élevés à 3,7 millions d'euros et ont été comptabilisés en autres produits et charges opérationnels.

## Acquisition du groupe Ogone

## Prix d'acquisition

L'acquisition a été finalisée le 25 mars 2013, pour un montant total de 360,2 millions d'euros.

La trésorerie acquise s'élevait à 4,4 millions d'euros. Le décaissement de trésorerie en 2013 s'est élevé à 355,8 millions d'euros.

#### Goodwill

Conformément aux normes IFRS 3 révisée et IAS 38, le Groupe a reconnu tous les actifs et passifs identifiables, évalués à la juste valeur, séparément du goodwill à savoir :

- portefeuille clients : 39,0 millions d'euros amortissable sur 8 à 10 ans ;
- technologie développée : 12,6 millions d'euros amortissable sur 5 ans ;
- impôts différés passifs : 17,6 millions d'euros.

La juste valeur des actifs nets identifiables à la date d'acquisition s'élève à 6,0 millions d'euros, et comprennent principalement :

- 5,9 millions d'euros d'immobilisations corporelles et incorporelles ;
- 6,1 millions d'euros de clients et créances d'exploitation ;
- 6.4 millions d'euros de dettes fournisseurs et autres dettes courantes.

Le goodwill ressort ainsi à un montant de 320,2 millions d'euros. Les facteurs ayant conduit à reconnaître ce goodwill sont principalement les synergies attendues avec le Groupe, le capital humain et les barrières à l'entrée du marché.

Ogone a été rattachée à l'unité génératrice de trésorerie « SEPA » et fait désormais partie du secteur opérationel « SEPA ».

## Acquisition des activités de solutions de paiement de PT Integra

#### Prix d'acquisition

L'acquisition s'est faite pour un prix de 7,6 millions d'euros, auquel s'ajoute un complément de prix, fondé sur l'atteinte de seuils de chiffre d'affaires généré d'ici fin 2014 et valorisé à 4,5 millions d'euros.

#### Goodwill

Conformément aux normes IFRS 3 révisée et IAS 38, le Groupe a reconnu tous les actifs et passifs identifiables, évalués à la juste valeur, séparément du goodwill à savoir :

- portefeuille clients: 1,9 millions d'euros amortissable sur 5 ans ;
- logiciels: 1,4 millions d'euros amortissable sur 3 ans ;
- carnet de commandes : 0,4 million d'euros amortissable sur 1 an ;

La juste valeur des autres actifs acquis à la date d'acquisition s'élève à 1,1 millions d'euros.

Le goodwill ressort ainsi à un montant de 7,3 millions d'euros.

Ces actifs ont été intégrés dans une société détenue à 100% par le Groupe Ingenico du nom de PT Ingenico International Indonesia, appartenant à l'unité génératrice de trésorerie Asie-Pacifique. Cette société fait désormais partie du secteur opérationnel « Asie-Pacifique ».

#### Cessions

# Cession partielle de Fixed & Mobile Pte Ltd (Transfer To)

En décembre 2013, le Groupe a cédé 70% de ses intérêts dans la société Fixed & Mobile Pte Ltd, société basée à Singapour et spécialisée dans le transfert de minutes mobiles prépayées. Le Groupe conserve 30% de ses intérêts dans cette société.

Les activités de Fixed & Mobile Pte Ltd étaient reportées dans le secteur Opérations Centrales et constituaient une UGT spécifique Fixed & Mobile Pte Ltd au sein du dit secteur.

Cette cession a induit une réduction du goodwill de 12,8 millions d'euros.

# Pertes de valeur

Au 30 juin 2013, la valeur brute du goodwill affectée à l'UGT Fixed & Mobile Pte Ltd était de 21,6 millions d'euros. Le test de valeur réalisé s'est appuyé sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie projetés et actualisés. Les prévisions de trésorerie ont été réalisées sur la base de l'expérience passée et des perspectives d'évolution du marché. Elles prenaient en compte des taux de croissance et d'investissement jugés raisonnables pour assurer le développement autonome de l'activité. Le taux d'actualisation utilisé avait été défini à partir d'analyses du secteur dans lequel Fixed & Mobile Pte Ltd opère.

A la suite de ce test, le Groupe a déprécié le goodwill de l'UGT Fixed & Mobile Pte Ltd pour un montant de 7,9 millions d'euros.

Les tests de dépréciation effectués au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2013 n'ont pas amené le Groupe à constater d'autres dépréciations de goodwill.

## En 2012

L'augmentation des goodwill était due essentiellement aux acquisitions réalisées en 2012 : Roam Data Inc. pour 25,0 millions d'euros, et Ingenico Payment Systems LLC pour 1,6 millions d'euros.

Les autres variations de valeur de goodwill étaient la conséquence de la finalisation des travaux d'évaluation des justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris de Xiring, pour (4,0) millions d'euros.

Les tests de dépréciation effectués au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2012 n'avaient pas amené le Groupe à constater de dépréciation du goodwill.

# Tests de dépréciation des goodwill

Ingenico a réalisé un test de dépréciation des valeurs nettes comptables des goodwill. Cette procédure, s'appuyant essentiellement sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés, consiste en l'estimation de la valeur recouvrable de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) générant ses flux propres de trésorerie. Ces UGT reflètent l'organisation du Groupe, telle que décrite en note 7 Information sectorielle. Les tests de dépréciation sont effectués chaque année au 30 novembre de l'exercice et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur. Conformément à IAS 36, la valeur recouvrable est la plus élevée de la juste valeur minorée des coûts de cession, et de la valeur d'utilité. La juste valeur minorée des coûts de cession est privilégiée dans les rares cas où une opération récente sur les actifs concernés rend l'information disponible et fiable. Dans l'essentiel des cas, la valeur d'utilité est estimée en utilisant des projections de flux de trésorerie sur la base des prévisions d'exploitation existantes portant sur une période de cinq ans, incluant des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables. Des taux d'actualisation (s'appuyant sur le coût moyen pondéré du capital) ont été appréciés pour chaque UGT à partir d'analyses du secteur dans lequel le Groupe exerce son activité. Les prévisions existantes sont fondées sur l'expérience passée ainsi que sur les perspectives d'évolution du marché.

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des goodwill sont les suivantes :

			2013				
Segments	SEPA	Asie / Pacifique	Amérique du Nord	Amérique Latine	EMEA	Opérations Centrales	Total
Unités génératrices de trésorerie	SEPA	Asie / Pacifique	Amérique du Nord	Amérique Latine	EMEA	Opérations Centrales	Total
Valeur nette comptable des goodwill							
(en milliers d'euros)	522 956	59 523	18 382	4 734	15 657	228 068	849 320
Méthode de valorisation de l'Unité génératrice de trésorerie	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	
Nombre d'années sur lequel les flux de trésorerie sont estimés	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans	
Taux de croissance à long terme	1,65%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	
Coût moyen pondéré du capital utilisé							
au 31/12/2013	9,01%	10,01%	9,22%	12,80%	18,92%	10,31%	

				2012					
Segments	SEPA		Asie / Pacifique	ı	Amérique du Nord	Amérique Latine	EMEA	Opérations Centrales	Total
Unités génératrices de trésorerie	SEPA	Asie	Pacifique	Total Asie / Pacifique	Amérique du Nord	Amérique Latine	EMEA	Opérations Centrales	Total
Valeur nette comptable des goodwill (en milliers d'euros)	202 794	51 365	2 616	53 981	18 381	5 705	18 241	252 074	551 176
Méthode de valorisation de l'Unité génératrice de trésorerie	Valeur d'utilité	Juste valeu moins coûts de cession (1)	Valeur d'utilité		Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	
Nombre d'années sur lequel les flux de trésorerie sont estimés	5 ans		5 ans		5 ans	5 ans	5 ans	5 ans	
Taux de croissance à long terme	1,00%		1,00%		1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	
Coût moyen pondéré du capital utilisé au 31/12/2012	9,00%		12,08%		9,65%	12,23%	15,00%	9,80%	

<sup>(1)</sup> Sur la base du rachat de 22% de Landi en 2012

Les hypothèses de taux de croissance et du coût moyen pondéré du capital utilisées dans la valorisation de l'ensemble des unités génératrices de trésorerie ont été revues en accord avec l'évolution des données globales de marché.

L'évolution des taux d'actualisation résulte de celle des trois composantes utilisées pour le calculer : le taux sans risque, la prime de risque, et l'indice de volatilité sectoriel (« bêta »). Il convient enfin de souligner que le taux de croissance à long terme retenu par le Groupe n'excède pas celui du secteur d'activité. L'application d'un taux d'actualisation avant impôt à des flux de trésorerie avant impôt aurait conduit à une valorisation similaire des unités génératrices de trésorerie.

Des taux d'actualisation basés sur des données de marché sont utilisés par le Groupe pour procéder aux tests de dépréciation. Au demeurant, les tests de sensibilité montrent qu'une hausse du taux d'actualisation de 100 points de base ne conduirait pas à constater des dépréciations.

En outre, une analyse de sensibilité du calcul à une variation conjointe des paramètres clés (taux d'actualisation et taux de croissance à long terme) selon des hypothèses raisonnablement possibles, n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie deviendrait inférieure à sa valeur comptable. Concernant l'UGT SEPA, une hausse de 100 points de base du taux d'actualisation ou une baisse de 100 points de base du taux de croissance à long terme, aboutit à une valeur de l'unité génératrice de trésorerie supérieure au montant des actifs qui la composent. Le Groupe reste très positif sur les perspectives à moyen terme en Europe, avec une hypothèse de croissance moyenne annuelle de 10 % au cours des prochaines années.

# Sensibilité des valeurs recouvrables

	Tau	x d'actualisation		013 e croissance à l'infini	Flux de trésorerie	
	Taux retenu (en %)	Augmentation du taux d'actualisation nécessaire afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable (en %)	Taux retenu (en %)	Diminution du taux de croissance à l'infini nécessaire afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable (en %)	Diminution des flux de trésorerie nécessaire afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable (en %)	
SEPA	9,01%		1,65%		(38,37)%	
Asie-Pacifique	10,01%	(1)	1,00%	(1)	(1)	
Amérique du Nord	9,22%	(1)	1,00%	(1)	(1)	
Amérique Latine	12,80%	(1)	1,00%	(1)	(1)	
EMEA	18,92%	(1)	1,00%	(1)	(1)	
Opérations Centrales	10,31%	(1)	1,00%	(1)	(1)	

(1) Au 31 décembre 2013, les valeurs recouvrables d'Asie-Pacifique, Amérique du Nord, Amérique Latine, EMEA et Opérations Centrales étaient significativement supérieures à leurs valeurs comptables. Ainsi, l'augmentation du taux d'actualisation, la diminution du taux de croissance à l'infini ou la diminution des flux de trésorerie, respectivement nécessaires afin que les valeurs d'Asie-Pacifique, Amérique du Nord, Amérique Latine, EMEA et Opérations Centrales soient égales à leurs valeurs comptables, étaient non pertinentes.

Les prévisions d'exploitation sont basées sur des plans d'affaires qui ont été préparés par les Directeurs financiers des unités génératrices de trésorerie. Ces plans ont été revus par la Direction financière du Groupe, qui a notamment mené des stress tests sur les hypothèses de taux de croissance à long terme et de taux d'actualisation.

	Tau	x d'actualisation	012 e croissance à l'infini	Flux de trésorerie	
	Taux retenu (en %)	Augmentation du taux d'actualisation nécessaire afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable (en %)	Taux retenu (en %)	Diminution du taux de croissance à l'infini nécessaire afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable (en %)	Diminution des flux de trésorerie nécessaire afin que la valeur recouvrable soit égale à la valeur comptable (en %)
SEPA	9,00%	(1)	1,00%	(1)	(1)
Asie	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)
Pacifique	12,08%	(1)	1,00%	(1)	(1)
Amérique du Nord	9,65%	1,23%	1,00%	(3,01)%	(12)%
Amérique Latine	12,23%	(1)	1,00%	(1)	(1)
EMEA	15,00%	1,88%	1,00%	(5,39)%	(13)%
Opérations Centrales	9,80%	(1)	1,00%	(1)	(1)

<sup>(1)</sup> Au 31 décembre 2012, les valeurs recouvrables de SEPA, Pacifique, Amérique Latine et Opérations Centrales étaient significativement supérieurs à leurs valeurs comptables. Ainsi, l'augmentation du taux d'actualisation, la diminution du taux de croissance à l'infini ou la diminution des flux de trésorerie, respectivement nécessaires afin que les valeurs recouvrables de SEPA, Pacifique, Amérique Latine et Opérations Centrales soient égales à leurs valeurs comptables, étaient non pertinentes. (2) Au 31 décembre 2012, l'UGT Asie a été évaluée sur la base de la juste valeur moins coûts de cession

## **Autres immobilisations incorporelles**

		2013	3	
(en milliers d'euros)	Licences, marques, technologie (	Frais de développement générés en interne)	Autres immobilisations incorporelles	Total
VALEUR BRUTE				
Au 1 <sup>er</sup> janvier	65 875	80 493	201 819	348 187
Investissements	9 878	9 229	5 382	24 489
Cessions	(823)	(99)	(575)	(1 497)
Variation de périmètre	2 372	11 824	39 185	53 381
Différences de conversion	(1 117)	(307)	(1 495)	(2 919)
Reclassements et autres	(12 758)	15 248	(45 098)	(42 608)
Au 31 décembre	63 427	116 388	199 218	379 033
AMORTISSEMENTS, PERTES DE VA	LEUR			
Au 1 <sup>er</sup> janvier	(45 225)	(63 084)	(91 449)	(199 758)
Amortissements	(7 765)	(16 561)	(23 130)	(47 456)
Cessions et pertes de valeur	806	99	332	1 237
Variation de périmètre	-	903	1 317	2 220
Différences de conversion	721	251	442	1 414
Reclassements et autres	10 850	(6 127)	38 125	42 848
Au 31 décembre	(40 613)	(84 519)	(74 363)	(199 495)
VALEUR NETTE				
Au 1 <sup>er</sup> janvier	20 650	17 409	110 370	148 429
Au 31 décembre	22 814	31 869	124 855	179 538

Les amortissements des immobilisations incorporelles identifiées dans le cadre de l'allocation des prix d'acquisition des sociétés ayant rejoint le Groupe en 2013 représentent les montants suivants :

- un montant de 6,6 millions d'euros pour Ogone pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2013 ;
- un montant de 1,0 millions d'euros pour PT Payment Solutions Indonesia pour la période du 1<sup>er</sup> mars au 31 décembre 2013.

		Ogo	ne			SAGEM		1	EASYCASH			nico Service	s Iberia, Xir	Ingenico Pre ing, Roam Da itions Indones	ta, Russia D		Total Amortis- sements de la période
(en milliers d'euros)	Montants nets fin décembre 2012	Entrée de périmètre	Amortis- -sements 2013	Montants nets fin décembre 2013	Montants nets fin décembre 2012	Amortis- -sements 2013	Montants nets fin décembre 2013	Montants nets fin décembre 2012	Amortis- -sements 2013	Montants nets fin décembre 2013	Montants nets fin décembre 2012	Entrée de périmètre	Amortis- -sements 2013	Ecarts de conversion et autre	Sortie de périmètre	Montants nets fin décembre 2013	
Immobilisations incorporelles Concessions, brevets & droits similaires Technologie hardware et software en cours Technologie hardware et software existante Logiciels applicatifs Marque Autres immobilisations incorporelles Contrats clients à long terme		12 600 - - 39 000	(2 520) - - (4 050)	10 080 - - 34 950	3 430 - 567 - 19 237	(3 430) - (567) - (3 664)	- - - - 15 573	770 - - 46 235	(296) - - (7 777)	- 474 - - 38 458	5 899 - 1 365 29 079	3 313	(1 537) - (157) (5 910)	(41) - (38) (1 061)	(1 080) - - (529)	3 241 - 1 170 24 892	(3 430) (4 353) (567) (157) - (21 401)
Total des immobilisatons incorporelles	-	51 600	(6 570)	45 030	23 234	(7 661)	15 573	47 005	(8 073)	38 932	36 343	3 313	(7 604)	(1 140)	(1 609)	29 303	
Stocks  Total des actifs identifiés et affectés		51 600	(6 570)	45 030	23 234	(7 661)	15 573	47 005	(8 073)	38 932	36 343	391 3 704	(324) (7 928)	(5) (1 145)	(1 609)	62 <b>29 365</b>	(324)

Au 31 décembre 2013, il n'existe pas d'indice de perte de valeur des immobilisations incorporelles. Le Groupe considère les principaux indices de perte de valeur suivants:

- Perspectives de commercialisation des produits dont les frais de développement ont été activés ;
- Evolution du portefeuille client ;
- Obsolescence ou abandon des logiciels développés en interne.

		2012	_	
(en milliers d'euros)	Licences, marques, technologie (g	Frais de développement énérés en interne)	Autres immobilisations incorporelles	Total
VALEUR BRUTE				
Au 1 <sup>er</sup> janvier	41 318	74 551	201 131	317 000
Investissements	8 209	7 171	10 143	25 523
Cessions	(242)	-	(585)	(827)
Variation de périmètre	428	290	10 084	10 802
Différences de conversion	(154)	(82)	(194)	(430)
Reclassements et autres	16 316	(1 437)	(18 760)	(3 881)
Au 31 décembre	65 875	80 493	201 819	348 187
AMORTISSEMENTS, PERTES DE VALEU	R			
Au 1 <sup>er</sup> janvier	(25 047)	(52 315)	(87 686)	(165 048)
Amortissements	(7 098)	(10 091)	(23 518)	(40 707)
Cessions et pertes de valeur	` 205	-	` 379	` 584
Variation de périmètre	-	-	-	-
Différences de conversion	176	83	(56)	203
Reclassements et autres	(13 461)	(761)	19 432	5 210
Au 31 décembre	(45 225)	(63 084)	(91 449)	(199 758)
VALEUR NETTE				
Au 1 <sup>er</sup> janvier	16 271	22 236	113 445	151 952

Les amortissements des immobilisations incorporelles identifiées dans le cadre de l'allocation des prix d'acquisition des sociétés ayant rejoint le Groupe en 2012 représentent les montants suivants :

 un montant de 0,2 millions d'euros pour Roam Data Inc. pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2012 au 31 décembre 2012;

20 650

17 409

110 370

148 429

• un montant de 0,6 millions d'euros pour Ingenico Payment Systems LLC pour la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 décembre 2012.

Les charges d'amortissement des actifs identifiés lors des acquisitions sont les suivantes pour 2012 :

		SAGEM		I	EASYCASH		AUTRES (Moneyline, Turquie, Landi, Ingenico Prepaid Services, Fixed Mobile, Ingenico Services Iberia, Xiring, Roam Data, Russia Distribution				on) sements de la période		
	Montants nets fin	Amortis-	Montants nets fin	Montants nets fin	Amortis-	Montants nets fin	Montants nets fin		Amortis-		Ecarts de	Montants nets fin	
(en milliers d'euros)	décembre	-sements			-sements	décembre	décembre	Entrée de	-sements		conversion	décembre	
	2011	2012	2012	2011	2012	2012	2011	périmètre	2012	Réévaluations	et autre	2012	
Immobilisations incorporelles													
Concessions, brevets & droits similaires													
Technologie hardware et software en cours	6 860	(3 430)	3 430	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(3 430)
Technologie hardware et software existante	-	-	-	1 976	(1 208)	768	8 543	513	(2 003)	(1 200)	87	5 940	(3 211)
Logiciels applicatifs	2 836	(2 269)	567	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 269)
Marque	-	-	-	-	-	-	1 438	-	(170)	58	-	1 326	(170)
Autres immobilsations incorporelles													
Contrats clients à long terme	22 902	(3 664)	19 238	53 986	(7 751)	46 235	22 512	9 633	(5 392)	2 605	(282)	29 076	(16 807)
Total des immobilisatons incorporelles	32 598	(9 363)	23 235	55 962	(8 959)	47 003	32 493	10 146	(7 565)	1 463	(195)	36 342	(25 887)
Stocks	-	-	-	-	-	-	564	-	(564)	-	-	-	(564)
Total des actifs identifiés et affectés	32 598	(9 363)	23 235	55 962	(8 959)	47 003	33 057	10 146	(8 129)	1 463	(195)	36 342	(26 451)

Au 31 décembre

Au 31 décembre 2012, il n'existait pas d'indice de perte de valeur des immobilisations incorporelles. Le Groupe considérait les principaux indices de perte de valeur suivants:

- Perspectives de commercialisation des produits dont les frais de développement ont été activés ;
- Evolution du portefeuille client ;
- Obsolescence ou abandon des logiciels développés en interne.

# 13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

			2013		
(en milliers d'euros)	Terrains et constructions	Installations techniques et outillages	Autres	En-cours	Tota
VALEUR BRUTE					
Au 1 <sup>er</sup> janvier	9 844	38 653	38 785	511	87 793
Investissements	1 387	3 620	9 469	1 157	15 63
Cessions	(251)	(11 576) 8	(4 561)	(587)	(16 975 3 81
Variation de périmètre (1) Différences de conversion	817 (499)	(1 190)	2 992 (1 276)	(75)	(3 040
Autres	116	(3 187)	2 508	(190)	(753
Au 31 décembre	11 414	26 328	47 917	816	86 47
AMORTISSEMENTS, PERTES DE VALEUR					
Au 1 <sup>er</sup> janvier	(4 842)	(31 360)	(13 978)	(13)	(50 193
Amortissements	(1 295)	(4 096)	(11 553)	11	(16 933
Cessions et pertes de valeur	229	12 472	4 411	-	17 11:
Variation de périmètre Différences de conversion	- 241	920	119 892	- 1	11 2 05
Autres	1	2 895	(2 328)	-	56
Au 31 décembre	(5 666)	(19 169)	(22 438)	(1)	(47 274
VALEUR NETTE					
Au 1 <sup>er</sup> janvier	5 002	7 293	24 807	498	37 600
Au 31 décembre	5 748	7 159	25 479	815	39 20 <sup>-</sup>
			2012		
	Terrains et	Installations	2012		
(en milliers d'euros)	Terrains et constructions		2012 Autres	En-cours	Tota
		Installations techniques et		En-cours	Tota
(en milliers d'euros) VALEUR BRUTE Au 1 <sup>er</sup> janvier		Installations techniques et		En-cours 4 631	Tota
VALEUR BRUTE Au 1 <sup>er</sup> janvier	constructions	Installations techniques et outillages	Autres		92 50
VALEUR BRUTE  Au 1 <sup>or</sup> janvier  Investissements Cessions	constructions 2 901	Installations techniques et outillages 54 097	30 878 15 704 (4 661)	4 631	<b>92 50</b> 24 25 (11 959
VALEUR BRUTE  Au 1 <sup>er</sup> janvier  Investissements Cessions Variation de périmètre	2 901 2 571 (2 564)	Installations techniques et outillages  54 097  4 698 (223)	30 878 15 704 (4 661) 204	4 <b>631</b> 1 284 (4 511)	92 50 24 25 (11 959 20
VALEUR BRUTE  Au 1 <sup>er</sup> janvier  Investissements Cessions Variation de périmètre Différences de conversion	2 901 2 571	Installations techniques et outillages 54 097	30 878 15 704 (4 661)	<b>4 631</b> 1 284	92 50 24 25 (11 959 20 (603
VALEUR BRUTE  Au 1 <sup>or</sup> janvier  Investissements Cessions Variation de périmètre Différences de conversion Autres	2 901 2 571 (2 564) - (137)	Installations techniques et outillages  54 097  4 698 (223) - (127)	30 878 15 704 (4 661) 204 (320)	4 631 1 284 (4 511) - (19)	92 50 24 25 (11 959 20- (603 (16 613
VALEUR BRUTE  Au 1 <sup>er</sup> janvier  Investissements Cessions Variation de périmètre Différences de conversion Autres  Au 31 décembre	2 901 2 571 (2 564) (137) 7 073	Installations techniques et outillages  54 097  4 698 (223) - (127) (19 792)	30 878 15 704 (4 661) 204 (320) (3 020)	4 <b>631</b> 1 284 (4 511) - (19) (874)	92 50 24 25 (11 959 20 (603 (16 613
VALEUR BRUTE	2 901 2 571 (2 564) (137) 7 073	Installations techniques et outillages  54 097  4 698 (223) - (127) (19 792)	30 878 15 704 (4 661) 204 (320) (3 020)	4 <b>631</b> 1 284 (4 511) - (19) (874)	92 50 24 25 (11 959 20 (603 (16 613
VALEUR BRUTE  Au 1 <sup>er</sup> janvier  Investissements Cessions Variation de périmètre Différences de conversion Autres  Au 31 décembre  AMORTISSEMENTS, PERTES DE VALEUR	2 901 2 571 (2 564) (137) 7 073	Installations techniques et outillages  54 097  4 698 (223) (127) (19 792)  38 653	30 878 15 704 (4 661) 204 (320) (3 020) 38 785	4 631 1 284 (4 511) - (19) (874) 511	92 50 24 25 (11 958 20 (603 (16 613 87 79
VALEUR BRUTE  Au 1° janvier  Investissements Cessions Variation de périmètre Différences de conversion Autres  Au 31 décembre  AMORTISSEMENTS, PERTES DE VALEUR  Au 1° janvier  Amortissements Cessions et pertes de valeur	2 901 2 571 (2 564) - (137) 7 073 9 844 (1 817)	Installations techniques et outillages  54 097  4 698 (223) (127) (19 792)  38 653	30 878 15 704 (4 661) 204 (320) (3 020) 38 785 (16 872)	4 631  1 284 (4 511) - (19) (874)  511	92 50 24 25 (11 958 20 (603 (16 613 87 79
VALEUR BRUTE  Au 1° janvier  Investissements Cessions Variation de périmètre Différences de conversion Autres  Au 31 décembre  AMORTISSEMENTS, PERTES DE VALEUR  Au 1° janvier  Amortissements Cessions et pertes de valeur Variation de périmètre	2 901 2 571 (2 564) - (137) 7 073 9 844  (1 817) 144 1 692	Installations techniques et outillages  54 097  4 698 (223) - (127) (19 792)  38 653  (39 594)  (4 940) 251	30 878  15 704 (4 661) 204 (320) (3 020)  38 785  (16 872) (8 984) 3 816	4 631  1 284 (4 511)  (19) (874)  511	92 507 24 25 (11 959 20- (603 (16 613 87 79) (58 283 (14 101 5 75)
VALEUR BRUTE  Au 1° janvier  Investissements Cessions Variation de périmètre Différences de conversion Autres  Au 31 décembre  AMORTISSEMENTS, PERTES DE VALEUR  Au 1° janvier  Amortissements Cessions et pertes de valeur Variation de périmètre Différences de conversion	2 901 2 571 (2 564) (137) 7 073 9 844 (1 817)	Installations techniques et outillages  54 097  4 698 (223) - (127) (19 792)  38 653  (39 594) (4 940)	30 878 15 704 (4 661) 204 (320) (3 020) 38 785 (16 872) (8 984)	4 631  1 284 (4 511) - (19) (874)  511	92 50° 24 25° (11 959 200 (603) (16 613) 87 790 (58 283) (14 101) 5 750
VALEUR BRUTE  Au 1° janvier  Investissements Cessions Variation de périmètre Différences de conversion Autres  Au 31 décembre  AMORTISSEMENTS, PERTES DE VALEUR  Au 1° janvier  Amortissements Cessions et pertes de valeur Variation de périmètre Différences de conversion Autres	2 901 2 571 (2 564) - (137) 7 073 9 844  (1 817)  144 1 692 - 52	Installations techniques et outillages  54 097  4 698 (223) - (127) (19 792)  38 653  (39 594)  (4 940) 251 - 233	30 878  15 704 (4 661) 204 (320) (3 020)  38 785  (16 872) (8 984) 3 816 - 250	4 631  1 284 (4 511) - (19) (874)  511  - (321)	92 50; 24 25; (11 959 20- (603) (16 613) 87 79; (58 283) (14 101) 5 75; 53; 15 89;
VALEUR BRUTE  Au 1° janvier  Investissements Cessions Variation de périmètre Différences de conversion Autres  Au 31 décembre  AMORTISSEMENTS, PERTES DE VALEUR  Au 1° janvier  Amortissements Cessions et pertes de valeur Variation de périmètre Différences de conversion Autres  Au 31 décembre	2 901 2 571 (2 564) - (137) 7 073 9 844  (1 817) 144 1 692 - 52 (4 913)	Installations techniques et outillages  54 097  4 698 (223) (127) (19 792)  38 653  (39 594)  (4 940) 251 233 12 690	30 878  15 704 (4 661) 204 (320) (3 020)  38 785  (16 872)  (8 984) 3 816 - 250 7 812	4 631  1 284 (4 511) - (19) (874)  511  - (321) 308	92 50; 24 25; (11 959 20- (603) (16 613) 87 79; (58 283) (14 101) 5 75; 53; 15 89;
VALEUR BRUTE  Au 1° janvier  Investissements Cessions Variation de périmètre Différences de conversion Autres  Au 31 décembre  AMORTISSEMENTS, PERTES DE VALEUR  Au 1° janvier  Amortissements Cessions et pertes de valeur	2 901 2 571 (2 564) - (137) 7 073 9 844  (1 817) 144 1 692 - 52 (4 913)	Installations techniques et outillages  54 097  4 698 (223) (127) (19 792)  38 653  (39 594)  (4 940) 251 233 12 690	30 878  15 704 (4 661) 204 (320) (3 020)  38 785  (16 872)  (8 984) 3 816 - 250 7 812	4 631  1 284 (4 511) - (19) (874)  511  - (321) 308	

# 14. SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

Détail des participations dans les entreprises associées

(en milliers d'euros)	Roam Data	Korvac	ZTE Ingenico N.V.	Fixed & Mobile Pte Ltd	Total
% d'intérêt 1er janvier 2012 % d'intérêt 31 décembre 2012 % d'intérêt 31 décembre 2013	43,92% 83,63% 96,09%	49,00% 0,00% 0,00%	40,00%	100,00% 100,00% 30,00%	
Au 1er janvier 2012	4 080	14 185			18 265
Investissement	-		9 000		9 000
Quote part de résultat Ecarts de conversion Changement de méthode de consolidation <sup>(1)</sup> Cession	(250) (83) (3 747)	(212) 362 - (14 335)	-	- - - -	(462) 279 (3 747) (14 335)
Au 31 décembre 2012	-	-	9 000	-	9 000
Quote part de résultat Ecarts de conversion Changement de méthode de consolidation (2)	- - -	- - -	(239) (33) -	63 (109) 5 684	(176) (142) 5 684
Au 31 décembre 2013	•		8 728	5 638	14 366

<sup>(1)</sup> suite à la prise de contrôle en 2012, la société Roam Data est consolidée en intégration globale

#### 2013

Dans le courant du second semestre, le Groupe a cédé 70% de ses intérêts dans la société Fixed & Mobile Pte Ltd à Singapour. Le Groupe conserve 30% de ses intérêts dans cette société (cf. note 6 Faits marquants).

#### Méthode de consolidation

Compte tenu de la situation de gouvernance mise en place lors de la cession partielle, le contrôle étant exercé de façon conjointe entre le Groupe Ingenico et l'autre actionnaire de la société, la méthode de consolidation retenue est la mise en équivalence.

#### Perte de valeur

Au 31 décembre 2013, aucune perte de valeur du montant de ces investissements n'a été constatée dans les comptes consolidés du Groupe.

#### 2012

Dans le courant du second semestre, le Groupe avait acquis une participation dans la société Mobile Payment Solutions N.V. (renommée ZTE Ingenico N.V.) aux Pays-Bas.

#### Méthode de consolidation

Compte tenu de la situation de gouvernance mise en place lors des prises de participation, le contrôle étant exercé de façon conjointe entre le Groupe Ingenico et l'autre actionnaire de la société, la méthode de consolidation retenue était la mise en équivalence.

# Perte de valeur

Au 31 décembre 2012, aucune perte de valeur du montant de cet investissement n'avait été constatée dans les comptes consolidés du Groupe.

<sup>(2)</sup> suite à la perte de contrôle en 2013, la société Fixed & Mobile Pte Ltd. est consolidée en mise-en-équivalence

# 15. ACTIFS FINANCIERS

Au 31 décembre 2013 et 2012, les actifs financiers comprennent les dépôts et cautionnements versés, les titres de participation non consolidées et les autres créances rattachées.

(en milliers d'euros)	2013	2012
Créances rattachées à des participations	6 163	-
Autres actifs financiers non courants	2 739	4 270
TOTAL	8 902	4 270

En 2013, dans le cadre de la cession partielle de sa filiale Fixed & Mobile Pte Ltd, le Groupe a accordé un prêt de 8,5 millions de dollars américains remboursable au plus-tard dans 5 ans (cf. Note 6 Faits marquants).

## 16. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Au 31 décembre 2013 et 2012, les autres actifs non courants comprennent :

(en milliers d'euros)	2013	2012
Créanage	1.10	400
Créances Créances financières liées aux locations-financement	142 23 840	199 19 655
Créances fiscales hors impôt sur les sociétés	16	-
Créances d'impôt sur les sociétés	438	1 075
Charges constatées d'avance	214	228
Total	24 650	21 157

Les autres actifs non courants ont tous une échéance à plus d'un an.

# 17. STOCKS

(en milliers d'euros)	2013	2012
Matières premières et consommables	23 429	25 851
Produits finis	97 757	104 218
Dépréciations Mat. Prem. et consommables	(8 039)	(7 895)
Dépréciations Produits finis	(11 164)	(16 945)
Montants Nets	101 983	105 229

La diminution des stocks en valeur brute est principalement due à la cession de la société Fixed & Mobile Pte Ltd (4,5 millions d'euros). Le taux de dépréciation des stocks s'est légèrement infléchi entre 2012 et 2013.

# 18. CLIENTS ET CREANCES D'EXPLOITATION COURANTS

Les clients et créances d'exploitation s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	2013	2012
Fournisseurs : avances & acomptes versés	4 298	3 310
Créances clients sur ventes de biens et services	329 988	319 217
Créances financières liées aux locations-financement	17 215	15 514
Créances sur personnel & organismes sociaux	194	1 135
Créances fiscales - hors impôt sur les sociétés	18 974	14 907
Autres créances	3 420	1 297
Dépréciations pour créances douteuses	(24 635)	(21 921)
Dépréciations sur créances liées aux locations-financement	(939)	(1 230)
Dépréciations sur autres créances	(5)	(5)
Total	348 510	332 224

La balance âgée des créances commerciales se présente ainsi :

(en milliers d'euros)	Clôture	Non échus						
			< 120 jours	120 - 180 jours	> 180 jours			
Clients et comptes rattachés	329 988	243 898	72 154	2 512	11 425			
Dépréciations clients et comptes rattachés	(24 635)	(10 349)	(7 532)	(234)	(6 520)			
Net	305 353	233 549	64 622	2 278	4 905			

Les créances échues à plus de 180 jours non dépréciées (4,9 millions d'euros) concernent principalement easycash (2,4 millions d'euros), Fujian Landi (1,0 million d'euros) et Ingenico SA (0,7 million d'euros). Aucune de ces créances ne correspond à des situations de litiges et le Groupe n'anticipe pas de difficulté de recouvrement.

(en milliers d'euros)	Clôture	Non échus						
			< 120 jours	120 - 180 jours	> 180 jours			
Clients et comptes rattachés	319 217	237 205	64 797	3 321	13 894			
Dépréciations clients et comptes rattachés	(21 921)	(215)	(11 246)	(663)	(9 798)			
Net	297 296	236 991	53 551	2 658	4 096			

Les créances échues à plus de 180 jours non dépréciées (4,1 millions d'euros) concernent principalement easycash (2,8 millions d'euros) et Ingenico India (0,6 million d'euros). Aucune de ces créances ne correspond à des situations de litiges et le Groupe n'anticipe pas de difficulté de recouvrement.

# 19. RECONCILIATION DES ELEMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ENTRE LE BILAN ET LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

		2013					
Postes du bilan			1er janvier	Variations de périmètre	Variation nette du BFR	Ecart de conversion et autres mouvements	31 décembre
Stocks			105 229				101 983
do	nt postes du Bfr		105 229	(3 266)	5 385	(5 365)	101 983
Variation des stocks au tableau des flux de trésorerie	!	(1)	105 229	(3 266)	5 385	(5 365)	101 983
Autres actifs non courants			21 157				24 650
do	nt postes du Bfr	Autres actifs non courants	20 081	-	4 289	(158)	24 212
dor	nt postes hors Bfr	Autres créances hors exploitation	1 075				438
Clients et créances d'exploitation			332 224				348 510
do	nt postes du Bfr	Créances clients	303 176	1 115	25 647	(34 559)	295 379
do	nt postes du Bfr	Autres créances d'exploitation	29 048	294	2 391	21 398	53 131
dor	nt postes hors Bfr	Autres créances hors exploitation					
Autres actifs courants			20 111				30 240
do	nt postes du Bfr	Autres créances d'exploitation	12 123	593	4 878	(4 769)	12 825
dor	nt postes hors Bfr	Autres créances hors exploitation	7 975				17 415
Variation des créances au tableau des flux de trésore	rie	(2)	364 428	2 002	37 205	(18 088)	385 547
Autres dettes non courantes			20 622				24 568
do	nt postes du Bfr	Dettes fournisseurs	20 082	-	3 584	(2 513)	21 153
dor	nt postes hors Bfr	Autres dettes hors explotation	541				3 415
Dettes fournisseurs et autres dettes courantes			280 559				327 859
do	nt postes du Bfr	Dettes fournisseurs	206 998	1 025	32 706	(17 826)	222 903
do	nt postes du Bfr	Autres dettes courantes	73 561	3 002	24 703	3 736	104 956
dor	nt postes hors Bfr	Autres dettes hors explotation	50				
Dettes diverses			85 808				110 511
do	nt postes du Bfr	Autres dettes	66 901	11 413	19 763	(4 235)	93 842
dor	nt postes hors Bfr	Autres dettes hors explotation	18 909				16 669
Variation des dettes au tableau des flux de trésorerie		(3)	367 542	15 440	80 756	(20 838)	442 854
Variation du besoin en fonds de roulement		-(1)-(2)+(3)	(102 116)	16 704	38 166	2 615	(44 676)

<sup>(</sup>a) Concerne le put lié à l'acquisition de la société Roam Data Inc. ainsi que les compléments de prix issus de l'acquisition de Ingenico Payment System LLC et de l'acquisition des actifs de PT Integra (cf. note 31 « Dettes diverses »).

Postes du bilan			Variations de	Variation	Ecart de conversion et autres	
		1er janvier	périmètre	nette du BFR	mouvements	31 décembre
Stocks		94 899				105 229
dont postes du Bfr		94 899	11	11 727	(1 408)	105 229
Variation des stocks au tableau des flux de trésorerie	(1)	94 899	11	11 727	(1 408)	105 229
Autres actifs non courants		20 353				21 157
dont postes du Bfr	Autres actifs non courants	18 604	141	1 688	(353)	
dont postes hors Bfr	Autres créances hors exploitation	1 748				1 075
Clients et créances d'exploitation		335 329				332 224
dont postes du Bfr	Créances clients	311 239	385		7 274	
dont postes du Bfr	Autres créances d'exploitation	24 090	174	14 729	(9 944)	29 048
dont postes hors Bfr	Autres créances hors exploitation					
Autres actifs courants		11 209				20 111
dont postes du Bfr	Autres créances d'exploitation	10 892	93	812	326	
dont postes hors Bfr	Autres créances hors exploitation	316				7 975
Variation des créances au tableau des flux de trésorerie	(2)	364 826	793	1 507	(2 696)	364 428
Autres dettes non courantes		11 869				20 622
dont postes du Bfr	Dettes fournisseurs	11 366	-	11 542	(2 826)	
dont postes hors Bfr	Autres dettes hors explotation	502				541
Dettes fournisseurs et autres dettes courantes		297 331				280 559
dont postes du Bfr	Dettes fournisseurs	227 044	1 044	(,	(4 907)	
dont postes du Bfr	Autres dettes courantes	70 238	-	2 625	649	
dont postes hors Bfr	Autres dettes hors explotation	50	-			50
Dettes diverses		79 855				85 808
dont postes du Bfr	Autres dettes	44 016	194	18 102	4 588	66 901
dont postes hors Bfr	Autres dettes hors explotation	35 839				18 909 <sup>(a)</sup>
Variation des dettes au tableau des flux de trésorerie	(3)	352 664	1 238	16 086	(2 496)	367 542
Variation du besoin en fonds de roulement	-(1)-(2)+(3)	(107 062)	435	2 852	1 608	(102 116)

<sup>(</sup>a) Concerne les puts liés aux acquisitions des sociétés Roam Data Inc. et Fixed & Mobile Pte Ltd. (cf. note 31 « Dettes diverses »).

# 20. AUTRES ACTIFS COURANTS ET CREANCES D'IMPÔT

(en milliers d'euros)	2013	2012
Charges constatées d'avance	12 826	12 123
Prêts, cautionnements et autres créances	17 414	7 988
Total	30 240	20 111
	00 1 10	20111
Etat, Impôt sur les bénéfices	6 771	3 820

Au 31 décembre 2013, les prêts, cautionnements et autres créances comprennent une créance de 5,0 millions d'euros liée à la cession partielle de Fixed & Mobile Pte Ltd (cf. Note 6 Faits marquants). Ils comprennent également des liquidités liées à l'activité de la filiale Tunz qui ne correspondent pas à la définition de trésorerie ou équivalent de trésorerie, pour 10,3 millions d'euros.

Au 31 décembre 2012, les prêts, cautionnements et autres créances comprenaient une créance liée à la cession de Korvac pour 7,6 millions d'euros.

# 21. ACTIFS ET PASSIFS DESTINES A ETRE CEDES

Au 31 décembre 2013, aucun actif ni passif n'est destiné à être cédé.

# 22. CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

Nombre d'actions en circulation

	2013	2012
Emises au 1er Janvier	52 487 658	51 980 303
Emises dans le cadre des options exercées et des distributions de dividendes	598 651 <sup>(1)</sup>	432 060
Emises dans le cadre de la fusion avec Xiring (2)	=	75 295
Emises dans le cadre de l'augmentation de capital reservée aux salariés	-	-
Emises dans le cadre de l'augmentation de capital par incorporation de réserves	-	-
Annulation dans le cadre de l'opération de réduction de capital	-	-
Emises au 31 décembre	53 086 309	52 487 658
Actions propres au 31 décembre	280 794	252 637

<sup>(1)</sup> ce nombre inclut 581 967 actions liées au paiement du dividende en actions cf. Note V "Variation des capitaux propres"

Au 31 décembre 2013, le capital social d'Ingenico SA est composé de 53 086 309 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

Le 27 février 2013, le Conseil d'administration a approuvé le paiement du dividende en actions par incorporation de réserves. Cette opération a été réalisée le 29 mai 2013 et 581 967 actions ont été souscrites.

Le 4 juillet 2012, le Président du Conseil d'administration, après avoir constaté la réalisation de la fusion avec Xiring, avait constaté l'augmentation du capital de la Société par émission de 75 295 actions nouvelles entièrement libérées attribuées aux actionnaires de Xiring (autres qu'Ingenico) à raison d'une action Ingenico pour deux actions Xiring, conformément au traité de fusion.

## **Actions propres**

(en euros)	2012	Acquisitions	Cessions	Autres	2013
Nombres de titres	252 637	2 166 112	(2 137 955)	-	280 794
Valeur	23,35	51,76	51,85	-	25,53
Total	5 899 664	112 122 657	(110 855 013)	-	7 167 308
(en euros)	2011	Acquisitions	Cessions	Autres	2012
Nombres de titres	868 484	2 462 879	(2 549 803)	(528 923)	252 637
Valeur	20,36	37,47	37,06	18,09	23,35
Total	17 683 462	92 272 575	(94 487 246)	(9 569 127)	5 899 664

<sup>(2)</sup> actions émises dans le cadre de la fusion Xiring par décision du Président du conseil d'Administration du 4 juillet 2012

## Actions acquises pour être attribuées ou annulées

En 2013, il a été fait usage de deux autorisations de l'Assemblée :

- celle donnée par l'Assemblée Générale du 29 avril 2013 qui s'était substituée à celle du 3 mai 2012 et autorisant le Conseil d'administration à faire racheter par la société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L.225-209 du Code de commerce (autorisation de mise en œuvre par décision du Conseil d'administration du 29 avril 2013 et renouvellement de l'autorisation par décision du Conseil d'administration du 30 avril 2013).
- celle donnée par l'Assemblée Générale du 3 mai 2012 qui s'était substitué à l'autorisation du 28 avril 2011 (mise en œuvre par décision du Conseil d'administration du 3 mai 2012).

Le portefeuille des actions achetées en nom propre, afin de servir les plans d'attributions d'actions gratuites ou de réduire le capital était de 244 241 actions au 31 décembre 2012. Au 31 décembre 2013, il est de 280 794 actions au cours moyen 25,53 euros du fait de l'acquisition de 37 000 actions durant l'exercice et du prélèvement de 447 actions pour servir les plans d'actions gratuites.

En 2012, le portefeuille des actions achetées en nom propre était de 768 989 actions au 31 décembre 2011 et de 244 241 actions au 31 décembre 2012 au cours moyen de 22,68, du fait de l'acquisition de 4 175 actions durant l'exercice et du prélèvement de 528 923 actions pour servir les plans d'actions gratuites arrivés à échéance durant l'année.

#### Actions propres acquises dans le cadre du contrat de liquidité

En 2013, 2 129 112 actions ont été acquises au cours moyen de 51,89 euros et 2 137 508 actions ont été vendues au cours moyen de 51,86 euros.

Au 31 décembre 2013, le portefeuille des actions propres ne contient pas d'action afférant au contrat de liquidité.

En 2012, 2 458 704 actions ont été acquises au cours moyen de 37,47 euros et 2 549 803 actions ont été vendues au cours moyen de 37,06 euros.

Le portefeuille des actions afférant au contrat de liquidité était de 8 396 actions au 31 décembre 2012.

# Caractéristiques des plans en vigueur au 31 décembre 2013

Les principales caractéristiques des plans en vigueur au 31 décembre 2013 sont les suivantes :

# a) Plans d'option de souscription d'actions

L'Assemblée des actionnaires avait autorisé le 4 mai 2000 et le 18 octobre 2004 le Conseil d'administration à consentir à un certain nombre de collaborateurs pendant un délai respectif de cinq ans et 24 mois des options donnant droit à la souscription d'actions. Six tranches d'options de souscription d'actions ont été attribuées du 15 avril 2003 au 20 septembre 2005.

En 2007, suite à un ajustement, réalisé pour tenir compte du versement du dividende prélevé sur la prime d'émission, 3 904 options supplémentaires avaient été accordées aux bénéficiaires n'ayant pas encore exercé leur droit au 27 juin 2007 (date du Conseil d'administration ayant validé le calcul de l'ajustement).

En 2010, suite à un ajustement réalisé pour tenir compte d'une augmentation de capital par incorporation de réserves, 11 457 options supplémentaires ont été accordées aux bénéficiaires n'ayant pas encore exercé leur droit au 11 mai 2010 (date du Conseil d'administration ayant décidé de cette augmentation de capital).

En 2012, suite à un ajustement réalisé pour tenir compte du versement du dividende prélevé sur le poste « Prime d'émission », 112 options supplémentaires ont été accordées aux bénéficiaires n'ayant pas encore exercé leur droit au 11 mai 2012. Le ratio d'attribution d'actions est porté, à compter du 11 mai 2012, de 1 action à 1,004 action Ingenico pour 1 OCEANE.

Les tranches B, E, D et A, intégralement souscrites, se sont terminées en 2005, 2007, 2008 et 2011, les tranches C et F, intégralement souscrites, se sont terminées en 2012. La tranche H s'est terminée en 2013.

Aucun nouveau plan de souscription d'actions n'a été mis en place dans le courant de l'année 2013.

Le nombre d'options existantes au 31 décembre 2013 est de zéro.

#### Tranche C

Le Conseil d'administration du 20 avril 2004 avait attribué une troisième tranche d'options dite Tranche C, et avait déterminé la liste des bénéficiaires de la Tranche C, le nombre d'options attribués à chacun d'eux et le prix de souscription.

Le prix de souscription de la Tranche C avait été fixé à 10,93 euros représentant 95 % de la moyenne des cours d'ouverture des vingt séances de Bourse précédant la date d'attribution (20 avril 2004). Ce prix a été modifié en 2007 à 10,88 euros et en 2010 à 10,36 euros.

Ce plan d'options de souscription d'options est arrivé à échéance en 2012.

#### Tranche F

Le Conseil d'administration du 14 décembre 2004 avait attribué une nouvelle tranche d'options dite Tranche F, et avait déterminé la liste des bénéficiaires de la Tranche F, le nombre d'options attribués à chacun d'eux et le prix de souscription. Le prix de souscription de la Tranche F avait été fixé à 11,68 euros représentant 95 % de la moyenne des cours d'ouverture des vingt séances de Bourse précédant la date d'attribution. Ce prix a été modifié en 2007 à 11,62 euros, en 2010 à 11,07 euros et à 11,03 euros en 2012.

Ce plan d'options de souscription d'actions est arrivé à échéance en 2012.

#### Tranche H

Le Conseil d'administration du 20 septembre 2005 avait attribué, en date du 19 octobre 2005, une nouvelle tranche d'options dite Tranche H, et avait déterminé la liste des bénéficiaires de la Tranche H, le nombre d'options attribués à chacun d'eux et le prix de souscription. Le prix de souscription de la Tranche H avait été fixé à 11,62 euros représentant la moyenne des cours d'ouverture des vingt séances de Bourse précédant la date d'attribution sans décote. Le prix de souscription a été modifié en 2007 à 11,56 euros et à 10,97 euros en 2012.

Ce plan d'options de souscription d'actions est arrivé à échéance en 2013.

#### b) Actions gratuites

L'Assemblée générale des actionnaires du 19 avril 2005 avait autorisé le conseil à attribuer gratuitement des actions existantes ou à émettre, à des salariés ou mandataires du Groupe, dans la limite de 2 % du capital social de la Société au jour de l'Assemblée soit 596 052 actions. Cette limite avait été portée à 599 046 actions par l'Assemblée générale du 5 mai 2006, représentant 2 % du capital.

L'Assemblée générale des actionnaires du 5 mai 2006 avait ensuite autorisé le conseil à attribuer gratuitement des actions existantes ou à émettre à des salariés ou mandataires du Groupe, dans la limite de 3 % du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration soit 898 569 actions.

L'Assemblée générale des actionnaires du 11 mai 2010 a autorisé le conseil à attribuer gratuitement des actions existantes ou à émettre à des salariés ou mandataires du Groupe dans la limite de 2 % du capital social au jour de la tenue du Conseil d'administration.

Au 14 décembre 2005, 100 000 actions gratuites avaient été attribuées au Directeur général, M. Amedeo d'Angelo, réparties en attributions trimestrielles sur 2006 du quart de ce montant à la fin de chaque trimestre. Au 31 décembre 2005, il avait été attribué 65 000 actions dont 10 000 au Président, 50 000 au Directeur général.

Le 15 mars 2006, le Conseil d'administration avait décidé la mise en place d'un plan d'attribution d'actions gratuites aux managers clés de la Société : 635 000 actions ont ainsi été attribuées en plusieurs sous-groupes à 41 bénéficiaires. Sur cet ensemble, 150 000 actions ont été attribuées à des membres du Comité exécutif.

L'attribution des actions n'est définitive qu'à l'expiration d'une période de deux ans et à condition qu'à cette date, le bénéficiaire soit toujours employé du Groupe Ingenico. Les actions doivent être conservées par les bénéficiaires pendant une nouvelle période de deux ans après leur acquisition.

Aucun plan d'attribution d'actions gratuites n'avait été mis en place dans le courant de l'année 2007. Suite à un ajustement réalisé pour tenir compte du versement du dividende prélevé sur la prime d'émission, 3 522 actions gratuites supplémentaires avaient été accordées aux bénéficiaires n'ayant pas encore exercé leur droit au 27 juin 2007 (date du Conseil d'administration ayant validé le calcul de l'ajustement).

Lors du Conseil d'administration du 17 juillet 2007, il avait été attribué 100 000 actions gratuites au Directeur général, M. Philippe Lazare, réparties en attributions trimestrielles de 25 % par trimestre. M. Jacques Stern s'est vu attribuer 15 000 actions gratuites à partir de sa date de nomination en tant que Président du Conseil d'administration.

60 290 actions propres avaient été prélevées en juin 2007 pour servir un plan d'attribution d'actions gratuites arrivant à échéance et concernant MM. Znaty et d'Angelo.

100 000 actions ont été créées en 2007 par augmentation de capital et prélèvement sur la prime d'émission pour servir le plan d'attribution tombant à échéance le 14 décembre 2009 et concernant M. Amedeo d'Angelo (cf. supra).

Le Conseil d'administration du 23 janvier 2008 avait décidé la mise en place d'un plan d'attribution d'actions gratuites, faisant usage de l'autorisation de l'Assemblée du 5 mai 2006 et de celle alors à venir de l'Assemblée du 14 mars 2008.

Lors du Conseil d'administration du 11 mars 2009, il a été attribué 75 000 actions gratuites au Directeur général, M. Philippe Lazare.

Le Conseil d'administration du 24 juin 2009 a décidé d'attribuer 75 000 actions gratuites au Directeur général, M. Philippe Lazare, et 10 000 actions gratuites à M. Jacques Stern en tant que Président du Conseil d'administration. Par ailleurs, 115 000 actions gratuites ont été attribuées aux Directeurs généraux opérationnels du Groupe.

Le Conseil d'administration du 30 mars 2010 a décidé l'attribution de 37 555 actions gratuites.

Aucun plan d'attribution d'actions gratuites n'a été mis en place en 2011.

Le Conseil d'administration du 22 juin 2012 a décidé l'attribution de 73 000 actions gratuites (maximum attribuable sous conditions de présence et du niveau d'atteinte de critères de performance lié à l'EBITDA consolidé au 31 décembre 2013).

Aucun plan d'attribution d'actions gratuites n'a été mis en place en 2013.

Au 31 décembre 2012, il restait 72 000 actions gratuites attribuées. Compte tenu de l'attribution de 5 500 actions et de l'annulation de 9 000 actions en 2013, le nombre d'actions gratuites existantes au 31 décembre 2013 s'élève à 68 500.

#### c) Plans de co-investissement

## Premier plan

Le Conseil d'administration du 30 mars 2010 avait également décidé la mise en place d'un plan de coinvestissement destiné aux premiers dirigeants du Groupe.

Ce plan a pris la forme d'un accord avec les bénéficiaires, au terme duquel il est prévu d'attribuer, sous conditions de souscription d'actions de la Société, de présence et de performance (externe et interne) un nombre variable d'actions gratuites.

La période de souscription s'est achevée le 15 avril 2010. Le Conseil d'administration du 11 mai 2010 a arrêté le nombre définitif d'actions souscrites (79 054 titres) et le nombre maximal d'actions pouvant leur être attribué (553 378 titres).

Le nombre maximal d'actions de ce plan était de 474 640 actions gratuites au 31 décembre 2011, compte tenu de la revalorisation des droits consécutive à l'augmentation de capital par incorporation de réserves (27 650 actions gratuites supplémentaires) décidée par le Conseil d'administration du 11 mai 2010 et des annulations de droit intervenues en 2010 (32 728 actions) et en 2011 (73 660 actions).

Compte tenu des annulations de droits intervenues en 2012 (12 274), et du niveau d'atteinte des critères de performance externe et interne, le nombre final d'actions acquises, le 11 mai 2012, par les attributaires est de 462 366 (sept actions ayant été acquises par chaque attributaire présent pour une action investie).

#### Deuxième plan

Le Conseil d'administration du 21 mai 2012 a décidé la mise en place d'un nouveau plan de co-investissement destiné aux 47 premiers dirigeants du Groupe. Comme le précédent plan, il a pris la forme d'un accord avec les bénéficiaires, au terme duquel, sous conditions de souscription et de présence, il est prévu d'attribuer un nombre variable d'actions en fonction du niveau d'atteinte de critères de performance externe (performance relative de l'action Ingenico par rapport à l'indice SBF120) et interne (EBITDA consolidé au 31 décembre 2013). Le nombre maximal d'actions pouvant être attribué et à émettre est de 8 pour 1 action investie.

La période de souscription de ce plan s'est achevée le 12 juin 2012. Le Conseil d'administration du 22 juin 2012 a approuvé la liste des bénéficiaires et le nombre maximal pouvant être attribué après achat des actions investies sur les journées de Bourse des 22 et 25 juin 2012.

Le nombre d'actions souscrites s'est élevé à 49 048 donnant droit à un nombre maximal d'actions pouvant être attribuées de 392 384. Compte tenu des annulations de droits intervenues depuis la mise en place du plan (75 000), le nombre maximal d'actions attribuables est de 317 384 au 31 décembre 2013.

# Évolution des plans d'options sur titre et actions de la période

	2013							
	Options/Actions en circulation au 1 <sup>er</sup> janvier	Options/Actions attribuées au cours de l'exercice	Actions acquises	Options/Actions annulées, rendues caduques, autres mouvements	Nombre d'options/ Actions existantes au 31 décembre	Durée de vie moyenne pondérée (en année)	Prix d'exercice moyen pondéré (en €)	
Tranche H	16 684	-	16 684	-	-	8	10,97 €	
Actions gratuites	72 000	5 500	-	9 000	68 500	-	-	
Co-investissement	357 488	-	-	40 104	317 384	-	-	
Total	446 172	5 500	16 684	49 104	385 884			

	2012						
	Options/Actions en circulation au 1 <sup>er</sup> janvier	Options/Actions attribuées au cours de l'exercice	Options Exercées/ Actions acquises sur la période	Options/Actions annulées, rendues caduques, autres mouvements	Nombre d'options/ Actions existantes au 31 décembre <sup>(1)</sup>	Durée de vie moyenne pondérée (en année)	Prix d'exercice moyen pondéré (en €)
Tranche C	1 056	-	1 056	-	-	8	10,36 €
Tranche F	14 406	39	4 235	10 210	-	8	11,07 €
Tranche H	19 611	73	3 000	-	16 684	8	11,01 €
Actions gratuites	68 309	73 000	66 557	2 752	72 000	-	-
Co-investissement	474 640	392 384	462 366	47 170	357 488	-	-
Total	578 022	465 496	537 214	60 132	446 172		

<sup>(1)</sup> dont 16 684 exerçables au 31 décembre 2012

## Juste valeur des options et actions gratuites attribuées

Ingenico évalue la juste valeur des biens ou services reçus pendant la période en se fondant sur la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués.

# Pour les stocks options

La valeur de départ de l'action a été prise à la date d'attribution.

La volatilité considérée est la volatilité historique calculée sur une période d'un an précédant la date d'attribution, à l'exception des plans A et B pour lesquels la volatilité considérée a été établie sur la base d'une analyse multicritères portant sur la volatilité implicite d'instruments financiers à la date de calcul.

La courbe de taux d'intérêt est calculée à partir des taux monétaires et des taux swaps de Bloomberg.

#### Pour les attributions gratuites d'actions

La juste valeur est constituée par le cours de l'action à leur date d'attribution.

#### Incidence sur les états financiers

#### Sur l'exercice 2013

En fonction des paramètres de calcul utilisées dans la détermination de la juste valeur des actions gratuites attribuées dans le cadre des plans d'actions gratuites et de co-investissement et après estimation des critères internes et externes de valorisation (présence et performance le cas échéant), la charge reconnue en résultat opérationnel courant au titre de l'exercice 2013 s'élève à 6 730 milliers d'euros, y compris la charge relative aux plans de stock-options de la filiale Roam Data Inc. (257 milliers d'euros).

#### Sur l'exercice 2012

En fonction des paramètres de calcul utilisées dans la détermination de la juste valeur des actions gratuites attribuées dans le cadre des plans d'actions gratuites et de co-investissement et après estimation des critères internes et externes de valorisation (présence et performance le cas échéant), la charge reconnue en résultat opérationnel courant au titre de l'exercice 2012 s'élèvait à 5 060 milliers d'euros, y compris la charge relative aux plans de stock-options de la filiale Roam Data Inc. (134 milliers d'euros).

## 23. RESULTAT PAR ACTION

# Résultat de base par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions ordinaires achetées par le Groupe et détenues comme actions propres. Le nombre moyen d'actions ordinaires est une moyenne annuelle pondérée calculée en fonction de la date d'émission ou de rachat des actions au cours de l'exercice.

	2013	2012
Résultat de la période part du Groupe (en milliers d'euros)  Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	114 074 52 534 237	96 854 51 799 506
Résultat de base par action (en euros)	2,17	1,87

# Résultat dilué par action

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires est ajusté pour prendre en compte l'effet de la conversion de tous les instruments dilutifs.

Au 31 décembre 2013, les instruments dilutifs comprennent les options de souscription d'actions, les actions gratuites, et les obligations convertibles ou échangeables en actions nouvelles ou existantes (OCEANE).

(en milliers d'euros)	2013	2012
Résultat de la période part du Groupe	114 074	96 854
Charge d'intérêts sur l'emprunt obligataire convertible OCEANE (nette d'impôts)	9 127	8 866
Résultat de la période part du Groupe dilué	123 201	105 720
Nombre moyen pondéré d'actions existantes	52 534 237	51 799 506
Incidence des instruments dilutifs :		
- exercice des options de souscriptions d'actions et actions gratuites	321 775	178 702
- conversion des obligations convertibles	6 677 350	
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)	59 533 362	58 655 558
Décultat dilué per estien (en euros)	2.07	1 90
Résultat dilué par action (en euros)	2,07	1,80

#### 24. DETTES FINANCIERES NETTES

Les dettes financières nettes du Groupe Ingenico sont représentées par les dettes financières courantes et non courantes, diminuées des placements réalisables à court terme, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Les équivalents de trésorerie dont la disponibilité est inférieure à 3 mois sont classés en trésorerie dès lors qu'ils sont considérés comme très liquides, faciles à convertir en cash et avec un risque de perte de valeur très faible, conformément à la définition d'IAS 7. À défaut, ils sont classés en placements.

Les dettes financières peuvent s'analyser selon leurs échéances. Les dettes financières à court terme regroupent à la fois la part à moins d'un an des endettements à long terme, ainsi que les dettes financières dont la durée est inférieure à un an.

(en milliers d'euros)	2013	2012
Emprunts obligataires	227 098	220 264
Dettes bancaires	328 035	155 868
Dettes liées aux contrats de location-financement	2 188	2 188
Autres dettes financières	3 105	3 063
Dettes financières à long terme	560 426	381 383
Dettes bancaires ou assimilées	53 487	52 500
Dettes liées aux contrats de location-financement	1 804	3 602
Concours bancaires et autres dettes financières	25 891	14 665
Intérêts courus non échus	6 880	6 878
Dettes financières à court terme	88 062	77 645
Total des dettes financières	648 488	459 028
Trésorerie	265 083	236 996
Valeur mobilières de placement et dépôts à terme	87 024	147 156
Trésorerie et équivalents de trésorerie	352 107	384 152
Dette financière nette	296 381	74 876
Dette imanciere nette	290 301	74 070

Détail des dettes financières

Au 31 décembre 2013, les dettes bancaires et obligataires à court et à long terme s'élèvent à 615,5 millions d'euros, dont :

- 227,1 millions d'euros correspondent à un emprunt obligataire convertible émis en mars 2011 ;
- 156,4 millions d'euros correspondent à la tranche amortissable du crédit syndiqué renégocié en août 2011;
- 225,1 millions d'euros correspondent à des nouveaux tirages et emprunts souscrits en 2013 décrits ciaprès;
- 6,9 millions d'euros d'intérêts courus non échus relatifs à l'emprunt obligataire convertible.

## 2012

Au 31 décembre 2012, les dettes bancaires et obligataires à court et à long terme s'élevaient à 435,5 millions d'euros, dont 428,6 millions d'euros correspondaient d'une part à un emprunt obligataire convertible émis en mars 2011 et d'autre part à la tranche amortissable du crédit syndiqué renégocié en août 2011.

#### 1) Dette obligataire

Le Groupe a émis des obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions Ingenico nouvelles ou existantes (OCEANES), ayant pour date de jouissance le 11 mars 2011 et pour échéance le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 250 millions d'euros et il est représenté par 6.677.350 obligations d'une valeur nominale unitaire de 37,44 euros. Les obligations portent intérêts au taux nominal annuel de 2,75%. Le taux d'intérêt, après imputation des frais d'émission d'emprunts et reclassement de la composante capitaux propres de l'emprunt, se situe à 6,22%.

Cette opération a donné lieu à une note d'information qui a obtenu le visa n°11-062 de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 3 mars 2011.

#### Conversion et/ou échange des obligations en actions

A tout moment, à compter de la date d'émission des obligations, soit le 11 mars 2011, et jusqu'au 7<sup>ème</sup> jour ouvré inclus qui précède la date de remboursement normale ou anticipée, les porteurs d'obligations pourront demander l'attribution d'actions de la Société à raison de 1,004 actions pour une obligation, sous réserve d'ajustements.

La Société pourra à son gré remettre des actions nouvelles à émettre ou des actions existantes ou une combinaison des deux.

#### Amortissement normal

Les obligations seront amorties en totalité le 1er janvier 2017 par remboursement au pair.

# Amortissement anticipé au gré de la Société

La Société peut procéder à l'amortissement anticipé des obligations :

- à tout moment, sans limitation de prix ni de quantité, de tout ou partie des obligations, soit par rachats en bourse ou hors bourse, soit par des offres de rachat ou d'échange ;
- à tout moment, à compter du 15 janvier 2015 jusqu'à l'échéance des obligations, pour la totalité des obligations en circulation sous réserve d'un préavis d'au moins 30 jours calendaires, par remboursement au pair majoré des intérêts courus, si la moyenne arithmétique, calculée sur 20 jours de bourse consécutifs parmi les 30 qui précèdent la parution de l'avis de remboursement anticipé, des produits des premiers cours cotés de l'action de la Société constatés sur Euronext Paris et du ratio d'attribution d'actions en vigueur à chaque date, excède 130% de la valeur nominale des obligations;
- à tout moment, pour la totalité des obligations en circulation sous réserve d'un préavis d'au moins 30 jours calendaires, par remboursement, au pair majoré des intérêts courus, si leur nombre restant en circulation est inférieur à 10% du nombre d'obligations émises.

## Remboursement anticipé au gré des porteurs

En cas de changement de contrôle de la Société, tout porteur d'obligations pourra demander le remboursement de tout ou partie de ses obligations, au pair majoré des intérêts courus depuis la dernière date de paiement des intérêts jusqu'à la date fixée pour le remboursement anticipé.

## Exigibilité anticipée

La note d'information contient des dispositions habituelles concernant l'exigibilité anticipée à l'initiative du représentant de l'Assemblée des porteurs d'obligations, notamment en cas de défaut de paiement de la Société de toute somme due au titre de toute obligation à sa date d'exigibilité, en cas de défaut de paiement au-delà d'un seuil minimum de manquement de toute dette d'emprunt ou de garantie de dette d'emprunt de la Société ou d'une filiale importante, en cas d'inexécution par la Société de toute autre stipulation relative aux obligations, en cas de liquidation , dissolution ou de cession totale des actifs de la Société, ainsi que dans le cas où les actions ordinaires de la Société ne seraient plus admises aux négociations sur Euronext Paris ou sur un autre marché réglementé de l'Union Européenne.

## Répartition de l'océane entre capitaux propres et passifs financiers

En application du principe de comptabilisation décrite au paragraphe « Instruments financiers composés » des règles et méthodes comptables page 45 du document de référence 2010, la juste valeur de la dette correspondante au passif du bilan, ainsi que la part affectée en capitaux propres, sont calculées à la date de l'émission de l'OCEANE, soit le 11 mars 2011.

La juste valeur de la dette au bilan, incluse dans les dettes à long terme, est calculée au jour de l'émission par référence au taux moyen du marché pour une obligation non convertible. La différence entre la valeur faciale de l'emprunt bancaire obligataire et sa juste valeur est affectée en capitaux propres dans les autres réserves, net d'impôts différés.

L'OCEANE étant émise à un taux d'intérêt nominal de 2,75%, inférieur à celui du marché (pour la période, le taux de financement comparable est de 5,89%, sur la base d'un mid swap interpolé de 3,14%), la juste valeur de la composante dette équivaut à 208,83 millions d'euros à l'origine et à 37,02 millions d'euros pour la composante optionnelle, après prise en compte du coût du put « investisseurs » et de l'imputation des frais d'émission (4,14 millions d'euros répartis au prorata entre dette et capitaux propres).

Au 31 décembre 2013, la valeur de la composante dette au bilan de l'OCEANE s'élève à 227,1 millions d'euros.

#### 2) Dettes bancaires

## Crédit syndiqué

Le crédit syndiqué mis en place en août 2011 a été complété en mars 2013 au moment de l'acquisition du groupe Ogone. Le crédit se décompose depuis lors comme suit :

- une tranche de 210 millions d'euros, amortissable pour une durée de 4 ans, tirée en totalité en août 2011. Les amortissements s'étalent sur la durée du prêt à partir du 31 mars 2013 : 26,25 millions d'euros par semestre jusqu'au 30 septembre 2013, puis 52,5 millions d'euros par an jusqu'au 5 août 2016 ;
- une tranche de 140 millions d'euros remboursable in fine en août 2016, tirée en totalité en mars 2013;
- une tranche à tirages renouvelables de 150 millions d'euros, remboursable à l'échéance, tirée au 31 décembre 2013 à hauteur de 49,5 millions d'euros.

En mars 2013, Ingenico SA a également souscrit une facilité de crédit bilatérale avec une banque pour un montant de 35 millions d'euros. Cette facilité de crédit a une durée de 5 ans et fonctionne par tirages renouvelables. Au 31 décembre 2013 elle était tirée intégralement.

Dans le cadre du crédit syndiqué souscrit en 2011 et du crédit bilatéral souscrit en mars 2013, le Groupe s'est engagé à respecter certains ratios financiers qui sont testés tous les semestres de chaque année, sur la base des comptes consolidés pro-forma :

- le ratio dettes nettes sur fonds propres doit rester inférieur à 80%
- les dettes nettes doivent être inférieures à 2,5 fois l'EBITDA.

Le Groupe s'est également engagé à respecter certains covenants juridiques usuels. Ces ratios sont respectés au 31 décembre 2013.

Des cas de remboursement anticipé sont prévus à l'initiative d'Ingenico ou des prêteurs dans les cas usuels.

Au 31 décembre 2012, les dettes bancaires étaient composées uniquement du crédit syndiqué mis en place en août 2011 pour sa tranche amortissable de 210 millions d'euros.

#### 3) Concours bancaires

Les concours bancaires s'élèvent à 23,0 millions d'euros au 31 décembre 2013, et sont attribuables principalement à la société easycash GmbH.

Les concours bancaires s'élevaient à 13,3 millions d'euros au 31 décembre 2012, et étaient attribuables à la société easycash GmbH.

# 4) Dettes liées aux contrats de location financement

Au 31 décembre 2013, les dettes relatives aux contrats de location financement concernent principalement la société easycash GmbH pour un montant de 1,7 millions d'euros et la société Ingenico Italia pour 1,9 millions d'euros.

Au 31 décembre 2012, les dettes relatives aux contrats de location financement concernaient principalement les sociétés easycash GmbH pour un montant de 4,7 millions d'euros et la société Ingenico Italia pour 1,0 million d'euros.

Principales caractéristiques des emprunts et dettes financières

## Taux d'intérêts et échéances

2013

(en milliers d'euros)	Montant	Taux moyen annuel	Moins de 1 an	1 - 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires	227 098	2,75%	-	227 098	-
Dettes bancaires	381 522	1,67%	53 487	328 035	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	3 992	2,52%	1 804	2 188	-
Concours bancaires	22 991		22 991	-	-
Autres dettes financières	6 005		2 900	3 088	17
Intérets courus sur emprunts	6 880		6 880	-	-
Total des dettes financières	648 488		88 062	560 409	17

2012

(en milliers d'euros)	Montant	Taux moyen annuel	Moins de 1 an	1 - 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires	220 264	2,75%	-	220 264	-
Dettes bancaires	208 368	1,51%	52 500	155 868	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	5 789	2,23%	3 601	2 188	-
Concours bancaires	13 321		13 321	-	-
Autres dettes financières	4 408		1 345	3 063	-
Intérets courus sur emprunts	6 878		6 878	-	-
Total des dettes financières	459 028		77 645	381 383	-

# Ventilation par devises

La ventilation des dettes financières par devises est la suivante :

(en milliers d'euros)	2013	2012
Euro	648 331	459 008
Dollar américain	111	459 008
Autres devises	46	16
Total des dettes financières	648 488	459 028

Les montants sont donnés en contrevaleur euro.

Variation des dettes financières

# La variation des dettes financières s'analyse comme suit :

Solde au 1er janvier 2012	457 254
Nouveaux emprunts	15 035
Interêts capitalisés	7 214
Remboursements	(18 704)
Variation des découverts	(6 259)
Différence de conversion	(82)
Autres mouvements	4 564
Variation de périmètre	6
Solde au 31 décembre 2012	459 028
	.00 020
Nouveaux emprunts	276 509
Interêts capitalisés	7 804
Remboursements	(108 404)
Variation des découverts	9 673
Différence de conversion	(4.4)
Difference de conversion	(11)
Autres mouvements	(11) (9)
	` '
Autres mouvements	(9)

# 2013

Au cours de l'année 2013, le Groupe a :

- effectué un tirage de 100 millions d'euros sur la tranche renouvelable du crédit syndiqué souscrit en 2011 :
- partiellement remboursé ce tirage, pour 50,5 millions d'euros ;
- remboursé la partie amortissable du crédit syndiqué pour 52,5 millions d'euros ;
- souscrit de nouveaux emprunts décrits précédemment dans cette note.

Ces mouvements sont reflétés dans les nouveaux emprunts et les remboursements dans ce tableau.

Les intérêts capitalisés portent sur l'emprunt obligataire, le crédit syndiqué et les autres emprunts mis en place en 2013.

Les nouveaux emprunts inclus dans les variations de périmètre concernent l'acquisition du groupe Ogone. Ils ont été partiellement remboursés en 2013.

## 2012

De nouveaux emprunts avaient été souscrits par les sociétés Brazil et Landi, ils ont été intégralement remboursés sur 2012.

Les intérêts capitalisés portaient sur l'emprunt obligataire et le crédit syndiqué.

Lignes de crédits non tirés au 31 décembre 2013

Le Groupe bénéficie d'une ligne de 150 millions d'euros de crédit renouvelable, partiellement tirée au 31 décembre 2013 pour 49,5 millions d'euros, soit 100,5 millions d'euros encore disponibles, ainsi que de lignes bilatérales non encore tirées pour 37,5 millions d'euros.

## 25. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Juste valeur des instruments dérivés à la clôture

(en milliers d'euros)	2013	2012
Instruments dérivés de taux		
Actif courant	-	-
Passif courant	(3 414)	(6 325)
Instruments dérivés de change		
Actif courant	1 236	1 506
Passif courant	(1 029)	(1 541)
Total	(3 207)	(6 360)

Ventilation des instruments par politique d'investissement

(en milliers d'euros)	Solde au 1er janvier 2013			Solde au 31 décembre 2013
	Juste valeur du dérivé	Variation par résultat	Variation par capitaux propres	Juste valeur du dérivé
Instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie (cash flow hedge)				
Contrats de change à terme Options de change Swaps de change Swaps de taux Options de taux (cap)	39 14 (165) (6 158)	236 (14) 165 42	74 - - 2 702 -	349 - - (3 414)
Instruments non désignés en couverture de flux de trésorerie				
Contrats de change à terme Options de change Swaps de change Swaps de taux Options de taux (cap)	- 77 - (167)	(317) - 98 - 167	- - - -	(317) - 175 -
Total	(6 360)	377	2 776	(3 207)

Les variations de valeur des instruments de couverture inefficaces ou celles des parties inefficaces d'instruments de couverture efficaces, sont enregistrées directement en résultat financier. Elles sont principalement liées aux différentiels de taux d'intérêts entre la devise des éléments couverts et l'euro dans le cas des couvertures de change.

Conformément à IFRS 13, entrée en vigueur le 1er janvier 2013, le Groupe tient compte du risque de défaut de paiement dans l'évaluation de ses dérivés de couverture. A la clôture de l'exercice, l'impact de ce risque de crédit ou débit sur la valorisation des instruments financiers détenus par le Groupe n'est pas significatif.

En 2012, le Groupe détenait un cap de taux arrivé à échéance en 2013.

Les caps de taux sont reconnus lors de la signature du contrat à leur juste valeur, résultant de la somme entre la valeur intrinsèque des instruments et leur valeur temps. Le montant initial de la valeur intrinsèque des caps de taux est ensuite amorti au fur et à mesure de l'exigibilité des primes, ou linéairement lorsque les primes sont intégralement exigibles à l'origine. A chaque clôture, la différence entre la juste valeur de la valeur intrinsèque, et le montant résiduel de sa valeur initiale est comptabilisé en capitaux propres, alors que la réévaluation de la valeur temps à sa juste valeur est quant à elle comptabilisée en résultat.

Les contrats de dérivés du Groupe comprennent des clauses de compensation pour chaque banque. Conformément à IFRS 7, la présentation des actifs et passifs de dérivés prenant en compte ces compensations serait la suivante :

(en milliers d'euros)		2013	
	Montants bruts présentés au	Impact des accords de	
	bilan	compensation	Montants nettés
JV des dérivés actifs	1 236	(1 182)	54
JV des dérivés passifs	(4 443)	1 182	(3 261)
Position nette	(3 207)		(3 207)

(en milliers d'euros)		2012	
	Montants bruts présentés au	Impact des accords de	
	bilan	compensation	Montants nettés
JV des dérivés actifs JV des dérivés passifs	1 506 (7 866)	(1 229) 1 229	277 (6 637)
Position nette	(6 360)		(6 360)

#### 26. PROVISIONS POUR RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILES

Le Groupe a des obligations envers des régimes de retraite à prestations définies dans les pays suivants:

- En France, des indemnités de fin de carrière sont versées et calculées en fonction du dernier salaire, de l'ancienneté et des dispositions prévues dans les différentes conventions collectives.
- Au Royaume-Uni, un régime de retraite existe mais le plan est fermé.
- En Allemagne, un régime de retraite existe. Les avantages sont calculés en fonction du dernier salaire.
- En Italie, le régime TFR s'applique et le forfait versé au moment du départ à la retraite est fonction des salaires reçus tout au long de la carrière du bénéficiaire.
- En Turquie, des indemnités de retraite sont calculées en fonction du dernier salaire

Les montants d'engagement des régimes à prestations définies ont été déterminés par des actuaires qualifiés.

Aucune obligation à long terme au titre des régimes médicaux n'existe dans le Groupe.

Il existe deux catégories de régimes de retraite :

## 1) Régimes à cotisations définies

Ces régimes existent dans la majorité des pays d'Europe (France, Benelux, Allemagne, Italie et Espagne), aux Etats Unis ainsi que dans les pays d'Asie Pacifique. Ces régimes font l'objet de versements auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds de retraite qui sont comptabilisés en charges de l'exercice.

## 2) Régimes à prestations définies

Il existe deux natures de régime à prestations définies comptabilisées dans les provisions pour retraites et engagements assimilés :

- les régimes à prestations définies couverts par des actifs : ces régimes existent au Royaume-Uni,
- les régimes à prestations définies non couverts par des actifs: dans le cadre de ces régimes, des provisions pour indemnités de départ à la retraite sont constatées au passif du bilan dans le compte « provisions pour retraites et engagements assimilés ». Les pays concernés sont la France, l'Italie, la Turquie et l'Allemagne avec easycash.

La variation des provisions pour retraites et engagements assimilés se décompose de la façon suivante :

	2013						
(en milliers d'euros)	Couverts par des Non couverts par des actifs actifs					Total	
	Grande Bretagne	France	Allemagne	Italie	Turquie	Total	
Au 1 <sup>er</sup> janvier	500	4 414	4 512	1 978	270	11 174	11 674
Regroupements d'entreprises	-	29	-	-	-	29	29
Différence de conversion et autres	(30)	-	-	-	(46)	(46)	(76)
Charge de la période	1	561	176	213	61	1 011	1 012
Prestations versées	-	(265)	(245)	(79)	-	(589)	(589)
Contribution au fonds	(942)	-	-	-	-	-	(942)
Ecarts actuariels	(112)	623	(154)	102	(144)	427	315
Au 31 décembre	(583)	5 362	4 289	2 214	141	12 006	11 423

	2012						
(en milliers d'euros)	Couverts par des actifs	des Non couverts par des actifs					
	Grande Bretagne	France	Allemagne	Italie	Turquie	Total	
Au 1 <sup>er</sup> janvier	4 497	3 471	3 183	1 519	115	8 288	12 785
Regroupements d'entreprises	-	-	-	-		-	-
Différence de conversion et autres	131	-	-	-	- 1	1	132
Charge de la période	238	465	172	216	17	870	1 108
Prestations versées	-	(29)	(121)	(36)	-	(186)	(186)
Contribution au fonds	(5 918)	-	-	-	-	-	(5 918)
Ecarts actuariels	1 552	507	1 278	279	137	2 201	3 753
Au 31 décembre	500	4 414	4 512	1 978	270	11 174	11 674

Rapprochement des obligations au titre des prestations définies

		2013		
Valeur actualisée de l'obligation (en milliers d'euros)	Total	Régime financé	Régime non financé	
Au 1 <sup>er</sup> janvier	33 239	22 065	11 174	
Coût des services rendus	682	-	682	
Coût financier	1 234	905	329	
Ecarts actuariels nets (gain / perte) reconnus dans l'année en autres éléments du				
résultat global	1 110	683	427	
Différences de conversion	(488)	(442)	(46)	
Prestations versées imputées sur la reserve comptable	(589)	-	(589)	
Prestations versées imputés sur les actifs du régime	(299)	(299)	-	
Regroupements d'entreprises	29	-	29	
Au 31 décembre	34 918	22 912	12 006	

	2012			
Valeur actualisée de l'obligation (en milliers d'euros)	Total	Régime financé	Régime non financé	
Au 1 <sup>er</sup> janvier	27 660	19 372	8 288	
Coût des services rendus	504	-	504	
Coût financier	1 300	933	367	
Ecarts actuariels nets (gain / perte) reconnus dans l'année en autres éléments du				
résultat global	4 923	2 722	2 201	
Différences de conversion	442	442	-	
Prestations versées imputées sur la reserve comptable	(186)	-	(186)	
Prestations versées imputés sur les actifs du régime	(1 404)	(1 404)	-	
Au 31 décembre	33 239	22 065	11 174	

Analyse de l'obligation ventilée entre régimes financés et non financés

Seul le régime de retraite au Royaume-Uni est couvert par un actif de régime.

Valeur actualisée de l'obligation (en milliers d'euros)	2013	2012
Régime non financé	12 006	11 174
Régime financé	22 912	22 065
Total	34 918	33 239

Juste valeur des actifs de couverture (en milliers d'euros)	2013	2012
Au 1 <sup>er</sup> janvier	21 565	14 875
Rendement des actifs	904	695
Ecarts actuariels nets (gain / perte) reconnus dans l'année en autres éléments du		
résultat global	795	1 170
Différences de conversion	(411)	311
Cotisations de l'employeur	942	5 918
Paiements sur les actifs	(299)	(1 404)
Au 31 décembre	23 496	21 565

Détail des actifs et passifs comptabilisés

(en milliers d'euros)	2013	2012
Actifs et passifs comptabilisés au bilan		
Dette actuarielle	34 918	33 239
Juste valeur des actifs de couverture	23 496	21 565
Engagements nets	(11 422)	(11 674)
Coûts des services passés non reconnus	-	-
Seuil de la valeur de l'actif défini par un plafond	-	-
Passif net au bilan	(11 422)	(11 674)

Charge comptabilisée en résultat

	(Pré			
Charge comptabilisée en résultat (en milliers d'euros)	Exercice 2013	Exercice 2014		
Coût des services rendus	682	782		
Coût financier	1 234	1 399		
Rendement des actifs du régime	(904)	(1 075)		
Au 31 décembre	1 012	1 106		

Etat du résultat net et autres éléments du résultat global

L'historique des impacts dans l'état du résultat global est présenté dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	2013	2012
Au 1 <sup>er</sup> janvier	7 235	3 350
Ecarts actuariels nets (gains/pertes) reconnus dans l'année en autres éléments du		
résultat global	315	3 753
Différences de conversion	(74)	132
Sous-total	7 476	7 235
Ajustement (*)		144
Au 31 décembre	7 476	7 379

<sup>\*</sup>A fin décembre 2012, si on avait considéré le taux d'actualisation comme taux de rendement attendu des actifs du régime alors les écarts actuariels auraient été de 7 379 milliers d'euros.

Cet écart que l'on considère comme non significatif, ne justifie pas de retraiter la publication précédente.

La ventilation des écarts actuariels reconnus dans l'exercice 2013 se détaille de la manière suivante:

	En milliers	En
	d'euros	pourcentage
Obligations		
Expérience	905	2,59%
Hypothèses financières	205	0,59%
Valeur d'actif		
Expérience	(795)	(3,38)%
Total	315	

Détail de la juste valeur des actifs

Structure des investissements	En milliers	En	Taux de
	d'euros	pourcentage	rémunération
Actions	16 854	71,73%	4,50%
Obligations	6 433	27,38%	4,50%
Autres	209	0,89%	4,50%
Total	23 496	100,00%	4,50%

Les actifs du régime ne comprennent pas de terrain ou d'immeuble occupé par des sociétés du Groupe, ou d'autre actif utilisé par le Groupe. Il n'y a pas d'actif distinct.

La juste valeur des actifs concerne uniquement le régime au Royaume-Uni.

Hypothèses actuarielles

	France	Allemagne	Italie	Turquie	Royaume- Uni	En moyenne pondéré par la valeur de l'obligation
Taux d'actualisation	3,05%	3,05%	3,05%	10,50%	4,50%	4,03%
Taux attendus d'augmentation des salaires	2,50%	1,50%	2,50%	7,00%	N/A	2,50%

Effet d'une augmentation/diminution d'un point de pourcentage des coûts médicaux

Aucun régime n'est concerné.

Meilleure estimation des contributions à verser au régime pour l'année 2014

Les cotisations attendues pour l'année fiscale se terminant le 31 décembre 2014 se répartissent de la manière suivante :

	En milliers
	d'euros
Cotisations de l'employeur	960
Cotisations des participants aux régimes	-

Sensibilité du bilan au taux d'actualisation au 31 décembre 2013

Sous l'hypothèse d'une modification du taux d'actualisation révisé de +1% ou -1% pour l'ensemble des régimes, le bilan se présenterait ainsi :

(en milliers d'euros)	Taux d	Taux d'actualisation +1%			Taux d'actualisation +1% Taux d'actualisation -			tion -1%	
Actifs et passifs comptabilisés au bilan	TOTAL	Régime financé	Régime non financé	TOTAL	Régime financé	Régime non financé			
Dette actuarielle	29 001	18 411	10 590	42 256	28 514	13 742			
Juste valeur des actifs de couverture	23 496	23 496	-	23 496	23 496	-			
Engagements nets	(5 505)	5 085	(10 590)	(18 760)	(5 018)	(13 742)			
Coûts des services passés non reconnus	-	-	-	-	-	_			
Seuil de la valeur de l'actif défini par un plafond	-	-	-	-	-	-			
Passif net au bilan	(5 505)	5 085	(10 590)	(18 760)	(5 018)	(13 742)			

Sous l'hypothèse d'un taux d'inflation révisé à +1% ou -1% pour l'ensemble des régimes, le bilan se présenterait ainsi:

(en milliers d'euros)	Taux d'inflation +1%			Taux d'inflation -1%		
Actifs et passifs comptabilisés au bilan	TOTAL	Régime financé	Régime non financé	TOTAL	Régime financé	Régime non financé
Dette actuarielle	39 959	26 518	13 441	30 586	19 798	10 788
Juste valeur des actifs de couverture	23 495	23 495	-	23 495	23 495	-
Engagements nets	(16 464)	(3 023)	(13 441)	(7 091)	3 697	(10 788)
Coûts des services passés non reconnus	-	-	-	-	-	-
Seuil de la valeur de l'actif défini par un plafond	-	-	-	-	-	-
Passif net au bilan	(16 464)	(3 023)	(13 441)	(7 091)	3 697	(10 788)

Au Royaume-Uni, sous l'hypothèse d'une modification des tables de mortalité respectivement - 1 an ou +1 an aurait une incidence sur l'engagement net respectivement de +0,6 millions d'euro et (0,6) million d'euro. Sur la base du rapport de l'actuaire au Royaume-Uni, IFRIC 14 n'a pas d'impact sur les comptes au 31 décembre 2013.

En France, sous l'hypothèse d'une modification de l'augmentation des salaires respectivement de -1 point ou +1 point aurait une incidence sur l'engagement net respectivement de (0.6) million d'euros et +0.7 million d'euros.

Sous ces variations de l'hypothèse d'actualisation, les impacts OCI au 31 décembre 2013 seraient les suivants :

(en milliers d'euros)	Taux d'actualisation +1%	Taux d'actualisation -1%
Au 1 <sup>er</sup> janvier	7 379	7 379
Ecarts actuariels nets (gain / perte) reconnus dans l'année en autres éléments du résultat global net du plafonnement des actifs Différences de conversion	(5 603) (152)	7 652 24
Au 31 décembre	1 624	15 056

#### 27. AUTRES PROVISIONS

(en milliers d'euros)	Solde au 1er janvier 2013	Différence de \	/ariations de périmètre	Dotations	Reprise pour Re utilisation	eprise sans objet	Autres mouvements	Solde au 31 décembre 2013
Provisions pour garantie	12 130	(759)	-	13 156	(12 219)	32	115	12 455
Provisions pour litiges et réclamations	7 350	(283)	-	3 762	(2 706)	(307)	201	8 017
Provisions pour restructuration	762	(5)	-	810	(360)	-	-	1 207
Autres provisions	11 062	(141)	1	7 919	(5 408)	(4 588)	46	8 891
Total autres provisions	31 304	(1 188)	1	25 647	(20 693)	(4 863)	362	30 570

(en milliers d'euros)	Solde au 1er janvier 2012	Différence de \	/ariations de périmètre	Dotations	Reprise pour utilisation	Reprise sans objet	Autres mouvements	Solde au 31 décembre 2012
Danisiana anno anno ti	44.404	(400)	0	44 000	(40.004)		00	40.400
Provisions pour garantie	11 124	(169)	9	11 398	(10 261)	-	29	12 130
Provisions pour litiges et réclamations	8 613	35	-	3 576	(4 118)	(381)	(375)	7 350
Provisions pour restructuration	168	-	-	1 263	(669)	-	-	762
Autres provisions	13 555	(7)	-	8 866	(6 676)	(4 783)	107	11 062
Total autres provisions	33 460	(141)	9	25 103	(21 724)	(5 164)	(239)	31 304

#### (i) Garanties

Les provisions pour garanties traduisent une estimation des coûts attendus résultant de la garantie annuelle consentie lors de la vente du produit.

#### (ii) Litiges et réclamations

Ingenico est engagé dans un certain nombre de réclamations et de procédures d'arbitrage qui sont apparues dans le cadre normal de ses activités. Les reprises sans objet résultent, pour l'essentiel, de la résolution de litiges commerciaux, pour lesquels le Groupe a eu gain de cause ou pour lesquels le montant réel du préjudice s'est avéré inférieur à son montant estimé.

Les principaux litiges dans lesquels Ingenico est engagé en tant que défendeur sont les suivants :

- Des procédures de redressement fiscal concernant une filiale au Brésil sont toujours en cours. Elles sont liées à l'ICMS, avec un montant en cause (principal, au titre des années 2004 à 2009, intérêts et pénalités) de l'ordre de 62 millions d'euros au 31 décembre 2013. Dans un contexte de guerre fiscale entre États (*Tax War*) qui affecte Ingenico au même titre qu'un grand nombre d'entreprises brésiliennes et internationales, l'administration fiscale de l'État de Sao Paulo conteste la déduction par Ingenico Do Brasil, d'une fraction de l'ICMS mentionnée sur les factures émises par un de ses fournisseurs. En effet, ce dernier bénéficierait d'un avantage fiscal accordé par l'État du Minas Gerais dans lequel il est implanté, qui ne serait pas conforme à la législation fédérale. La Société, appuyée par ses conseils spécialisés, estime avoir de sérieux arguments pour contester ceux de l'administration. Au regard de l'analyse de ces risques et en application des critères de la norme IAS 37, aucune provision n'est constatée dans les comptes au 31 décembre 2013.

Tous les redressements notifiés en matière d'ICMS sont toujours en cours de contestations devant les cours administratives brésiliennes.

Au 31 décembre 2013, aucune décision définitive des cours administratives brésiliennes n'a été notifiée à Ingenico et, par conséquent, aucune demande de mise en recouvrement n'a été recue.

- En parallèle à l'exercice d'un *put* option sur les actions qu'il détient dans la société Roam Data Inc., filiale du Groupe Ingenico, et de la valorisation de ces mêmes actions, M. Will Graylin, actionnaire minoritaire de la société Roam Data Inc., s'est associé à d'autres actionnaires minoritaires de cette même société et a déposé une réclamation contre (i) Philippe Lazare, (ii) un dirigeant d'Ingenico SA l'un et l'autre à titre personnel et en tant qu'Administrateur de Roam Data Inc., (iii) Roam Data Inc., (iv) Ingenico SA, et (v) Ingenico Venture SAS devant le Superior Court Department du Commonwealth of Massachusetts.

Les plaignants allèguent principalement un non-respect du droit des minoritaires, une rupture de contrat, un non-respect de la réglementation dite 10b-5 et un vol de propriété intellectuelle de la société Roam Data Inc.

Les dommages qu'ils disent avoir subis ne sont pas chiffrés à ce jour et sont laissés à l'appréciation du jury qui devra statuer sur le bien-fondé de leurs demandes éventuelles si le contentieux était appelé à se développer. Le contentieux se développant, les plaignants ont renforcé leurs demandes auxquelles les défendeurs ont répondu par le dépôt de demandes en réponse auxquelles figure une demande d'indemnisation de Roam Data Inc. et de Ingenico Venture SAS auprès de M. Will Graylin pour non-respect de ses obligations contractuelles au titre du contrat de cession de ses actions. Aucune provision n'a été constatée dans les comptes à ce titre.

- Parmi les litiges commerciaux, Ingenico SA, sa filiale tchèque et le responsable de la filiale ont été assignés par la société Bull s.r.o. devant le tribunal de Prague (Municipal Court) pour le paiement de dommages et intérêts pour concurrence déloyale pour un montant de l'ordre de 3,7 millions d'euros, une réparation financière supplémentaire pour un montant de l'ordre de 1 million d'euros ainsi que des excuses publiques dans un quotidien local. Au 31 décembre 2013, le Groupe a constitué une provision pour un montant total de 1,1 million d'euros, répartie entre Ingenico SA et Ingenico CZ s.r.o, au titre de la réclamation des dommages et intérêts que Bull s.r.o estime lui être dus. La procédure suit son cours.
- Les contentieux avec Monsieur Bonnemoy, de rupture dite abusive et de mise en jeu de la garantie de passif, tels que détaillés dans le Document de référence 2009 ont suivi leur cours au niveau de la Cour d'Appel durant l'exercice 2013. La Cour n'a pas fait droit aux demandes de la Société au titre de la mise en jeu de la garantie de passif mais a rejeté les prétentions de Monsieur Bonnemoy en matière de rupture dite abusive. Ce dernier s'est pourvu en Cassation. La Société considère cependant qu'une éventuelle perte au contentieux ne saurait à elle seule avoir un effet défavorable significatif sur sa situation financière ou sa rentabilité. Le Groupe a néanmoins constitué une provision de 0,9 million d'euros.

#### (iii) Autres provisions

Les autres provisions correspondent à des provisions pour charges liées à l'activité (engagement de rachat de stocks des fournisseurs, risques qualité clients, indemnités commerciales clients...).

Le montant de 4,6 millions d'euros de reprises sans objet concerne principalement les engagements de rachat de stocks des fournisseurs et les risques qualité clients.

(en milliers d'euros)	2013	2012
Engagemente de rechet des etecles des fournisseurs	1 720	2 206
Engagements de rachat des stocks des fournisseurs Risques liés à la qualité des produits	4 390	2 206 4 728
Indemnités et autres avantages sociaux	773	1 005
Indemnités commerciales clients	93	955
Autre charges	1 915	2 167
Total autres provisions	8 891	11 061

# 28. AUTRES DETTES NON COURANTES

(en milliers d'euros)	2013	2012
Dettes fournisseurs	79	3
Dettes d'impôt sur les sociétés	-	540
Dettes sociales	234	990
Produits constatés d'avance	20 789	19 089
Autres dettes	3 466	-
Total	24 568	20 622

En 2013, le Groupe a procédé à une augmentation de capital de sa filiale Ingenico Holding Asia Ltd au profit d'un actionnaire externe (cf. Note 6 Faits marquants). Cet actionnaire minoritaire détient une option de vente qui lui permet de revendre au Groupe les actions auxquelles il a souscrit en 2013. Le Groupe a donc reconnu une dette en relation avec cette option de vente, classée en autres dettes non courantes. La méthode de valorisation de cette dette est décrite en Note 3 Définition des classes d'actifs et de passifs financiers par catégorie comptable.

# 29. FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES D'EXPLOITATION COURANTES

(en milliers d'euros)	2013	2012
Dettes fournisseurs	222 904	202 389
Autres dettes d'exploitation	104 955	78 169
Dont avances versées par les clients	6 038	4 658
Dont dettes fiscales	22 739	17 547
Dont dettes sociales	76 164	55 964
Total	327 859	280 559

# 30. DETTES D'IMPÔT COURANT

Au 31 décembre 2013, la dette d'impôt courant est essentiellement constituée de l'impôt à payer du fait de résultats fiscaux bénéficiaires de filiales du Groupe.

(en milliers d'euros)	2013	2012
		_
Allemagne	1 724	3 279
Chine	2 726	3 018
France	7 122	8 230
Italie	2 220	-
Royaume-Uni	2 344	3 098
Autres pays	1 751	3 640
TOTAL	17 887	21 265

## 31. DETTES DIVERSES

Les dettes diverses s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	2013	2012
Autres dettes Produits Constatés d'avance	29 349 81 160	22 180 63 628
Total	110 509	85 808

L'augmentation des produits constatés d'avance vient principalement des produits facturés par la filiale Landi.

Les autres dettes comprennent :

- L'option de vente (put) sur les titres de la société Roam Data Inc. (cf Note 6 Faits marquants).
- Les compléments de prix issus de l'acquisition de Ingenico Payment System LLC et des actifs de PT Ingenico International Indonesia (valorisées sur la base des flux futurs de trésorerie actualisés ou sur la base des dispositions contractuelles prévues avec les vendeurs de ces sociétés qui représentent la meilleure estimation dont dispose le management);
- La dette en contrepartie des liquidités liées à l'activité de la filiale Tunz qui ne correspondent pas à la définition de trésorerie ou équivalent de trésorerie.

# 32. ENGAGEMENTS HORS BILAN

(en milliers d'euros)	2013	2012
ENGAGEMENTS RECUS		
Cautions diverses	4 215	1 307
Garantie de passif reçue dans le cadre de l'acquisition de 83,86% de Roam Data Inc. : sans limitation de durée (montant de l'engagement 700 milliers de dollar US).	508	531
Garantie de passif reçue dans le cadre de l'acquisition d'Ingeserve Co. Ltd : Echéance le 21 mai 2015.	illimitée	illimitée
Garantie de passif reçue dans le cadre de l'acquisition de TNET. Illimitée dans le temps et le montant.	illimitée	illimitée
Garantie de passif reçue dans le cadre de l'acquisition de Paycom. Échéances le 1er juillet 2021 dans le cadre des garanties corporate, le 31 décembre 2015 dans le cadre des garanties fiscales, le 1er juillet 2013 dans le cadre des autres garanties.	12 381	12 381
Garantie de passif reçue dans le cadre de l'acquisition de PT Ingenico International Indonesia. Le montant total des garanties de passif s'élève à 4,5 millions de dollars américains). Les échéances sont les suivantes:  - fiscale jusqu'à janvier 2018  - corporate : illimitée dans le temps	3 263	
Garanties de passif reçue dans le cadre de l'acquisition d'Ogone. Le montant total des garanties de passif (hors garantie spéciale) s'élève à 89,3 millions d'euros. Les échéances sont les suivantes:	89 325	
<ul> <li>fiscale jusqu'au 31 décembre 2016</li> <li>corporate: illimitée dans le temps</li> <li>autres garanties jusqu'à septembre 2014</li> </ul>		
- une garantie spéciale additionnelle sur les pertes fiscales liées à l'acquisition de la holding luxembourgeoise et dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2016.	750	
AUTRES ENGAGEMENTS RECUS		
Promesse unilatérale de vente à Ingenico SA des actions "Roam Data" restantes détenues par les autres associés. L'option est exerçable en 2014. Le prix de vente sera fonction des performances financières de l'entreprise. Le prix minimum de vente ne pourra être inférieur à 0,1 dolllar US par action. La transaction pourra être réglée en numéraire ou en actions Ingenico.		
Dans le cadre de la cession de la société Fixed & Mobile Pte Ltd, le Groupe a reçu un nantissement de 16 650 actions de la société en garantie de sa créance et du prêt accordé aux acquéreurs. Le nantissement prendra fin lorsque ces 2 montants auront été remboursés en totalité.		
ENGAGEMENTS DONNES		
Cautions diverses	18 816	18 904
Garantie de passif donnée dans le cadre de la cession de Sagem Denmark en 2009 : - garantie fiscale jusqu'à prescription (mai 2015)	20 254	20 254
2		

Au 31 décembre 2013, la Société a, dans le cadre de son activité, les engagements suivants :

- le Groupe a effectué des commandes fermes auprès de ses fabricants pour un montant d'environ 110,2 millions d'euros au 31 décembre 2013;
- paiements futurs relatifs à des contrats non résiliables en location simple.

Le tableau ci-dessous indique, à l'issue de chaque année, les loyers futurs minimaux pour les contrats non résiliables de location simple.

(en milliers d'euros)	2013	2012
Engagements donnés sur location simple	72 341	88 031
Total	72 341	88 031

L'analyse des engagements donnés par le Groupe sur des locations non résiliables et par échéance au 31 décembre 2013 est la suivante :

2013							
(en milliers d'euros)	Opérations Centrales	SEPA	Asie Pacifique	Amérique du Nord	Amérique Latine	EMEA	Total
N+1	7 743	6 043	918	994	757	_	16 455
N+2	6 690	3 058	479	756	194	-	11 176
N+3	6 534	1 640	135	701	196	-	9 207
N+4	6 248	1 184	-	3 659	166	-	11 257
N+5 et suivante	23 591	469	-	19	166	-	24 245
Total	50 807	12 394	1 533	6 129	1 479	-	72 341

L'analyse des engagements donnés par le Groupe sur des locations non résiliables et par échéances au 31 décembre 2012 est la suivante :

2012								
(en milliers d'euros)	Opérations Centrales	SEPA	Asie Pacifique	Amérique du Nord	Amérique Latine	Europe Centrale, Moyen- Orient, Afrique	Total	
N+1	6 022	8 102	1 348	819	936	-	17 228	
N+2	7 101	5 779	1 009	963	870	-	15 721	
N+3	6 217	2 499	507	716	784	-	10 722	
N+4	6 114	1 274	81	654	711	-	8 834	
N+5 et suivante	29 706	1 504	-	3 606	711	-	35 527	
Total	55 160	19 158	2 945	6 758	4 012	-	88 031	

Par ailleurs, dans le cadre de ses activités, les loyers futurs minimaux que le Groupe Ingenico percevra pour les contrats non résiliables de location simple représentent un montant de 5,9 millions d'euros en 2013 et 5,1 millions d'euros en 2012

# 33. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les rémunérations et avantages relatifs au Conseil de Direction en 2013 et 2012 se décomposent comme suit :

	2013		2012	
(en milliers d'euros)	Montants dus au titre de l'exercice	Montants versés au cours de l'exercice		Montants versés au cours de l'exercice
Rémunérations fixes	4 570	4 539	2 921	3 725
Rémunérations variables	2 975	3 128	2 671	2 157
Avantages en nature	211	211	141	141
Actions gratuites (coût du service comptabilisé)	2 768		1 901	-
Total	10 524	7 878	7 634	6 023

Conformément aux recommandations de l'AMF, la note concernant les rémunérations des dirigeants est remaniée en 2013 de manière à ce que l'information soit plus détaillée et représentative du mode d'organisation de la société. Ainsi, les rémunérations présentées dans cette note concernent désormais uniquement les membres du Conseil de Direction qui a pour mission de définir la stratégie du Groupe, de créer les conditions qui permettront sa mise en œuvre et d'atteindre les objectifs fixés. Il est présidé par le Président Directeur Général et composé de 14 membres au 31 décembre 2013.

## 34. EVENEMENTS POST CLOTURE

Dans le cadre de la prise de contrôle de Roam Data Inc. en 2012, le Groupe détenait une option d'achat (call option) de la totalité des titres minoritaires restant de la société. Le Groupe a exercé le 20 janvier 2014 son call option portant sur la totalité des actions ou stock options détenues par les actionnaires minoritaires au jour de l'exercice.